

« Réformisme humanitaire » ou combat anti-capitaliste...

Les associations pullulent, drainant des milliers d'adhérents. ATTAC déborde ; Seattle voit converger groupes, associations, initiatives. Les regroupements les plus divers s'activent à contester la « mondialisation ». Les « grands » partis se sont si complètement placés du côté de la défense de l'ordre établi que la désaffection qui les frappe n'a jamais été aussi forte. Les « grands » syndicats ne se portent pas mieux, en France au moins : les résultats des consultations du personnel montrent des SUD qui, à la SNCF, dans les Douanes, dans l'Education nationale, mais aussi à la FNAC, émergent, s'affirment, engrangent les suffrages. Partout, des milliers de salariés s'en emparent pour dire leur refus des accords pourris, des compromissions dont crèvent le code du travail et les droits des salariés.

Des luttes extrêmement âpres voient des salariés, au plus près du lieu de travail, obtenir des reculs significatifs. Des corporations entières, adossées au dernier carré des protections statutaires de la Fonction publique, engagent des combats acharnés. En quelques semaines, les salariés des impôts et ceux de l'enseignement professionnel parviennent même à provoquer une crise politique gouvernementale dont on n'a pas encore apprécié toute la profondeur.

Tout va bien ? Il suffit de se jeter dans la bataille, de redoubler d'efforts, de « continuer le combat » ? Pas si simple.

ETRANGE SITUATION...

Ce regain d'activité et de combativité, cette émergence de nouvelles

formes de regroupements et de luttes traduisent la disponibilité de couches importantes de salariés, de jeunes et de militants au combat contre un système qui nous entraîne au gouffre, et en même temps un certain nombre de fragilités potentiellement tragiques, qui les impuissanteront très vite complètement. Quelles sont-elles ? Deux exemples, sur deux plans très différents, mais finalement pas étrangers l'un à l'autre.

Le LO et la LCR ont capté, dans les conditions les plus défavorables, celles des élections européennes, le rejet historique du PCF par des milliers de militants. Quelques mois plus tard, le 16 octobre, ces deux organisations repoussaient les militants qui avaient voté pour elles dans les bras du PCF. « Circulez ! Nous ne pouvons rien pour vous. Nous ne sommes pas une issue politique. Il est hors de question que nous en construisions une ensemble, vous qui avez quitté la zone d'influence du PS ou du PCF, vous qui vous dressiez contre la direction de la CGT ou de la CFDT, vous qui vous affrontez chaque jour plus fort contre le gouvernement de la Gauche plurielle, et nous, qui vous expliquons depuis si longtemps qu'il n'y a rien à attendre de ces directions traîtresses. Finalement, soyons réalistes, on ne peut guère que les presser de "changer de politique" ». Si ce cours politique n'est pas redressé (au congrès de la LCR, dans le cadre des élections municipales de 2001), le capital de sympathie, le mouvement significatif vers la gauche des militants et des salariés, qui les ont portés vers la liste LO-LCR aux européennes seront

Le 27 avril, Lionel Jospin a formé un nouveau gouvernement. Pour la première fois depuis 1981, sous le magistère de la gauche («unie» ou «plurielle») un gouvernement élu par une majorité d'électeurs ouvriers et salariés des secteurs public et privé a été disloqué par la grève et les manifestations. Grève et manifestations des pompiers puis des agents hospitaliers, et enfin grèves et manifestations des enseignants et des fonctionnaires des impôts ont infligé une sévère défaite à Jospin.

Réflexions sur la situation politique

UNE DÉFAITE MAJEURE POUR LIONEL JOSPIN

Car il ne s'agit pas d'un remaniement, pas davantage du résultat d'une crise politique classique, interne à la superstructure ou au «champ» politique, mais d'une crise résultant d'un affrontement social. Affrontement entre la politique que le gouvernement de Lionel Jospin mène au compte des grands objectifs du capital financier auxquels tous les pays doivent se plier (objectifs correspondant aux politiques que l'on désigne bien souvent du terme bien insuffisant de «néo-libéralisme») et la volonté des salariés de défendre leur emploi et leurs conditions de travail, de défendre aussi des valeurs assises sur une vision du monde qui n'est pas subordonnée à la marchandise et au profit.

«Lionel Jospin a eu peur» a déclaré, non sans lucidité, Claude Allègre après son éviction. En effet, le Pre-

mier ministre a eu peur que les grèves des enseignants et des fonctionnaires n'échappent au contrôle particulièrement fragile des directions syndicales et ne s'élargissent à d'autres secteurs. Le résultat des élections partielles où le PS devait enlever trois sièges de députés, et où, au contraire, il en a perdu deux, permet de mesurer la réalité de cette peur.

Lionel Jospin a été obligé de contraindre Christian Sautter à annoncer que les projets de réforme de Bercy étaient retirés et d'acculer son ministre à la démission. Il a été obligé de se défaire ensuite de Claude Allègre, sans pouvoir lui donner un autre ministère. À Lisbonne, en pleine mobilisation des enseignants contre les réformes Allègre, les membres du Conseil européen, ont encouragé Lionel Jospin à garder le ministre à son poste. Il ne l'a pas pu. Face à une poussée militante d'une force imprévue, Lionel Jospin a dû battre en retraite. Sur les deux fronts

où il avait engagé ses ministres, il a subi en mars une défaite.

TOUT FAIRE

POUR BROUILLER

LA CONSCIENCE

DE CETTE VICTOIRE

Pourtant, à peine les départs d'Allègre, de Sautter et de Zucharelli acquis, tout a été fait par les adversaires de classe des travailleurs, des chômeurs et des jeunes pour en faire oublier la portée. La formation du second gouvernement Jospin a été suivie d'un immense effort de mise en condition politique de la part de l'appareil d'Etat, de tous les partis et du MEDEF, de même que de la part des médias (dont le rôle propre et la force politique spécifique ne peuvent pas être sous-estimés) pour faire oublier aussi vite que possible cette victoire des enseignants et des agents du ministère des Finances, pour effacer les effets de la défaite gouvernementale.

Le MEDEF a été le premier à reprendre le témoin des mains du gouvernement, et à relayer l'action entreprise contre les agents de l'Etat en reprenant l'offensive sur le terrain des textes qu'il veut faire signer aux syndicats au nom de la «refondation sociale». Mais ce sont toutes les forces politiques qui ont travaillé pour clore la crise de mars, pour éviter que la brèche ne s'élargisse. Les partis de la Gauche plurielle, PCF-Hue en tête, mais aussi toutes les composantes du PS, Gauche socialiste au premier rang, ainsi que l'ensemble des directions syndicales y ont aidé. De leur côté, le RPR et l'UDF, ainsi que la présidence de la République, ont pris bien soin tout au long de la crise de ne pas aggraver les problèmes de Lionel Jospin. Mais le matraquage médiatique, le soutien

des directions syndicales ne peuvent faire disparaître les tendances fondamentales de la lutte des classes politique dans ce pays.

Face à cette tentative de frapper d'amnésie l'ensemble d'un pays, la compréhension de la situation suppose d'apprécier exactement ce que les enseignants et les agents du ministère des Finances ont fait : dans des conditions politiques peut-être encore plus difficiles, ils ont réussi quelque chose de comparable à ce que les cheminots et agents de la RATP ont fait avant eux en décembre 1995. Deux choses peuvent être faites pour aider à cette appréciation.

La première est de rappeler l'enjeu du combat contre la politique de Claude Allègre. C'est dans Paris-Match que l'ancien ministre de l'Education a donné mieux que quiconque la mesure de ce que les enseignants ont arrêté en arrachant sa démission. Les réformes qu'il a présentées n'étaient qu'une entrée en matière, car le but visé était l'éclatement total de l'Education nationale, sa subordination totale aux intérêts économiques et politiques locaux et la dislocation de tout ce qui unit encore le corps enseignant : «les écoles primaires relèveraient de l'autorité et du financement des communes, les collèges dépendraient des départements et les lycées des régions». Il suffit de voir ce qui se passe à la Poste, où la loi des 35 heures a servi de levier pour avancer dans l'éclatement de l'unité du service public, préliminaire à la privatisation complète. A la Poste c'est ville par ville, parfois bureau par bureau, que les agents doivent combattre, avec la rage que donne le sentiment de mener un combat pour des objectifs d'une profonde légitimité, combat qui est engagé sans l'appui que l'on trouve

dans l'unité de la corporation, que les syndicats ont bradée.

En obtenant la démission de Claude Allègre, les enseignants ont préservé cette unité qu'il leur contestait et qui a permis précisément de tenir les pires de ses projets en échec. Grâce à elle, ils peuvent encore, quand il le faut, se dresser, au-delà de leurs particularités, comme un seul corps pour défendre des intérêts qui ne sont pas «corporatifs», car la défense du contenu de l'enseignement et des programmes, «la conception du métier», sont à la charnière d'enjeux politiques et sociaux généraux et de questions de qualification et de contenu quotidien du travail.

C'est dire qu'il s'agit d'une victoire au compte de l'ensemble des salariés et de tous ceux qui combattent pour dire «le monde n'est pas une marchandise». A elle seule, la démission de Claude Allègre est donc un fait politique majeur. Elle est la preuve que c'est par les moyens classiques du combat de la classe ouvrière, assemblées, contrôle de l'action des directions syndicales, grève et manifestations, que les combats concrets contre la libéralisation et la privatisation peuvent être gagnés.

LE LONG CHEMIN

POLITIQUE PARCOURU

PAR LES SALARIÉS

EN FRANCE

C'est aussi en restituant la lutte de classe en France dans la durée d'une période historique plus longue que l'on peut commencer à saisir la portée exacte du recul que Lionel Jospin a dû opérer en mars.

Venant après la manière dont les gouvernements Balladur et Juppé ont été tenu en échec pour le premier, et défaits pour le second à peine

Chirac élu, la façon dont Lionel Jospin a été obligé à son tour de concéder un recul «en rase campagne» est un acte dont la portée politique doit être appréciée. Ce que les salariés ont entrepris depuis trois ans face à un gouvernement qui paraissait être au départ de nouveau un peu le «leur» est considérable.

Venant après l'étouffoir des longues années du mitterrandisme, s'affirmant dans un pays dont le PC local (le PCF) a été pendant plus de soixante ans le plus important élément constitutif de l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme, et survenant alors que la contre-révolution capitaliste néo-libérale emporte tout sur son chemin dans beaucoup de pays, cette situation doit être analysée dans tout ce qu'elle a d'exceptionnel.

Par deux fois, aux élections législatives de 1986 d'abord, puis surtout aux élections législatives de 1993, suivies la seconde fois des élections présidentielles de mai 1995, qui ont rendu la totalité des commandes de l'Etat aux partis traditionnels de la bourgeoisie, le parti socialiste, flanqué du PCF, a préparé les conditions politiques d'une offensive politique majeure de la bourgeoisie. En 1993, la voie paraissait ouverte à une variante française du thatchérisme. En France paraissait devoir se confirmer ce qui a été une constante politique au cours du XX^e siècle : après avoir contenu, refoulé, porté des coups à la classe ouvrière, économiquement et physiquement, par la répression, et après l'avoir démoralisée politiquement, les partis élus par les ouvriers et les salariés rendaient les commandes aux partis de la bourgeoisie et laissaient ces derniers achever la besogne.

Par deux fois, le RPR et l'UDF ont échoué. Ils se sont heurtés à la mobi-

lisation de secteurs déterminés du salariat ou de la jeunesse scolarisée, ils ont dû reculer et ils ont été battus électoralement. Ce fut d'abord le cas au cours de l'automne et de l'hiver 1986-87 pour la jeunesse étudiante et les cheminots, qui ont renversé le rapport politique entre les classes et fermé la voie à l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République. Après 1993, la séquence a été quelque peu différente. Un secteur limité de la jeunesse scolarisée, les élèves des LEP et les étudiants des UIT, forts de l'appui dans beaucoup de villes des parents, ont forcé Edouard Balladur à retirer le projet des CIP. Ils ont détruit sa crédibilité politique, préparé les conditions de la division ouverte du RPR, et forcé Jacques Chirac à mener une campagne électorale populiste sur le thème peu thatchérien de la «fracture sociale». Les appareils syndicaux, appuyés par le parti socialiste et le PCF, sont parvenus à empêcher que la grève et les manifestations de novembre-décembre 1995 n'aboutissent à la chute du gouvernement et au retrait total de la loi Juppé. Il leur a été impossible cependant d'empêcher le mouvement d'atteindre une très grande ampleur et de permettre à des centaines de milliers de salariés et de jeunes de vivre pendant quelques jours l'expérience directe d'un très grand mouvement de classe.

C'est dans la crainte d'une répétition de mobilisations de la même ampleur contre la politique d'austérité exigée par les «critères de Maastricht» que Jacques Chirac a dissous l'Assemblée nationale, ouvrant la voie à une défaite électorale du RPR et de l'UDF. La victoire électorale du Parti socialiste, flanqué de ses appuis indispensables, le PCF et les Verts, a été la réfraction sur ce

plan particulier du séisme de novembre-décembre 1995.

LES ÉLECTIONS

DE MAI 1997

Lionel Jospin a été porté au gouvernement sur la base du rejet populaire massif du gouvernement d'Alain Juppé. Les électeurs du PS et du PCF, dans leur écrasante majorité, ont élu ces partis en juin 1997 pour faire une autre politique. Le gouvernement Jospin ne s'est pas contenté de faire la même politique que son prédécesseur. Il l'a «mieux» faite, de façon plus ample et plus déterminée. Dans des secteurs importants et sur certains plans déterminants, celui notamment des privatisations et de la flexibilisation/précarisation accrue du travail (la loi des 35 heures), il est parvenu à des résultats que le RPR et l'UDF n'avaient jamais rêvé pouvoir atteindre. Les premiers pas dans la mise en œuvre des réformes d'Alègre dans l'Education nationale sont déjà allés au-delà de ce Bayrou envisageait. Mais en dépit de l'action de la «Gauche plurielle» à l'Assemblée, et de celle des appareils syndicaux sur tous les terrains d'affrontement entre le capital et le travail, les salariés ont décidé de faire front, même seuls.

Forts de l'expérience de 1981 et de 1988, les électeurs du PS et du PCF n'ont pas donné à ces partis un chèque en blanc en 1997 ; ils leur conservaient cependant un élément de confiance, très limité mais encore réel. Ils ont été cueillis à froid par l'adhésion au Traité d'Amsterdam et par la position prise sur Villevorde, avant de se trouver confrontés à une politique de libéralisation et de déréglementation dans le secteur public et dans l'enseignement, ainsi qu'à une politique d'austérité budgétaire

et de contrainte salariale. Ils ont commencé à prendre conscience du fait qu'ils auraient à se battre frontalement contre le gouvernement qu'ils avaient élu. Puis, par étapes successives, ils sont passés aux actes. Ils ont même récupéré après des phases de «déprime», comme les enseignants qui avaient espéré en finir avec Allègre dès 1999.

**UNE CLASSE OUVRIERE
QUI PUISE DANS
SES RESSOURCES
PROPRES LA FORCE
DE COMBATTRE**

Le caractère exceptionnel de la situation française, c'est donc que des centaines de milliers de salariés, électeurs du PS et du PCF, commencent à intégrer dans leurs actes qu'ils sont sans représentation politique de leurs intérêts et de leurs aspirations. Ils le font soit comme salariés, soit comme parents d'élèves qui se battent pour l'avenir de leurs enfants, menacé de plus en plus gravement par des politiques marquées du sceau d'un capitalisme toujours plus agressif. Ils savent qu'ils devront maintenant affronter sur tous les terrains une politique guidée par des intérêts étrangers, antagoniques aux leurs. Ils savent que les directions syndicales vont soit leur barrer la route, soit leur «retirer le tapis» et accepter les positions gouvernementales. Ils savent qu'ils devront affronter l'hostilité des médias. Mais ils ont tout de même décidé de ne pas baisser les bras. Forcés de combattre seuls, ils puisent dans leurs propres ressources politiques, philosophiques et matérielles pour le faire. Et leur combat a commencé à payer. Les ressources politiques dans les-

quelles puisent les enseignants et les parents de la Seine-Saint-Denis puis du Languedoc, les postiers des grandes villes de province (Nice et Toulouse en premier lieu), le personnel hospitalier ont un caractère surprenant tant ils diffèrent de l'image que les médias nous renvoient de la société française et des appels à la «modernisation». Ces ressources politiques sont puisées dans une histoire enfouie mais pas morte. Les assemblées de parents et d'enseignants du Gard et de l'Hérault, les assemblées générales de grévistes à la Poste à Nice ou à Toulouse, sont l'héritage de phases antérieures de la lutte des classes, l'expression de processus sociaux «moléculaires».

Ces processus se réfractent à l'intérieur des organisations syndicales. Depuis 1995, un processus de différenciation, de radicalisation politique s'affirme dans le mouvement ouvrier : récemment, les premiers effets de cette maturation se sont manifestés : recul sévère de la CGT chez les cheminots au profit de SUD-Rail, même phénomène aux douanes, à la BNP, chez les enseignants, mais aussi dans les hôpitaux. Au congrès de la CGT métallurgie (cœur historique de la C.G.T.) l'appareil a eu les plus grandes difficultés à éviter qu'une motion anti-gouvernementale (motion anti-loi Aubry) ne soit votée définitivement par le congrès. En fait, au vote à mains levées, la motion condamnant les 35 heures l'a emporté ; seules des manœuvres bureaucratiques et un décompte des votes par mandats ont permis d'éviter le désaveu public.

Ces processus politiques sont déterminants. C'est cette maturation politique, produit direct de la lutte des salariés, qui s'exprime sous de multiples aspects. La prise de conscience des enjeux de la conférence de

Seattle, la lente renaissance d'un mouvement s'opposant au capital financier aux Etats-Unis, qui en est le bastion, le succès d'ATTAC (à la fois par ses prises de position sur l'OMC, les fonds de pension et le parasitisme financier, et parce qu'elle est vue comme un cadre où la volonté démocratique des adhérents peut s'imposer), la multiplication des associations, des mobilisations, la tendance toujours plus manifeste des salariés à contrôler leur mouvement et à se soumettre leurs directions syndicales, au moins localement : tous ces phénomènes en procèdent.

**LIENS ET DIVISION
DU TRAVAIL ENTRE
LE GOUVERNEMENT
ET LE MEDEF**

Depuis juin 1997, la bourgeoisie française, entendue comme classe capitaliste exploiteuse, celle des grands groupes industriels et financiers, des Axa et autres Vivendi, celle qui est une composante à part entière du capital financier et de l'impérialisme, bénéficie de deux centres stratégiques : l'un est le gouvernement Jospin, l'autre est le MEDEF. Après une courte phase initiale de frictions (dont la portée a été exagérée assez fortement par Carré Rouge : c'est certainement la plus grave erreur d'appréciation à notre passif...), le gouvernement et le MEDEF ont coordonné d'abord tacitement, puis par des contacts de plus en plus étroits et notoires, leurs politiques. Ainsi, lors de la crise politique de mars, c'est le MEDEF qui a agi avec le plus de détermination pour refermer la brèche en intensifiant son offensive de «refondation sociale». On voit le patronat relayer tout de suite le gouvernement, en bénéficiant de

sa complicité si ce n'est de son plein assentiment. Du côté de Lionel Jospin, la nomination de Laurent Fabius représente un gage manifeste au grand patronat. C'est aussi bien sûr l'aveu de l'échec qu'il a subi, puisqu'il a été obligé d'introduire son rival direct dans le gouvernement.

Le Monde du jeudi 20 avril publie la liste des « pourvoyeurs d'idées de Laurent Fabius ». L'appréciation de ce qu'est ce gouvernement, des forces qu'il entend servir exige que nous le citions. « Hors du PS, un cercle d'intimes travaille régulièrement avec l'ancien Premier ministre, avec Louis Schweitzer, PDG de Renault, qui a été son directeur de cabinet de 1981 à 1986, Serge Weinberg, le Président du directoire de Pinaut-Printemps-La Redoute, qui fut son chef de cabinet au ministère du Budget, Charles-Henri Filippi, directeur général du CCF, ancien de son cabinet [...] Patrick Careil PDG de la Banque Hervet [...] Patrick Ponsolle, PDG d'Eurotunnel, ancien directeur adjoint au cabinet du Budget, Jean Pascal Beaufret, directeur financier adjoint d'Alcatel, ancien conseiller technique à l'industrie à Matignon, Lionel Zinizou, associé gérant chez Rothschild et Cie, sa plume quand il était Premier ministre, Edouard Stern, président d'International Real Returns, Philippe Calavia, directeur général délégué d'Air France, conseiller technique à Matignon de 1984 à 1986, Jean-Dominique Comolli, PDG de la SEITA, ancien chargé de mission à Matignon. Plus récemment, Denis Olivennes, directeur général de Canal+, a rejoint ces "think tank". Il y croise d'autres visiteurs, n'appartenant pas à la gauche, comme Michel Cicurel, président du directoire de la Compagnie Financière Rothschild, Noël Goutard, PDG de Valéo, Frédéric Saint-Geours, direc-

teur général de PSA, Pierre Blayau PDG de Moulinex, etc... ».

Cette liste montre que la politique du gouvernement Jospin II est celle des fondés de pouvoir des cercles modernistes de la finance et de l'industrie. Mais nous ne sommes pas aujourd'hui dans n'importe quel contexte. Nous sommes sans doute devant l'offensive la plus générale et la plus dangereuse que le patronat ait lancée en France depuis les années 1930.

DÉTRUIRE

LES INSTITUTIONS

FONDÉES SUR LA LOI,

AU PROFIT DU CONTRAT

ENTRE EMPLOYEURS

ET SALARIÉS

Qu'est-ce la « refondation sociale » ? Le journal Libération a publié le 6 avril un dossier très complet et éclairant, que chacun peut consulter. Pour qui veut aller sur le « Web », on trouve sur le site Internet du MEDEF le texte complet de la plate-forme patronale en vue de cette « négociation ». Le fait qu'elle ait été acceptée par les confédérations comme base de discussion est en soi une capitulation politique très grave.

La clef de voûte se trouve dans l'objectif stratégique de remplacer la loi par le contrat. Le droit du travail est fondé sur la loi. Il en va de même pour les institutions sociales (retraites, assurance maladie, assurance chômage), dont le fondement est la loi, même quand ces institutions de « socialisation du salaire » (terme clef de Bernard Friot) sont gérées de façon paritaire. Pour le MEDEF, il s'agit de leur substituer un système basé au contraire sur des contrats

entre employeurs et salariés : des contrats individuels, autant sinon plus que des contrats collectifs. On est en présence d'une entreprise de déréglementation et de privatisation des relations salariales d'une ampleur sans précédent. Dans sa plate-forme, le MEDEF déclare que le « système d'élaboration des normes sociales est largement inadapté à l'économie moderne ». Ce système, « à la fois législatif, réglementaire, et enfin contractuel, donne ainsi la priorité à la fixation par la loi de règles générales et cependant très détaillées, qui réduisent largement le champ de la négociation conventionnelle et contractuelle ». Pour le MEDEF, le contrat est « l'instrument qui permet la combinaison la plus fine et la plus équilibrée des aspirations et des contraintes propres à l'entreprise et à chacun de ses salariés ». Tel doit être « le cadre du dialogue social à reconstruire ».

Le MEDEF veut manifestement tester les réactions du gouvernement, des partis de la Gauche plurielle, des syndicats. Car sa proposition rompt avec les fondements du Droit français, pour passer sur des positions propres au libéralisme le plus échelonné à l'anglo-saxonne. L'article 34 de la Constitution déclare que « la loi détermine les principes fondamentaux du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale ». C'est devant la loi que « les citoyens sont égaux sans distinction ». En revanche, le contrat reflète, surtout lorsqu'il se contracte individuellement entre un salarié et un employeur, un pur rapport de force : entre un individu qui doit vendre sa force de travail pour vivre, et un groupe qui peut choisir librement l'embauche sur un marché du travail marqué par le chômage massif.

Le MEDEF ne se borne pas à une

déclaration de principe. Il donne des exemples. Il veut l'appliquer aux retraites : «Notre système de retraite devrait évoluer vers des mécanismes qui permettraient à chaque salarié, en fonction de sa situation et de ses choix personnels, de décider de l'âge auquel il cessera son activité». Le contrat régirait bien entendu l'épargne salariale par laquelle le patronat veut «fidéliser» ses bons salariés, ou ceux dont les qualifications les rendent plus précieux pour eux : «Pour favoriser l'exercice de ce choix, il nous semble à cet égard indispensable d'offrir à l'ensemble des salariés du secteur privé marchand, la possibilité de se constituer une épargne-retraite facultative liquidée principalement sous forme de rente viagère». C'est à l'aide des principes généraux qu'il a énoncés que le MEDEF veut individualiser encore plus qu'il ne l'est déjà le régime d'assurance-chômage. Celui-ci «doit être profondément rénové dans le sens d'une activation de ses dépenses au service du retour le plus rapide possible à l'emploi des populations concernées». Pour le MEDEF, il faut «renforcer l'incitation à la reprise d'une activité dès le début de la période de chômage. Les comparaisons internationales montrent à cet égard que le système français cumule à la fois une durée d'indemnisation maximale très longue, un temps minimum d'activité requis très court et une dégressivité relativement limitée».

On comprend l'ampleur de l'agression. Voyons maintenant les réactions. Marc Blondel a fort bien dénoncé les objectifs du MEDEF, mais on n'a pas vu Force Ouvrière rompre le «dialogue», quitter la table des négociations et appeler les travailleurs à manifester par centaines de milliers devant le siège du MEDEF et

les Chambres de commerce en province. Bernard Thibaut a été quasiment muet, permettant à Robert Hue de jouer le beau rôle en demandant à l'un des nouveaux élus du congrès de Martigues, Jacques Nikonoff, membre du conseil scientifique d'ATTAC, d'organiser une conférence de presse. Il en est sorti un texte utile, auquel on peut se référer. Mais la fonction de Jacques Nikonoff n'a-t-elle pas été de permettre à la direction du PCF de se dédouaner une fois de plus ? Robert Hue a-t-il fait de la dénonciation de ces atteintes une question immédiate d'appartenance au gouvernement ? N'a-t-il pas demandé à être reçu par la direction du MEDEF ? Quant à la CFDT, une citation suffira : «Le MEDEF a fait un hold-up sur les idées de la CFDT !», déclare en gros titre Nicole Notat dans son interview au Point... CFDT, «syndicat patronal» ? Un pléonasme.

LE GOUVERNEMENT ET LE MEDEF ADOSSÉS AU CAPITAL FINANCIER MONDIAL

La vitesse du rebond du gouvernement et du patronat après mars contraint à mesurer à partir de quels points d'appui internationaux et forts de quelles alliances extérieures ceux-ci ont pu, comme plusieurs fois au cours des dernières années, repartir si vite et si systématiquement à l'attaque. Moins que jamais les rapports politiques entre les classes ne peuvent s'apprécier dans le seul cadre national.

C'est à des adversaires de classe qui prennent appui aujourd'hui ouvertement et de façon institutionnalisée sur les bourgeoisies et les gouvernements étrangers, au sein de l'Union

européenne d'abord, du G7 et de l'OTAN, que la classe ouvrière est confrontée en France. C'est parce qu'il est adossé au Conseil des ministres de l'Union européenne que Lionel Jospin peut continuer à mettre en œuvre le programme de libéralisation, de déréglementation et de privatisation du capital financier mondial, alors que les rapports politiques français pris isolément le lui interdiraient.

Lionel Jospin II s'est rendu au sommet de Lisbonne en pleine mobilisation des enseignants. La presse a pu pourtant en rendre compte en soulignant son alignement total sur les autres gouvernements. Plus de différence sémantique, ni avec Tony Blair, d'Alema ou Schroeder, ni bien sûr avec J. Chirac : il faut poursuivre, intensifier les «réformes», libérer le marché du travail ; les «réformes» qui n'ont pu être mises en œuvre (enseignement - finances) doivent être reprises, mises en œuvre. Sur les retraites, la réforme fiscale, la baisse du coût du travail, la «ligne» assignée à Jospin et au gouvernement Jospin II est claire : affronter les salariés, en prenant appui totalement sur les organisations syndicales, dont la collaboration a été assurée à l'échelle de l'UE au sein de la CES. C'est le sens du «dialogue, de la concertation» et de l'appel aux organisations syndicales à prendre leurs «responsabilités».

Dans l'arène de la lutte des classes dans la phase de la «mondialisation du capital», les luttes, les mobilisations et les formes de regroupement (pour l'instant assez largement dirigées contre le mouvement ouvrier), ont occupé, en France, tout au long des années 1990, que nous le voulions ou non, une place particulière. Ce n'est encore que partiellement que, dans d'autres pays, les salariés

ont commencé à s'engager progressivement dans un processus semblable.

Le capital financier mondial en est tout à fait conscient. Plus peut-être que ne le sont les secteurs les plus conscients politiquement des pays où il existe encore une résistance forte à la mondialisation capitaliste et aux forces de «gauche» qui en prennent en charge la mise en œuvre chez eux. La classe ouvrière française, au sens large du terme (les salariés de l'Etat comme ceux du secteur privé, une fraction importante du corps enseignant, une partie de la jeunesse scolarisée) ont constitué un point de résistance à la mise en œuvre pleine et entière des politiques capitalistes contemporaines. Cette mise en œuvre a avancé ; elle a grignoté la résistance, mais elle ne l'a pas détruite. Au cours de cette résistance et à cause d'elle, la classe ouvrière française est redevenue un point de référence et, jusqu'à un certain point, un point d'ancrage pour celle d'autres pays, ce qu'elle avait cessé d'être dans les années 1980.

Pour le capital financier, c'est quelque chose avec quoi il faut en finir. Pour la classe ouvrière et les organisations, même celles qui se réclament de la révolution, faire un travail internationaliste dans des conditions où c'est le mouvement de la classe ouvrière contre le capital qu'on fortifie et non une aile «humaniste» de la bourgeoisie, se donnant comme seul objectif d'aménager le capitalisme, est un point noir dans leur activité.

POUR L'ALLIANCE

INTERNATIONALE

DANS L'AFFRONTEMENT

CAPITAL-TRAVAIL

Le cadre national façonne toujours fortement les formes, les rythmes, les objectifs et les débouchés immédiats de la lutte des classes. La crise mortelle des partis et organisations que la classe ouvrière a construits voici un siècle ou plus, le rôle qu'ils jouent dans la situation actuelle et l'éclatement du salariat, font même que c'est souvent à un niveau sectoriel et local que les salariés peuvent ressaisir le contrôle de leurs luttes, dont le débouché est pourtant national.

Pourtant, en même temps, on est face à des questions dont l'issue ne se décidera plus, même dans la courte période, dans le seul cadre national. Dans l'état actuel de l'interpénétration des économies et de constitution par les bourgeoisies d'institutions servant d'appui à chacune, sans relais, sans alliés d'autres pays, même la classe ouvrière qui aurait le mieux reconstitué son unité autour d'objectifs communs serait en grande difficulté, à moins d'en appeler d'emblée à l'action des classes ouvrières voisines contre leur propre bourgeoisie. L'internationalisme prolétarien à reconstruire doit partir de ce constat. Les salariés européens ont besoin de leur «Bruxelles», les salariés des peuples du monde doivent trouver, à l'image de Seattle, les cadres militants d'un nouvel internationalisme.

L'écho considérable qu'une association comme ATTAC rencontre en plaçant ses campagnes sur un terrain international, montre à quel point cette aspiration est forte et répandue. C'est à des militants syndicaux et à des organisations qui reconnaissent la centralité du rapport capital-travail de donner corps aussi à cette aspiration en toute autonomie. Le langage ne doit pas être obscurci. C'est au capitalisme et à l'impérialisme que nous sommes confrontés. La

seule manière de ne pas tomber dans le misérabilisme en parlant des «exclus» est de les définir pour ce qu'ils sont, à savoir des prolétaires auxquels le capitalisme nie aujourd'hui le droit de vendre leur force de travail, et les «pauvres» comme ceux à qui un salaire décent est refusé.

COMMENT SITUER

CARRÉ ROUGE ?

Carré Rouge est une revue. En tant que collectif, il s'est fixé comme objectif de contribuer, avec humilité, à la reconstitution du mouvement ouvrier, au sens historique et conceptuel du terme, en offrant à tous ceux qui veulent s'en «emparer» un forum de réflexion commune et d'élaboration des outils politiques dont ce mouvement a besoin.

Ses analyses ont deux points communs. Elles partent du caractère irréductible de l'antagonisme entre le capital et le travail, et elles postulent la nécessité à redonner vie et contenu politiquement à la perspective du combat pour le socialisme, entendu comme forme d'organisation des rapports de propriété et de production en rupture avec le capitalisme.

Depuis 1997, cette position s'est concrétisée par la caractérisation du gouvernement Jospin, ainsi que des directions des partis de la «gauche plurielle» qui le soutiennent, comme porteurs d'un programme radicalement anti-ouvrier, d'adaptation et de soumission de la France à la mondialisation impérialiste «inévitabile». C'est ce positionnement de combat politique face au gouvernement, donc aussi face au PCF de Robert Hue, aux Verts et aux tendances «gauches» du PS qui a donné à Carré Rouge une physionomie particulière, qui s'est encore confirmée lors

du 16 octobre.

Notre refus de nous aligner sur un appel signé avec le PCF, les Verts, le MDC, comme l'ont fait les responsables de LO et de la LCR, procède de l'appréciation que nous portons sur ce gouvernement, sa politique.

Les salariés, les militants syndicaux, une fraction de la jeunesse cherchent une issue politique à leurs combats contre l'austérité, la précarité, la flexibilité, les privatisations, le refus de régulariser les sans-papiers.

L'ESPACE EXISTE

POUR UNE POLITIQUE

ALTERNATIVE POSITIVE

Une politique alternative positive exclut de considérer que le gouvernement de Lionel Jospin se situe à «égale distance» des salariés et du patronat.

L'axe d'une politique révolutionnaire doit être l'opposition frontale, complète, contre ce gouvernement. Tout opportunisme en cette matière coupera les jambes, interdira toute progression. À l'inverse, les militants du PCF «en lutte» (et non plus seulement «en crise») contre Hue, contre ce gouvernement, comme une frac-

tion non négligeable de salariés, de jeunes cherchent à se rassembler : c'est ce qu'indiquent les regroupements de dizaines de milliers de salariés dans le vote ou l'adhésion aux divers syndicats SUD.

Pour le coup, cette situation n'est pas française : ces processus se développent dans le mouvement syndical, en Allemagne, en Espagne, en Italie, mais ils viennent de connaître une véritable consécration en Angleterre.

Parti hégémonique du mouvement ouvrier, le Parti Travailleiste ne plaisante pas avec la discipline. Or, c'est un candidat indépendant, Livingstone, exclu du Parti Travailleiste, qui vient de battre à la fois le candidat conservateur et celui de Tony Blair, à l'élection du maire de Londres.

C'est un événement politique considérable. Il y a une vie possible, une vie de masse en dehors des appareils du PS et du PCF. À condition d'être clairement, frontalement, opposé à leur politique anti-ouvrière. À 100 % contre le gouvernement et les partis qui le soutiennent.

Il faut en tirer toutes les conséquences pour définir notre stratégie politique en France, à commencer par les prochaines élections munici-

pales.

Il est clair que cette radicalisation va se poursuivre dans la lutte des classes : il faut à l'occasion des élections municipales que les militants révolutionnaires prennent les initiatives à même de cristalliser ce processus. La constitution de listes anti-capitalistes, anti-gouvernementales, ouvertes à tous ceux qui veulent mener ce combat est une occasion qu'il faut saisir.

Nous proposons à tous les militants intéressés par cette discussion de nourrir ce débat.

Les enseignants, après les personnels des impôts, ont remporté une victoire capitale. Deux points sont à analyser pour comprendre la nouvelle situation : l'importance de cette victoire, et pourquoi toutes les forces politiques et syndicales, suivant les cas, la nient ou la minimisent.

Caractériser la chute d'Allègre comme une victoire politique :

Une nécessité « pratique » !

Sautter a retiré sa réforme et a déposé sa démission. Allègre a maintenu ses réformes, tout en proposant le 24 mars un texte qui vidait en partie le décret des PLP de son contenu, et a souhaité rester au gouvernement.

Ces deux ministres sont tombés dans le cadre d'un changement de gouvernement. Deux attitudes politiques mais un même constat : face à la mobilisation déterminée des personnels, ils n'ont pu mettre en place la politique dictée par les directives européennes et par le patronat. Pour la première fois, un gouvernement de gauche, qui plus est un gouvernement de la gauche « plurielle », a dû renoncer à faire passer les réformes néo-libérales, a échoué dans le rôle qui lui a été dévolu par les pouvoirs financiers et les institutions européennes. C'est en se plaçant à ce niveau que l'on peut comprendre alors qu'il ne s'agit pas d'un simple « recul » politique, accompagné d'un « remaniement ministériel », mais bien de la chute d'un gouvernement qui n'a pu remplir son mandat, et donc d'une véritable crise politique.

C'est aussi à ce niveau que l'on doit interpréter toutes les dénégations de la réalité de cette crise par les partis gouvernementaux, et la volonté de toutes les organisations peu ou prou

engagées dans la lutte de minimiser ses effets. « Rien n'est réglé » (constatation intemporelle et donc faussement radicale), « rien n'a changé » (sous entendu : le gouvernement est toujours aussi fort puisqu'il maintiendrait ses positions), des organisations comme Lutte ouvrière ou certaines tendances politico-syndicales voudraient en convaincre les enseignants. Faut-il en conclure que seul le gouvernement (voir les déclarations de Lang ou de Mélenchon sur la force du mouvement) serait conscient de sa position de faiblesse ?

Pourquoi tenter de faire oublier aux enseignants qu'ils ont réussi à faire échouer une offensive essentielle contre leurs statuts et la nature même de leur métier ? Parce que cette victoire pourrait être un modèle pour toutes les catégories de salariés :

▫ pour les fonctionnaires, car le plan d'Allègre est construit sur le même modèle que tous ceux qui s'abattent partout dans la Fonction publique (extension et introduction de la flexibilité, de l'annualisation...)

▫ pour les salariés du privé, car la situation dans le service public est un modèle qui peut servir de rempart contre les attaques du MEDEF.

Tous ceux qui sont, pour des raisons d'existence propre, attachés au

maintien de l'existant s'efforcent de dessaisir les enseignants de leur victoire, ou au moins de les en faire douter.

↳ C'est le gouvernement qui annonce que «la réforme continue». Mais existe-t-il d'autres alternatives politiques ? Lang prétend continuer dans le cadre des chartes Allègre ; c'est logique... Mais ce qui a été battu par la mobilisation, l'unité et la grève ce sont justement les traductions concrètes de ces chartes et son auteur lui-même. Dans ce sens, les premières mesures annoncées par son ministère ou par celui de Mélenchon peuvent être interprétées différemment selon qu'on lit le texte dans son contexte (la faiblesse du gouvernement) ou hors contexte (il s'agit alors d'un choix politique délibéré, d'une orientation).

↳ C'est la majorité de la presse et de la droite qui crient à «l'immobilisme» et tente de dénaturer les revendications des enseignants qui réclament un véritable changement pour l'enseignement, basé sur les besoins et non sur les contraintes économiques et politiques, et pour eux-mêmes comme salariés.

↳ Ce sont les syndicats FEN et SGEN, les organisations de parents qui osent encore demander la poursuite des réformes qu'ils avaient négociées avec le ministre défait.

↳ Ce sont les syndicats qui, au plan national, ont trahi l'unité qui s'était réalisée au plan local sur la base de la charte du 6 mars, par leur vote ou leur refus de vote (position ambiguë par excellence) au Comité technique paritaire national. Une fois la mobilisation passée, ces syndicats, voyant la possibilité de cogérer à nouveau avec le ministère, sont venus au secours du gouvernement Jospin II pour tenter de colmater les brèches. Que le SNETAA, coauteur de la ré-

forme Allègre dans l'enseignement, vote pour le texte Mélenchon, c'est logique. Mais que le SNES qui, pour la première fois de son histoire, appelle à la grève reconductible, puis, avec l'ensemble de la FSU, vote pour ce texte, la logique est ailleurs et ne peut se trouver que dans une position de sauvegarde de la nouvelle majorité gouvernementale. Il fallait que le danger soit grand pour qu'il prenne un tel risque avec ses adhérents...

↳ Ce sont aussi ceux, comme LO et d'autres, qui, par leur attitude lors des assemblées générales régionales (celles que les personnels en lutte n'ont pu contrôler, contrairement aux AG d'établissements ou locales), ont empêché que le mouvement puisse analyser la situation politique et sa propre force. Ils ont continuellement opposé «l'action», l'organisation, à la réflexion, pour finir par conclure que rien n'était jamais obtenu et que donc il fallait continuer. Une fois seuls, ils pourront proclamer que décidément les salariés ne se mobilisent pas et qu'il n'y a qu'une solution... les élections ! Refrain bien connu en d'autres temps.

↳ Ce sont enfin quelques «esthètes du mouvement», attachés aux formes plus qu'aux contenus, qui inventeront une extension de plate-forme pour pouvoir appeler de manière sempiternelle à la grève générale, sans comprendre que pour cette fois, ce qui était en jeu, c'était la fermeté sur les revendications d'un secteur, et non la répétition irréflectée du «Tous ensemble». La tentative de démoralisation des personnels par les forces se réclamant de la révolution a fait long feu, mais elle aussi était à la hauteur de l'enjeu.

**CE N'EST QU' EN DISANT
CLAIREMENT**

QU'UNE VICTOIRE

A ÉTÉ REMPORTEE

QUE LE COMBAT

PEUT CONTINUER.

Certes, le mouvement des PLP et des enseignants du Gard et de l'Hérault n'a pas défait les plans européens redéfinis au sommet de Lisbonne, les plans de l'OCDE. Il n'a pas détruit la détermination de Jospin à les faire appliquer. Mais ne souligner que cet aspect général aboutit à estomper l'importance de ce qui a été imposé : un recul significatif sur la traduction de ces plans à un moment donné, une défaite du gouvernement imposée par la mobilisation sur des revendications sans ambiguïté.

En terme de rapports de force, ce n'est pas la Charte (document cadre, exposé d'intentions, fixation des objectifs généraux) qui est l'essentiel, mais sa traduction en modifications radicales dans la nature même du statut (cadre hebdomadaire, cadre annuel, cadre des cours devant les élèves sur une semaine...). Il s'agit bien d'une lutte réelle et non d'une lutte simplement «idéologique». Ce sont les rapports de force qu'il faut mesurer précisément.

En affirmant que rien n'a changé puisque le cadre demeure, les enseignants se trouvent dessais de leur mouvement. Mais surtout, la perspective de continuer la lutte dans les nouvelles conditions politiques devient complètement opaque. Or, comment continuer la lutte ? Plusieurs axes complémentaires et conjoints sont nécessaires :

▮ faire en sorte d'interdire que les dernières traces de ces réformes ne s'appliquent à la rentrée, académie par académie, établissement par établissement

interdire que les embauches annoncées ne soient réalisées sous la forme de contrats ou de vacations

maintenir dans son intégralité la plate-forme établie par les grévistes le 6 mars, avec l'abandon des chartes Allègre, la garantie de réemploi et la titularisation immédiate des précaires, sans conditions de concours ni de nationalité ni de formation préalable.

CHANGEMENTS

ANNONCÉS DANS

LE PAYSAGE SYNDICAL

Dans la continuité de cette lutte se poursuit la transformation du mouvement syndical. La recomposition syndicale tant attendue, tant de fois proclamée, n'est plus un mot d'ordre de déçus du syndicalisme bureaucratisé, mais une réalité en train de se construire. Toutefois, il ne s'agit pas d'un mouvement objectif qu'il faudrait simplement « accompagner » mais bien d'une orientation politique qu'il faut clairement identifier.

Dans ce mouvement, SUD éducation, jusqu'alors bien souvent perçu et à juste titre comme un « courant d'idées », est devenu un syndicat de référence pour les personnels en lutte. Ce n'est plus l'une des voies possibles parmi d'autres de la reconquête du syndicalisme par les salariés, c'est, dans l'Education, le syndicat à construire pour que les salariés ne soient plus dépossédés de leur combat. Démonstration a été faite que la voie de l'opposition interne au syndicat majoritaire aboutit à une impasse. L'Education nationale est l'un des derniers secteurs où cette vérification était nécessaire après la dissolution sans gloire de la tendance Tous ensemble dans la CFDT et les percées des SUD, principalement à la SNCF,

aux Douanes, sans parler de la réalité de SUD PTT.

La LCR, bien qu'occupant des positions importantes dans la FSU, n'a à aucun moment influé sur le cours de la lutte et n'a fait qu'accompagner la direction de cette fédération lorsque les enjeux politiques lui commandaient de soutenir le nouveau gouvernement (vote pour le décret Mélenchon au CTPM par la FSU et tous ses syndicats représentés dans sa délégation, SNES, SNUIPP...).

Les militants de LO, bien qu'encartés au SNES ou à la CGT, ont consciemment alimenté, au nom de l'auto-organisation, un courant anti-syndical, facteur de division. L'auto-organisation des personnels en lutte passe par la démocratie, la représentation des grévistes intégrant les syndicats qui les soutiennent, et non par la séparation arbitrairement entretenue entre collectifs d'animation autoproclamés et syndicats.

Comment SUD éducation est-il devenu dans ce contexte un syndicat de référence ?

Il a alimenté le mouvement avant même son déclenchement, en analysant les chartes et en dévoilant le mandat d'Allègre (qui a lui-même confirmé la justesse de ces analyses en se répandant dans les journaux après son éviction...).

Il a pris en compte et fait siennes les revendications formulées par les personnels en lutte.

Il a mis son « appareil », aussi faible soit-il (tracts, web...), au service de ce mouvement, organisant ou co-organisant certaines manifestations. Il a participé aux autres manifestations, comme il l'a décidé, pour porter la voix des personnels.

Il a puisé son mandat dans les Assemblées démocratiques des établissements et des départements, a porté la plate-forme nationale, socle de la

fermeté du mouvement.

Il l'a fait sans tenter d'imposer de l'extérieur des « techniques » de lutte, comme l'a fait FO qui, avec son « comité de grève », n'a en rien aidé le mouvement à se doter d'une structure de contrôle démocratique de sa propre activité, mais a pris une part non négligeable à la division.

Il est le seul syndicat à avoir intégré dans sa délégation au ministère des représentants élus d'AG et du collectif des non-titulaires, comme il s'y était engagé.

Le syndicalisme véritable ne puise son mandat ni dans un parti, ni dans un gouvernement, ni dans une conception selon laquelle il faudrait assigner au mouvement une limite ou un but défini hors contexte, qu'il s'agirait d'imposer d'en haut ou en créant des structures autoproclamées.

Le véritable radicalisme est le contraire du messianisme. C'est dans le combat pour que les personnels gardent le contrôle jusqu'au bout de leur mouvement qu'il existe.

Mais cette orientation politique, car il s'agit bien d'une orientation politique, si elle s'oppose aux tenants de l'« avant-gardisme » et du faux radicalisme, qui ne disent jamais qui ils sont ni d'« où ils parlent », nécessite une élaboration véritable et précise. C'est sans doute sur ce terrain que le syndicalisme porté par SUD éducation doit faire maintenant ses preuves, en intégrant ses responsabilités nouvelles, en évitant les pièges gestionnaires et les manœuvres des uns et des autres, et en se débarrassant du syndrome minoritaire et oppositionnel. La mutation sera difficile mais elle est imposée par la place nouvelle occupée par le syndicat.

C'est à ce niveau que doit porter la réflexion des militants qui n'ont pas renoncé à agir pour changer de société.

Tout se passe comme si la grève générale de l'Education nationale avait sidéré les appareils syndicaux. Le scénario ne répondait à aucune stratégie préétablie. Rien ne laissait présager qu'un tel mouvement allait s'étendre et s'approfondir en quelques jours à toutes les écoles de France, à tous les collèges et les lycées. Le 16 mars, la grève est générale. Elle concerne toutes les catégories de personnels et touche tous les départements. On dénombre pratiquement un million de grévistes. Des manifestations ont lieu dans toutes les villes et dans toutes les préfectures. Ces manifestations sont massives et prennent un caractère politique de plus en plus affirmé sur le thème : dehors Allègre. Les mouvements sur la carte scolaire du premier degré sont puissants. Les enseignants du Gard et de l'Hérault sont en grève depuis six semaines. Au même moment, des mouvements importants balayent la fonction publique (impôts, postes, hôpitaux). On assiste à une remontée des grèves dans les petites et moyennes entreprises. Grèves sur les salaires et contre la remise en cause des acquis par l'application de la loi Aubry.

Une bataille est gagnée mais la guerre continue...

LES PREMIERS SIGNES.

Bien sûr, cette grève générale n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les signes prémonitoires se sont accumulés durant ces derniers mois. Ce qui va se déployer est nourri par trois ans d'expérience. Les grèves de Seine-St-Denis en 1998, marquées par un très fort degré d'auto-organisation, sont restées isolées mais ont inauguré une période de mobilisations continues. Il y a eu l'activité anti-Allègre diffusée par les comités et la manifestation des 40 000 du second degré le 20 mars 99. Cette manifestation s'est tenue après de

longues tergiversations de la part de la direction du SNES et sous la pression des comités parisiens anti-Allègre. Le black-out médiatique et la guerre du Kosovo ont tiré le rideau sur ce premier acte.

Les élections professionnelles (avec 70 % de participation) confirment le renforcement des syndicats de la FSU et consacrent la déroute des syndicats pro-gouvernementaux. L'objectif ministériel était d'étriller le SNES, mais celui-ci résiste bien et garde la majorité absolue des votes exprimés. Le SNUIPP continue de progresser. Ces résultats sont une gifle pour le ministre. Les personnels

se sont saisis de l'outil syndical pour s'opposer à la politique gouvernementale. Il s'agit bien d'un vote de classe. Nous retrouvons ce phénomène les 16 et 24 mars 2000. Nous y reviendrons. Et cette victoire aux élections a été obtenue contre les dérobades des appareils du SNUIPP et du SNES. La FSU constitue ainsi le syndicat organique et unitaire du milieu enseignant. Après deux ans de campagne acharnée et sans scrupule contre les enseignants et leurs organisations, il s'agissait d'un événement politique de première importance.

Ce résultat s'est exprimé dans un contexte difficile. En effet, le cadre de la contre-réforme est en place : c'est l'application de la déconcentration du mouvement destiné à déréglementer et régionaliser le second degré. Quelques jours avant les élections professionnelles, Claude Allègre déclarait qu'il fallait aller plus loin que les rapports Bancel et Monteil qui préconisent la destruction des statuts, l'annualisation et les pleins pouvoirs donnés aux chefs d'établissements. Il se voyait même comme «le ministre du XXI^e siècle» ! Il faut faire la part de la mégalomanie et de la vulgarité du personnage. Mais Allègre a essayé de pousser le bouchon afin de tester les directions syndicales. La réponse lui a vite été donnée de la part des personnels.

L'enseignement primaire se mobilise au début de l'année 2000 sur les questions de cartes scolaires (fermetures de postes). Certains départements sont véritablement sinistrés. Les parents et leurs associations soutiennent activement le mouvement. Ce sont eux qui, souvent, occupent les écoles sur une longue durée. Les collèges et lycées (touchés par les suppressions de classes) commencent à se mettre en mouve-

ment ponctuellement et d'une manière isolée. Certaines actions se durcissent (occupations d'inspections d'académies et de bâtiments administratifs). L'exigence du retrait des contre-réformes (TPE, menaces sur le bac, allègement des savoirs) s'amplifie dans les lycées. Les enseignants des lycées professionnels, mobilisés contre la flexibilité, prennent le relais. La journée de grève du 16 mars, décidée par les appareils syndicaux, apparaît comme un point d'appui. Les collègues vont se saisir de la question du «gel de l'emploi public» pour chiffrer les revendications. Le total des demandes cumulées, s'il était fait (c'est une addition vertigineuse qu'aucun syndicat ne se risquerait à effectuer !) doit dépasser les 100 000 postes. On est alors dans un tout autre registre que les 3 à 5000 postes (ou équivalents-postes) induits par le milliard de Jospin. Ce changement d'échelle correspond à une autre politique scolaire, tournée vers le droit à l'éducation pour tous avec d'autres finalités que celles de la sélection d'une élite performante et du contrôle idéologique de la masse des futurs salariés précaires.

Ce mouvement extrêmement profond mais inégal et combiné trouve son objectif unificateur avec la revendication du départ d'Allègre. C'est cet objectif politique qui va catalyser premier, second degrés et enseignement professionnel. C'est également cet objectif qui va stimuler le déclenchement de la grève générale du 16 mars, culminant dans la manifestation massive du 24 mars. Déjà, la manifestation monstre de Nîmes en février s'était, en partie, déroulée sur le mot d'ordre : «Députés, bougez-vous !». Il faut comprendre que l'exigence du départ d'Allègre symbolise le refus d'une politique et centralise

le mouvement. Les enseignants avaient compris, depuis bien longtemps, que les discours haineux du ministre de l'Éducation avaient une fonction précise : les stigmatiser et les délégitimer auprès de l'opinion publique afin de mettre en œuvre le démantèlement de l'enseignement public. Jamais les directions syndicales (SNES et SNUIPP) n'ont appelé à la démission d'Allègre. Et pour cause ! La démission du ministre de l'Éducation nationale remettait en cause une partie du dispositif politique de la gauche plurielle. On l'a bien vu lorsque le remaniement ministériel, à la suite du 24 mars, a concerné les trois ministères qui constituaient les pivots de la réforme de l'État. Au même moment, profondément liée à ce qui se passe dans l'éducation, la «bronca» des députés PS, fabiusiens en tête, se développe contre Christian Sautter début mars. A sa façon, elle relaie la pression d'en bas et déclenche un processus qui pousse Jospin, pour éviter d'affronter la grève générale dans plusieurs secteurs de la Fonction publique, à contraindre Sautter de retirer sa réforme.

Le gouvernement a lâché le ministre de l'Éducation trop tard pour désamorcer la grève générale et la manifestation du 24. La démission d'Allègre a donc, sur le moment, été perçue légitimement comme une victoire. Victoire largement minorisée par les médias. Le front syndical qui avait appelé au 16 et au 24 a immédiatement éclaté sous la pression, en particulier, de la direction de la FCPE, qui s'est comportée en fer de lance de la réaction. Ce qui révèle bien d'ailleurs la nature réelle de la FCPE. Non pas organisation représentative des parents mais une simple courroie de transmission de la gauche plurielle, utilisée comme moyen de pression contre les

enseignants. Il existe bien une solidarité organique entre l'appareil de la FCPE, les partis de la gauche plurielle et les bureaucraties du SGEN et du SE-FEN.

Il est intéressant d'examiner alors les relations qui se sont nouées entre les enseignants et l'appareil du syndicat majoritaire. Peut-on affirmer que la grève générale a submergé les appareils et permis l'apparition de nouvelles formes d'actions démocratiques ? A-t-on assisté à un mouvement de type «conseilliste» vertébré par des formes importantes et significatives d'auto-organisation ?

LA POLITIQUE

DES APPAREILS

SYNDICAUX

Il est banal de dire que les directions syndicales ne souhaitent pas affronter la politique gouvernemental. Le SNUIPP n'a jamais demandé le retrait de la Charte de l'enseignement primaire. Même si de nombreuses sections départementales l'ont exigé. La direction du SNUIPP reste sur une orientation «pédagogue» et quantitative (du type «plus de maîtres que de classes»). Pour sa part, le SNES n'a jamais exigé clairement le retrait des contre-réformes. Il a toujours cherché à négocier leur application. Mais cela étant, il a été amené, ce printemps, à dire «retrait des réformes contestées» et à demander le retrait des TPE (alors que les TPE sont une proposition d'Allègre... reprenant une proposition du SNES !) Des journées d'action sont organisées académie par académie, catégorie par catégorie. Les structures syndicales accompagnent le mouvement mais n'affirment aucune perspective centrale et anti-gouvernementale. Un peu comme la CGT et FO

avaient procédé en 1995. Mais il n'y a pas eu de confrontation entre un mouvement qui aurait émergé, constitué par des comités et coordinations généralisés, et l'appareil du SNES.

Par contre la politique du SNETAA (membre de la FSU), soutenant le projet de liquidation du statut des enseignants et le projet de Charte de l'enseignement professionnel, s'oppose frontalement au mouvement. La position révoltante du SNETAA a trouvé une «base» chez certains profs d'atelier pour lesquels le décret Allègre pouvait passer pour une amélioration. C'est, significativement, dans le secteur des LP que des coordinations ont surgi.

Parallèlement, à l'intérieur même de la FSU, l'ancien secrétaire général démissionnaire, Daniel Lebreton, mène une offensive contre l'indépendance syndicale. Sous couvert d'une réflexion sur les «structures», il propose de transformer la FSU en syndicat de proximité et d'accompagnement à la Nicole Notat. Il évoque «l'émergence d'une nouvelle conception des services publics» et propose que la direction de la FSU prenne appui «sur le trouble après le rapport de l'IGAS sur le syndicalisme, sur les déclarations du MEDEF, de Chirac sur de nouveaux rapports sociaux pour faire des propositions publiques». En relation avec la direction du PCF, il vient de se lancer «individuellement» dans les «états-généraux de l'écologie politique». Des forces politiques considérables travaillent ainsi, de l'intérieur, à la dislocation du syndicalisme enseignant. Bref, on peut considérer qu'à la veille de la grève générale, et malgré (ou peut-être à cause ?) son succès aux élections professionnelles, la FSU est un bateau ivre. Placée au centre des événements, sa crise ne pouvait que rebondir. Les «dirigeants syndicaux» n'ont ni prévu ni digéré

les victoires. Leurs propres résultats aux élections professionnelles et le départ d'Allègre les effraient au plus haut point. Mais, en même temps, les syndicats de la FSU sont les syndicats organiques du milieu, héritiers de l'éclatement de la FEN et de la grève générale de 1995. Ils sont perçus et utilisés comme des instruments de défense. Ajoutons qu'immédiatement après le mouvement de mars 2000, le SNUIPP se lance en mai dans un «congrès pédagogique» sans souffler mot des grandes grèves de mars !

LE DÉVELOPPEMENT

DE LA GREVE

ET SON CONTENU

Depuis des mois, les personnels sont exaspérés par les propos d'Allègre, par les menaces qui pèsent sur les statuts, par les programmes modifiés à la hache, par les pressions d'une administration tatillonne et caporaliste. Il était facile de voir que la situation était explosive. Les autorités académiques et rectorales sont partout intransigeantes et méprisantes. Elles prennent totalement en charge une politique comptable et managériale. L'attitude d'Allègre a d'ailleurs, depuis longtemps, donné le feu vert à la morgue administrative. La négociation devient vite impossible. Tout le monde sent bien que quelque chose est en train de se développer. Un peu partout la colère gronde. Dans le premier degré, il faut sortir de l'isolement de l'école et faire des AG secteur par secteur. Les parents doivent être impérativement prévenus et associés au mouvement. Il est intéressant de remarquer que le mouvement a commencé par des formes d'organisation combinant AG et intersyndicale. Du point de vue des formes d'auto-organisation, le mouvement de mars 2000

a commencé là où le mouvement de décembre 95 avait fini. Mais ces formes ne se sont pas développées davantage. On a, en même temps, le sentiment que la machine syndicale s'enraye. L'information circule mal. Aucune perspective de centralisation sérieuse n'est avancée. Quelques AG s'adressent aux directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale de l'EN (Clermont-Ferrand, région parisienne).

C'est pourquoi (et quelles qu'en soient les raisons) le front commun réalisé contre le gel de l'emploi public a eu une fonction libératrice. Même si telle n'était pas l'intention des directions syndicales. Mais les conditions étaient telles que l'unité a stimulé le mouvement vers la grève générale. Mille canaux ont favorisé ce mouvement depuis de longs mois. Dans le second degré, les comités anti-Allègre ont joué un rôle moteur par leur capacité d'analyse et de propositions. Ces comités sont apparus dans l'espace laissé par un SNES qui hésitait et ne condamnait pas clairement les réformes. En aucun cas, ces comités n'étaient directement tournés contre les organisations syndicales mais cherchaient à faire pression. Il y a eu parfois des conflits avec l'appareil local ou national du SNES mais jamais une volonté affirmée de rupture.

Dans les établissements, les assemblées générales ont produit un travail considérable : réflexions sur les réformes, contacts avec les parents d'élèves, mise en place du dispositif d'action, etc. L'organisation syndicale était utilisée comme le moyen nécessaire à la centralisation locale et départementale. Le caractère de la manifestation du 24 mars est bien l'expression de ce mouvement de réappropriation qui a porté la FSU (malgré la volonté de sa direction) à la tête du combat pour la démission d'Allègre et

pour le retrait des contre-réformes. La presse et les appareils pro-gouvernementaux ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. La campagne orchestrée contre la grève générale et la manifestation du 24 (et contre la FSU) a bien démontré l'urgence des enjeux. La déréglementation du système éducatif programmé par les réformes Allègre a trois fonctions :

▮ Préparer l'ouverture de l'un des plus grands marchés du XXI^e siècle aux nouvelles technologies en investissant des sommes considérables dans l'équipement des établissements scolaires en ordinateurs, logiciels éducatifs et connexion au réseau Internet.

▮ Préparer une présence croissante des milieux patronaux dans tous les centres de décision et à tous les niveaux du système éducatif (formation professionnelle, second degré).

▮ Mettre en œuvre une réforme de l'Etat (déconcentration, autonomie des établissements) visant à flexibiliser les personnels et à décentraliser les lieux de décision et de gestion sur le modèle du management privé.

Bref, on se trouve en face d'une triple stratégie : marchandisation de l'acte éducatif, adéquation Ecole-entreprise, réforme de l'Etat. L'objectif étant de privatiser l'enseignement dans les années qui viennent et d'abandonner ouvertement le droit à une instruction de haut niveau pour tous. L'Ecole doit se conformer aux injonctions de l'entreprise européenne. « C'est en s'adaptant aux caractères de l'entreprise de l'an 2000 que les systèmes d'éducation et de formation pourront contribuer à la compétitivité européenne et au maintien de l'emploi », déclare la Commission européenne.

LE TOURNANT DU 24 MARS ET LE DÉPART

D'ALLEGRE

Il reste maintenant à analyser le tournant représenté par la manifestation du 24 mars et par ses résultats. Cette manifestation est une répétition, à une large échelle et qualitativement différente, de la manifestation du 20 mars 1999. Cette manifestation du 24 mars (comme celle du 20 mars 99, d'ailleurs) n'aurait jamais dû exister pour le gouvernement de la gauche plurielle. Sauf qu'il était impossible d'en nier la réalité et la puissance. D'où sa dénonciation anticipée par M. Dupont-Lahitte, soi-disant représentant des « parents d'élèves ». D'où les manœuvres sordides pour empêcher d'affréter les trains, manœuvres qui impliquent directement Gayssot. D'où, bien sûr, les batailles de chiffres. D'où, après coup, la tentative de nier que l'expulsion d'Allègre soit une victoire démocratique. Appareils, grands et petits, y vont de leurs couplets à la manière « syndicaliste responsable ». Soit sur le mode : « un changement de ministre ne concerne pas le syndicat » ; ou, à la manière gauchiste-à-qui-on-ne-la-fait-pas : « un changement de ministre ne règle rien sur le fond » ; ou encore, à la manière soupçonneuse-diviseuse : « la manif du 24 a été dénaturée par le second degré et donc par le SNES. »

Il faut répéter que le mouvement engagé depuis plusieurs mois (contre la carte scolaire dans le premier degré, contre la déréglementation et les réformes du second degré) conduisait nécessairement à l'exigence du départ d'Allègre. Exigence à la fois unificatrice et éminemment politique. La démission de Claude Allègre a été perçue (à juste titre) comme une victoire. Même si son départ ne règle rien sur le fond. N'oublions pas que le discours populiste d'Allègre visait

à créer les conditions idéologiques permettant la mise en œuvre de la politique gouvernementale. A ce sujet, ses déclarations dans Paris-Match reprochant aux enseignants d'être des consanguins dégénérés («ils vivent entre eux, se marient entre eux, ne parlent qu'entre eux») et alcooliques relèvent des pires stéréotypes de ... l'antisémitisme ! Allègre remplace même les chambres à gaz par Internet ... ! A noter que personne, à gauche, n'a protesté contre le caractère de ces propos. Le dispositif gouvernemental a bien été bousculé, mais les objectifs fondamentaux du mouvement demeurent. Ce résultat ne restera pas sans lendemain et ouvre des perspectives. L'expérience des luttes menées depuis plusieurs mois marquera la mémoire des personnels. La même politique demeure. Jean-Luc Mélançon, ministre délégué à l'enseignement professionnel, s'inscrit dans la continuité de la politique d'Allègre. Il maintient la «charte de l'enseignement professionnel intégré» et ne prend aucune mesure permettant de résorber la précarité, importante dans les lycées professionnels. A l'heure qu'il est, Lang n'a encore pris aucun engagement sur les questions budgétaires, sur la carte scolaire et les réformes du second degré. Certains indices laisseraient penser qu'il va entériner le ralentissement de la réforme des lycées tout en poursuivant dans la

même direction mais en faisant appel au volontariat. SGEN, FEN et une partie des mouvements pédagogiques qui sont devenus des gourous de la privatisation de l'enseignement (Gaby Cohn-Bendit, Mme Pierrelet) offrent déjà leurs services. Lang et Mélançon entendent poursuivre la politique d'Allègre, même si c'est à pas feutrés et l'injure en moins.

PERSPECTIVES

ET OBJECTIFS

Reste que pour la première fois, le gouvernement de la gauche plurielle a dû affronter un mouvement social massif surgi du cœur même de son électorat. Les conditions dans lesquelles se dérouleront les luttes futures vont changer : un gouvernement fragilisé et désormais vulnérable, une réforme de l'Etat contestée et qui révèle sa véritable nature, un mouvement social qui a pris conscience de sa force et qui a bousculé les stratégies syndicales. La Fonction publique a les moyens de résister parce qu'elle n' a pas été complètement démantelée. La situation du secteur privé est, par contre, plus inquiétante. Des grèves longues se développent (y compris dans les petites entreprises) contre l'utilisation par le patronat de la loi sur les 35 h. Elles s'opposent à la flexibilité et à la remise en cause des acquis. Mais

ces luttes se déroulent dans des conditions d'émiettement terribles, entreprise par entreprise. Emiettement organisé par la Loi Aubry. Elles se heurtent également à un dispositif répressif de plus en plus envahissant (présence policière, assignation devant les tribunaux, etc.). Des déclarations de Jospin sur les retraites aux interviews indécentes d'Allègre, en passant par les rassemblements du CIDUNATI niçois contre les postiers et les reportages de TF1 sur les «usagers en colère», sans oublier M. Dupont-Lahitte de la FCPE, il y a convergence pour appeler à la répression et pour diviser les salariés. Il s'agit de savoir comment les luttes de la Fonction publique pourront faire la jonction avec l'action des salariés du privé. De ce point de vue, la question des retraites sera un véritable test. Mais au-delà, la question est bien celle du pouvoir politique. La démonstration a été faite que la majorité de la «base» de la gauche plurielle (et pas seulement l'électorat LO-LCR) s'oppose et résiste à la politique des gouvernements de cohabitations successifs conduits par Lionel Jospin. Toutes les contradictions s'accumulent.

(25 avril 2000)

L'idée selon laquelle la «social-démocratie» n'est plus ce qu'elle était fait son chemin. Qu'était la «social-démocratie» ? Les partis appelés social-démocrates, socialistes ou travaillistes étaient «réformistes», c'est-à-dire qu'ils géraient, dans le cadre du capitalisme, un certain nombre de conquêtes sociales relevant de ce que l'on appelle parfois l'«Etat-providence». En d'autres termes, ils étaient les «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie», comme disait Lénine. Dans cette formule il y a «lieutenants de la bourgeoisie» mais il y a aussi «lieutenants ouvriers», ce qui signifie que pour ces partis issus du mouvement ouvrier et en relevant historiquement et sociologiquement, leur existence même, comme malgré eux (en tous cas malgré leurs dirigeants) contribuait à organiser la classe des salariés. En conséquence de quoi, lorsque le capital avait vraiment besoin d'écraser le mouvement ouvrier, il devait écraser aussi ces partis (Allemagne 1933). Ce rôle social des partis social-démocrates, socialistes et travailliste était en outre organiquement lié à une certaine forme de l'Etat, celle d'un Etat de droit fonctionnant peu ou prou sur le mode du parlementarisme, et il était relié également à l'existence de syndicats aptes à négocier des contrats collectifs.

Blairisme, jospinisme, «Europe sociale» : la fin des fétiches ?

LA TROISIEME VOIE.

Selon Tony Blair, Premier ministre britannique, et son théoricien favori Anthony Giddens, il n'en serait plus ainsi. Ils préconisent la «troisième voie» : peut-être sans le savoir (?), ils ont ainsi ressuscité une expression des «rénovateurs socialistes» des années trente, le belge Henri De Man et le français Marcel D at, qui voulaient faire de la social-démocratie le moyen d'encadrer un capitalisme rénové, et qui ont fini fascistes.

La «troisième voie» de Blair et Giddens comporte avant tout le reniement explicite de l'héritage réformiste et de tout ce qui relève de l'«Etat-providence» : «La flexibilité accrue du marché du travail, la réforme des systèmes de protection sociale, l'encouragement à l'activité plutôt qu'un simple programme de redistribution sont les priorités» (Alternatives économiques de décembre 1999, interview d'Anthony Giddens). C'est là le premier volet de la «nouvelle» théorie : adaptation à ce qu'il est convenu

d'appeler la «mondialisation», en somme. Le second volet est une conception «participative» de la démocratie et «communautariste» de l'Etat, le troisième volet est un certain «modernisme sociétal» (on peut être ouvertement homosexuel et ministre). Pour résumer, nous aurions affaire à une gestion intelligente, non dépourvue d'un certain cynisme, du capitalisme moderne. Les éléments qui différencient le «blairisme» du libéralisme reagano-thatchérien ne relèvent guère, eux-mêmes, de la tradition social-démocrate, mais plutôt d'une culture chrétienne communautariste par contraste avec l'individualisme libéral (de ce point de vue, il est important de comprendre que les affinités du «blairisme» regardent plus vers la high church anglicane, voire vers l'église catholique, que vers le puritanisme protestant).

D'autres partis social-démocrates ou socialistes européens ont formulé eux aussi, peu ou prou, une telle «révision». De manière explicite, il ne s'agit pas d'une «révision» à la manière dont, au début du siècle, un Eduard Bernstein proposait de «réviser» le marxisme en renonçant à la révolution, mais en gardant la lutte des classes ; ni une «révision» du type Bad-Godesberg 1959, remplaçant la lutte des classes par le compromis des classes et la représentation du «peuple tout entier», mais dans le cadre de l'Etat fordiste-keynésien «providentiel», intégrant de nombreux acquis sociaux. Cette fois-ci, il y a «révision» par rapport à la notion même de réforme et par rapport aux acquis sociaux, qui comme pour les libéraux deviennent des «rigidités» qu'il faut faire sauter. La social-démocratie hollandaise était parvenue à une telle conception avant même Tony Blair. Dans le SPD allemand, l'actuel chancelier Gerhard

Schröder avait «inventé» le «concept» du «nouveau centre» (Neue Mitte) avant de devenir chancelier. Pour Schröder comme pour Blair, le référence au «centre» plutôt qu'à la «gauche» marque la volonté de rompre avec la tradition réformiste.

Le parti socialiste français, lui aussi, a connu ce genre de formulation, mais c'est chez lui qu'elle semble avoir le plus de difficultés à s'accoucher clairement, pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir. Au «congrès de l'Arche» (1991), c'est à travers le jargon d'Edgar Morin que le PS a adopté des textes reconnaissant le caractère indépassable du capitalisme. Cependant, ils sont contredits par d'autres textes, adoptés lors des conventions des années 1995-1997, qui relèvent d'un plus classique réformisme, avec notamment le thème de la réduction du temps de travail sans perte de salaire. A présent, nous avons avec les théories d'Henri Weber, aujourd'hui proche de Fabius, une tentative «rénovatrice» limitée, par la formulation des grandes lignes d'un «socialisme du XXI^e siècle» qui reposerait sur une «démocratie sociale et participative» et une «civilisation du temps libéré». D'après Henri Weber cette conception présente des différences avec le «blairisme» qui relèvent plus des contextes et traditions nationaux que du fond : ainsi, là où les blairistes disent «flexibilité», les socialistes français disent «souplesse». La principale de ces différences serait la suivante : l'allongement du temps de travail effectif dans l'Angleterre post-thatchérienne conviendrait aux blairistes, alors que, comme chacun sait, les socialistes français sont en train de réduire le temps de travail ...

A quoi il faut ajouter une certaine représentation de la société. Lionel

Jospin, dans son discours de La Rochelle (août 1999) a parlé de l'«alliance» des «classes moyennes» et des «classes populaires». Celles-ci seraient opposées, il faudrait les réconcilier : les «classes moyennes» englobent fonctionnaires et cadres, les «classes populaires» ouvriers et employés, bref, tous sont des salariés. Le capital est passé sous silence dans cette «conception» de la société. «Sous» les «classes populaires», il y a encore les «exclus». Voici quelques années déjà, Jacques Delors, reprenant à sa manière chrétienne les discours du premier secrétaire au Travail de Bill Clinton, Robert Reich, expliquait que le vrai problème social était d'éviter que les «exclus» ne fassent des bêtises, et pour cela convaincre les salariés des «classes moyennes» de faire des sacrifices. Laurent Fabius défend à présent l'idée qu'il faut «alléger la fiscalité» sur lesdites classes moyennes, lesquelles, dans les théorisations d'Henri Weber, sont généralement appelées systématiquement les «classes-moyennes-allergiques-à-l'impôt». Le capitalisme a disparu, il n'y a plus qu'une «mondialisation» qu'il s'agit de «réguler», au moyen notamment de «l'Europe».

Mais ces discours et ces écrits ont-ils une importance autre que symptomatique ? Ce qu'il nous faut examiner, c'est la place réelle des partis socialistes, social-démocrates et travailliste dans les rapports sociaux d'aujourd'hui.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE APRES LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

A cet égard, deux faits majeurs doivent être soulignés dans l'histoire de la dernière décennie du XX^e siècle

qui, comme on sait, fait suite à la chute du Mur de Berlin.

Cette chute du Mur, quoique lourde menace aux yeux d'un François Mitterrand, est généralement apparue comme devant donner le signe d'une seconde vie à la social-démocratie. Ainsi, l'UNEF-ID avait en ce temps-là organisé un « train de la démocratie » qui parcourut ex-RDA, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, plein de jeunes étudiants socialistes dont l'enthousiasme sincère n'avait pas totalement cédé la place au carriérisme naissant, allant à la rencontre d'autres jeunes et poussant la chansonnette, non plus contre les patrons, mais contre « les libéraux ». Or, il est évident que la social-démocratie a perdu complètement la course avec les libéraux dans le recrutement de l'autre côté du Mur tombé et de l'ex-rideau de fer. Mais a-t-elle vraiment cherché à la gagner ? La réapparition de partis social-démocrates ou socialistes à l'Est, où de tels partis, de masse, avaient existé avant que tombe la chappe stalinienne, aurait exigé que réapparaisse un mouvement ouvrier organisé. Les socialistes occidentaux ont globalement repoussé la recherche de tels contacts, notamment sous l'impulsion du SPD, au profit des liens avec les anciens dirigeants « communistes » reconvertis. En Pologne et en Hongrie, ils ont donné leur label aux ex-PC « modernisés », essentiellement des partis de gestionnaires et de bureaucrates auxquels Commission européenne et investisseurs étrangers font nettement plus confiance qu'aux forces « de droite » issues de l'ancienne dissidence hongroise ou, en Pologne, de Solidarnosc (ajoutons qu'ici, l'Union du Travail de Karol Modzelewski, issue de Solidarnosc et qui avait, elle, une idéologie réellement social-démocra-

te au sens classique du mot, a été tenue à l'écart). Résultat : à l'exception notable de la République tchèque (cette exception tient à des particularités nationales et est en train de trouver ses limites du fait de l'exercice du pouvoir), il n'existe pas dans les pays d'Europe centrale et orientale de partis pouvant être appelés social-démocrates ou socialistes au sens classique (partis réformistes). Ceci n'est pas une mince affaire.

Les nouvelles recrues éventuelles de l'Internationale socialiste (IS) ne sont plus, jamais plus, des partis issus du mouvement ouvrier à idéologie réformiste, alors que spontanément la gestation de tels partis se produit ça et là (comme dernièrement encore en Corée du Sud avec le Parti Démocrate du Travail créé par les syndicats). Même le PT brésilien, parti ouvrier dont la direction est et se veut réformiste, n'est pas membre de l'IS (dont la section brésilienne est le parti « travailliste », nostalgique de l'ancienne dictature de Vargas !).

La social-démocratie est en réalité confinée à l'Europe occidentale (et au Japon où elle est plus faible). La proximité de l'idéologie de ses dirigeants avec le discours d'un Clinton et le fait que l'IS a beaucoup de « sections nationales » dans le monde entier masque ce confinement à ses propres yeux. Mais la majorité de ces partis ne sont pas issus du mouvement ouvrier, ce sont des partis bourgeois, populistes ou des partis-Etat (cas caricatural mais proche de la France : le « PS » sénégalais !).

LE BREF INTERLUDE

DE « L'EUROPE SOCIALE »

Le second fait majeur est que cette social-démocratie de l'Union européenne a semblé vers la fin de la décennie 1990 devoir la diriger et par-

venir au pouvoir dans tous les pays qui la composent. La formation des gouvernements Blair et Jospin en Grande-Bretagne et en France, du gouvernement D'Alema en Italie puis celle du gouvernement Schröder en Allemagne permettait de dire, surtout dans les « ailes gauche » comme la Gauche socialiste en France, que le temps de « l'Europe sociale » était venu : pensez donc, dans 13 pays de l'UE sur 15 (compte fait en comptant les cas d'union nationale avec la droite comme en Autriche, les deux exceptions étant l'Espagne et l'Irlande), les socialistes, la GAUCHE, sont au pouvoir ! Quelles merveilles allions-nous voir !

On a vu... En ce qui concerne Tony Blair, on savait à quoi s'en tenir et on ne peut pas parler de « promesses non tenues ». Mais tout de même, l'acharnement à tenir les jeunes chômeurs pour responsables de leur non-emploi, les baisses ou suppressions d'aides sociales aux mères célibataires ou aux handicapés, ont fait des vagues jusque parmi les élus blairistes. En ce qui concerne Lionel Jospin, il ratifia le traité d'Amsterdam au motif de la cohabitation avec le président Chirac, pourtant délégitimé par les élections législatives, et la suite de son action gouvernementale s'inscrivit dans ce cadre. Il dut cependant, après quelques hésitations, légaliser la réduction du temps de travail à 35h., mais en faisant de cette vieille revendication le cheval de Troie de deux lois, auxquelles s'attache le nom de Martine Aubry, dont la flexibilité est l'axe. En ce qui concerne Gerhard Schröder, dont l'arrivée au pouvoir avec le Vert Joschka Fisher aux Affaires étrangères et le vrai dirigeant de l'appareil du SPD, Oskar Lafontaine, aux Finances constituait en soi une vraie rupture dans l'histoire allemande

(premier changement gouvernemental dans ce pays déclenché directement par une élection depuis ... 1933 !), la déception fut particulièrement rapide et particulièrement calamiteuse. Son symbole fut la démission d'Oscar Lafontaine au printemps 1999, déclarant : «Le cœur est à gauche et pas à la Bourse.» et se retirant sur l'Aventin.

Ce sont tous ces gouvernements qui ont fait, sous la direction américaine, la guerre du Kosovo ce même printemps 1999. «Ce "nouvel internationalisme" peut s'analyser comme l'application de la troisième voie aux relations internationales.», déclare Anthony Giddens dans l'interview déjà citée (pour ceux qui n'auraient pas compris, le «nouvel internationalisme» dont il est question est celui des bombardiers de l'OTAN !).

A ce stade, il est donc clair, au cas où cela ne l'aurait pas été avant, que l'Europe social-démocrate, l'Europe de gauche, l'Europe sociale, réussit dans le domaine où des gouvernements de droite essouffés n'arrivaient plus à leurs fins. Sa réussite, c'est la gestion du capitalisme, c'est la guerre sous la conduite des Etats-Unis, et c'est le «passage à l'Euro». Ce n'est pas vraiment l'Europe sociale, ou disons que c'est le vrai visage, la réalité de l'Europe sociale ...

MANIFESTE BLAIR-SCHRÖDER CONTRE JOSPINISME ?

C'est dans ce cadre, six mois après le «passage à l'Euro», trois mois après la démission d'Oscar Lafontaine, quelques jours après la mise en place du protectorat de l'OTAN au Kosovo, qu'un débat aux allures de polémique, dont l'enjeu était semblait-il rien de moins que l'avenir du so-

cialisme et de la social-démocratie européens, fut lancé par les Propositions de Tony Blair et Gehrard Schröder, sous-titrées Europe : la Troisième voie-le Nouveau centre, texte connu en France sous le nom de «Manifeste Blair-Schröder», publié à la veille du scrutin des élections européennes.

Ce texte rejette «toute vision du monde fondée sur le clivage entre les dogmes de la gauche et ceux de la droite» et reprend (sans le citer) une formule de Lionel Jospin : oui à l'«économie de marché» mais non à la «société de marché». Il établit un bilan globalement négatif de l'histoire passée de la gauche réformatrice, jugée trop étatiste. Il préconise une politique tournée vers la «flexibilité» unissant «monde des affaires» et syndicats dans un «esprit de communauté», pour mettre en place une «économie de service fondée sur le savoir» (la fantasmagorie «nouvelle économie» n'avait pas encore été «conceptualisée» mais c'est de cela dont il s'agit). Pour cela, il faut «transformer le filet de sécurité des acquis sociaux en un tremplin vers la responsabilité individuelle». Tout cela est très clair. De plus, est précisé qu'il doit y avoir partout réforme de l'Etat : services publics allégés, transferts de pouvoir vers l'Europe, d'une part, vers les régions et de nouvelles structures locales, de l'autre. On notera que d'après l'introduction du texte, tout cela constitue le contenu réel de toutes les politiques de gauche en Europe, celle de la France incluse évidemment.

C'est pourtant contre la France, et le PS français, que l'opération en un sens était dirigée, puisqu'il avait été tenu à l'écart et que les formules à la gloire de la flexibilité ne lui auraient pas convenu. La dimension diplomatique de l'affaire ne doit pas être

sous-estimée, et n'a strictement rien à voir avec le «débat théorique» sur la social-démocratie. Comme l'explique le socialiste français Laurent Bouvet dans les Notes de la Fondation Jean Jaurès parues sur ce texte, le manifeste Blair-Schröder participe d'une stratégie d'accords bilatéraux entre la Grande-Bretagne, extérieure à cette étape à l'Euro, et d'autres pays européens : l'Espagne sur ... l'«Europe sociale», la France, autre puissance nucléaire, sur les questions de défense, et l'Allemagne sur les politiques économiques et sociales. De ce point de vue, le manifeste Blair-Schröder serait l'expression littéraire, si l'on peut dire, du rapprochement boursier entre Londres et Francfort, qui tient Paris à l'écart. Jean-Pierre Gougeon, spécialiste des questions allemandes au PS, fait remarquer à juste titre que ce manifeste si l'on en considère le contenu est essentiellement blairiste dans ses formulations, et ne doit pas grand-chose à la thématique allemande du Neue Mitte qui s'ancre pour sa part dans la collaboration de classe à l'allemande, le «partenariat» institutionnalisé au niveau des grandes entreprises, des Länder et de l'Etat, alors que Blair et le «Manifeste» préconisent la «communauté» (formule blairiste typique) dans l'entreprise. Après avoir rompu avec la tradition réformatrice et keynésienne de Lafontaine, Schröder renonce à sa propre «idéologie» (ou plus exactement c'est son idéologue et porte-plume en chef, Bodo Hombach, qui renonce pour lui) et se rallie au blairisme pur sucre.

On allait donc voir, là encore, ce qu'on allait voir : le PS français allait-il se dresser, derrière Lionel Jospin, pour la défense de la tradition socialiste contre les liquidateurs germano-anglicans ?

Avec des accents gaulliens, c'était là l'orientation -tous callés derrière «Lionel» contre les multinationales ! - du futur ministre de l'Enseignement professionnel, Jean-Luc Mélançon, qui prenait ainsi la défense des emplois-jeunes, ces emplois provisoires, sous-payés et sous-qualifiés, imposés aux jeunes diplômés, dans le bulletin A Gauche du 10 mars 1999 : « ... vu du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, les 35 heures par la loi et les 350 000 emplois-jeunes, par exemple, font figure de quasi-bolchevisme. » ! (notons que dans ce même numéro du même bulletin, la démission de Lafontaine était critiquée comme une grave erreur).

Là aussi, on a vu ... La perte de la majorité au Parlement européen par les socialistes, due à leur recul en Allemagne et surtout en Grande-Bretagne, ici sur fond d'un abstentionnisme abyssal (80 % ...), alors que le PS français se tenait relativement bien, aurait pourtant pu lui servir de puissant argument dans la lutte contre Blair et Schröder, s'il l'avait voulu et s'il y avait réellement un débat entre partis réformistes européens sur la manière de faire des réformes aujourd'hui. Et si l'Internationale socialiste était une Internationale socialiste, le lieu du débat de fond et de l'affrontement aurait tout naturellement été son congrès mondial à Paris en octobre 1999. Ce congrès fut en réalité un non-événement assorti de conciliabules diplomatiques entre chefs d'Etat. Pas question du moindre affrontement entre une «ligne» Jospin et la ligne Blair-Schröder. Un compromis avait été passé auparavant, non pas sur les textes et les idées, absents des pré-occupations de ces chefs d'Etats, mais sur la figuration protocolaire des uns et des autres : Lionel Jospin,

héroïque gaulois pourfendeur de la mondialisation, avait courageusement fait savoir à M.M. Blair et Schröder que s'ils ne venaient pas à Paris en octobre, lui, Jospin, ne se rendrait pas à un sommet convoqué par les deux autres à Milan le mois suivant pour discuter XXI^e siècle. Nous sommes en pleine épopée ! Et M.M. Blair et Schröder, tels deux chevaliers félons venus à récipiscence, se sont rendus à Paris, la ville des révolutions ! Telle fut la victoire du socialisme français, ce quasi-bolchevisme comme dirait Mélançon. Epilogue de cette grande aventure : le mois suivant, Lionel Jospin se rend à Milan comme prévu, ainsi que le nouveau président portugais de l'IS (Internationale Socialiste). Ils posent devant les journalistes avec Blair, Schröder, ... Bill Clinton et le président brésilien Cardoso, tous apôtres des voies nouvelles et autres internationalismes à l'uranium enrichi. La victoire est totale pour l'«axe Blair-Schröder», ce sera confirmé sur le terrain diplomatique au sommet européen de Lisbonne en mars 2000, où Lionel Jospin renonça y compris à la phraséologie sur l'«Europe sociale» et les mesures européennes contre le chômage. Ce sommet avait d'ailleurs lieu en même temps que l'entrée au gouvernement français Jospin II de celui que l'on appelle parfois le «Blair français», Laurent Fabius, et du bolchevik gaulois Mélançon.

RÉSISTANCES

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. On pourrait supposer en effet que, tous d'accord en fait derrière les variations de vocabulaire qui rendent un peu plus difficile en France de dire «flexibilité», nos socialistes, social-démocrates et travaillistes de Troi-

sième Voie, Nouveau Centre et Bolchevisme au Roquefort, allaient dorénavant gouverner l'Europe capitaliste en paix, pour les siècles des siècles. Ce serait vrai si la paix sociale était assurée, d'une part, et si la substitution des partis de droite traditionnels par la social-démocratie était réelle à la base, et pas seulement au niveau des politiques gouvernementales, de l'autre. Or deux séries de faits récents, allant dans des directions opposées, ont montré qu'il n'en est pas ainsi.

D'une part, en France, nous avons eu, culminant en mars 2000, un affrontement direct entre la base sociale du PS et son électorat, les soi-disant «classes moyennes» (profs, fonctionnaires), et le gouvernement, qui chassa le ministre Allègre, symbole des aspects les plus réactionnaires et anti-sociaux de la politique de ce gouvernement, et deux autres ministres avec lui, MM. Sautter et Zuccarelli. Le rapprochement de ces trois ministères (Ecole, finances et Fonction publique) montre d'ailleurs que le point où la mécanique jospinienne a sauté est celui de la réforme de l'Etat voulue par les marchés financiers, la Commission européenne et l'axe Blair-Schröder. Ayant dû virer Allègre, Jospin apparaît comme durablement affaibli et de moindre efficacité pour mener la politique de la droite à la place de cette dernière. En Grande-Bretagne, ce que cristallise, quelle qu'en soit l'issue finale et quelles que soient les variations de l'intéressé, l'affaire de la candidature Livingstone à Londres constitue la prémisse d'un réveil ouvrier. Le plus lourd de sens ici est certainement ce fait : 70 % des adhérents du Labour Party dans l'agglomération londonienne ont voté pour l'investiture de Ken Livingstone, présenté comme un «trotskyste» et «criminogène»

(sic) par Tony Blair et la direction du parti, alors que selon Blair lui-même, comme selon beaucoup d'observateurs et de groupes d'extrême-gauche, le Labour Party britannique, qui se fait d'ailleurs appeler le «New Labour», est celui d'entre les partis «réformistes» européens qui, dans son idéologie, dans ses structures, et de par son action gouvernementale, va le plus loin dans la voie de la rupture ouverte avec tout ce qui relève de son passé ouvrier et socialiste. Et c'est précisément dans ce parti-là et dans ce contexte que la base dudit parti s'affirme massivement «dans la tradition» Old Labour.

Ces évolutions ne se font pas «à l'extérieur» du mouvement ouvrier traditionnel, même si elles se font bien en confrontation explicite avec les gouvernements bourgeois dirigés par les partis qui en sont issus, Labour Party ou «gauche plurielle» (comprenant aussi le PCF) en France.

DE L'«EUROPE SOCIALE»

À GEORG HAIDER.

D'autre part, toute une série d'élections ont vu le retour ou le renforcement de la droite. En Autriche, l'union nationale SPÖ-ÖVP a assuré une forte progression aux posts-nazis de Georg Haider, avec lesquels le parti conservateur a formé un gouvernement de coalition. Le nombre de pays avec «la gauche au pouvoir» est donc passé de 13 à 12, et ce au profit de la droite extrême ! En Espagne, l'imitation de la configuration française de «gauche plurielle» (alliance PSOE-Izquierda Unida après que le PSOE ait été usé, apparemment comme le PS français l'avait été, par le pouvoir tout au long des années quatre-vingt), n'a pas empêché une forte victoire électorale de la droite post-franquiste. En Grèce, le

PASOK a failli perdre les élections. En Italie, Silvio Berlusconi remis en selle par «L'Olivier», qui l'a intégré aux commissions de réforme constitutionnelle alors qu'il aurait dû aller en prison, a gagné les élections régionales et produit la chute du gouvernement D'Alema. Silvio Berlusconi peut se permettre de traiter le socialiste Amato, nouveau chef du gouvernement, d'«idiot utile», ce qui est d'ailleurs parfaitement exact de son point de vue.

Nous constatons donc que l'Europe de gauche, conduite par les partis membres du PSE (parti socialiste européen) devient une Europe de droite (ce que le scrutin européen de juin 1999 annonçait déjà) et ramène la droite au pouvoir. Ce que la droite demande à la gauche, c'est d'en faire le plus possible dans son sens, et de disloquer autant que possible le mouvement ouvrier, le mouvement social. La France n'est pas exempte de cette évolution. Certes, le gouvernement Jospin a bien tenu et paru réussir trois ans durant. Cette longue durée est aussi un cadeau permanent qu'il a fait à la droite traditionnelle et extrême dans ses efforts désespérés pour se recomposer. S'il s'avère, comme cela a commencé, que le gouvernement Jospin ne joue plus son rôle pour «réformer» la société dans le sens voulu par les «marchés financiers», la recomposition d'une alternative de droite, à l'échéance des scrutins prévus en 2001-2002, est inscrite dans la logique de la situation : seule la «gauche plurielle» peut permettre à la droite d'envisager cela. Mais s'il est pertinent de reprocher à la «gauche plurielle» ou au PS de se comporter par exemple en machine à perdre dans de nombreuses municipalités, c'est bien que, contrairement à ce que voudrait se faire croire la stratégie du «ni les

uns ni les autres» de LO notamment, il n'est pas indifférent, malgré la politique gouvernementale, pour les salariés et la population, que telle ou telle municipalité reste «à gauche» ou bascule ou non «à droite» aux prochaines élections.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

AUJOURD'HUI : QUATRE

POINTS POUR LA CERNER

J'ai commencé cet article en donnant des arguments pour dire que la social-démocratie n'est plus ce qu'elle était. Il est possible maintenant de préciser. Quatre points me semblent pouvoir être dégagés.

Premièrement, l'on ne peut pas dire que ces partis n'ont purement et simplement plus rien à voir avec le mouvement ouvrier et sont assimilables, par exemple, à des partis démocrates-chrétiens ou bien au parti démocrate américain, c'est-à-dire à des partis historiquement et sociologiquement construits par les capitalistes. Historiquement et sociologiquement, le lien demeure et c'est surtout ce lien qui permet aux partis social-démocrates et autres de jouer un rôle aujourd'hui.

Deuxièmement, les gouvernements dominés par ces partis, dans les principaux pays d'Europe occidentale, ne mènent pas une politique de réformes sociales mais bien de contre-réformes pour adapter les marchés nationaux du travail et l'organisation de l'Etat et des services publics aux exigences capitalistes et aux conditions actuelles de la concurrence mondiale. Ce point produit évidemment des contradictions avec le point précédent ; en même temps, si ces partis seuls ou flanqués d'une «gauche plurielle» peu-

vent jouer un tel rôle, c'est précisément parce que leur lien historique et sociologique avec tout ce que recouvre l'expression de «mouvement ouvrier» demeure. De plus, il convient de ne pas trop exagérer le contraste entre les contre-réformes des Blair et des Jospin d'aujourd'hui et les réformes supposées des Léon Blum et des Clement Atlee d'hier. Il y a en effet eu récupération de mesures prises en situation d'urgence : situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires dans la France de 1936 et de 1944, situation de crise structurelle et de mise à jour urgente du capitalisme anglais combinée à une puissante montée ouvrière dans la Grande-Bretagne de 1945. C'est à ces situations que l'on doit les congés payés, la Sécu et le Welfare State. Dans d'autres pays, lesdites réformes, New Deal de Roosevelt, Fair Deal de Truman, ou «économie sociale de marché» d'Adenauer, ont été concédées par des partis «de droite», des partis bourgeois, et pas des partis socio-réformistes. Par lui-même, Léon Blum n'aurait pas accordé les congés payés. Par lui-même, il a réprimé les colonies, et impulsé des lois sur l'arbitrage obligatoire et le «statut moderne du travail» que reprendra et élargira le régime de Vichy avec la Charte du travail. La vérité est qu'on doit les réformes d'autrefois aux menaces révolutionnaires, et pas aux réformistes qui n'ont fait que se les attribuer, les gérer et parfois les parasiter et les dévoyer. N'exagérons donc pas le contraste entre socialistes d'hier et d'aujourd'hui à cet égard. Et inversement, ne nions pas systématiquement les ardeurs «réformatrices» de ceux d'aujourd'hui. Là encore, le cas Blair est exemplaire : en matière «sociétale» et au plan des institutions régionales écossaises et galloises, ou

de la chambre des Lords, il est le premier réformateur que la Grande-Bretagne ait connu depuis Lloyd George avant 1914. Naturellement ces mesures trouvent leur limite et même se retournent en autoritarisme pur (voir l'Ulster ou la campagne contre Livingstone), mais les contradictions ici sont réelles. De même en France, devoir faire passer la flexibilité généralisée par les négociations d'entreprises au nom de la réduction du temps de travail à 35 h. hebdomadaires est une vraie contradiction, qui provient du fait que malgré lui la victoire de Jospin en juin 1997 fut la victoire de la base sociale ouvrière et salariale du PS et du PCF.

Troisièmement, ces contradictions poussent les dirigeants des partis socio-réformistes à vouloir les «moderniser» pour justement les faire, à leur image, des partis bourgeois modernes. Les deux partis les plus confrontés à ce type d'entreprise sont le Labour Party ou «New Labour» dont il a déjà été question et, il n'est pas sans intérêt de le signaler, l'ex-parti communiste italien, devenu PDS (parti de la gauche démocratique) puis une «chose» qui ne se présente plus comme un parti : les «Démocrates de gauche», voire «démocrates» tout court. Dans cette affaire, un problème : ces très encombrants militants et adhérents de base. Ils seraient encore 700 000 dans le cas italien, où la rénovation organisationnelle a été confiée par Walter Veltroni, depuis quatre ans, à l'ancien dirigeant de l'Action catholique ouvrière Franco Passuello. «Dépassement de la forme-parti», réorganisation selon le «principe de subsidiarité», en «réseaux», sous la forme de «communautés volontaires de base» de type associatif-paroissial, sont à l'ordre-du-jour. Et la réforme des vieilles structures des vieux

partis se heurte à des «pesanteurs» de même type que celles à laquelle la «réforme de l'Etat» se heurte en France. Il est bien difficile de se débarrasser des militants ... Ces questions sont actuelles en France, et peut-être plus encore au PCF de Robert Hue qu'au PS !

Quatrième point, les ailes gauches ou réputées telles. Le déplacement idéologique continu vers la droite qui caractérise l'histoire socialiste depuis un siècle les concerne aussi. Quand les directions voulaient abolir le capitalisme par des réformes graduelles, les ailes gauches se voulaient révolutionnaires : Pivert face à Blum. Quand les directions défendaient l'Etat-providence conciliant les intérêts de toutes les classes, les ailes gauche se voulaient encore, elles, marxistes ou quelque chose comme ça. Quand les directions veulent détruire l'Etat-providence au nom de la «réforme» et de la modernité à l'«âge de la société de l'information», les ailes gauche sont pâlement keynésiennes. Des keynésiens pro-Maastricht semblent aujourd'hui des bolcheviks au couteau entre les dents. Mais derrière les mots les contenus sociaux à la base sont, eux, beaucoup plus solides. Ken Livingstone peut bien soutenir l'OTAN au Kosovo et se déclarer blairiste à 90 %, promettre de devenir le maire de tous les Londoniens, golden boys compris, Blair le trouve «trotskyste» et «criminogène». Appréciation qui, du point de vue de Blair, est parfaitement exacte et réaliste, non en ce qui concerne Livingstone, mais en ce qui concerne le cœur de ses supporters, surtout ceux qui ont encore leur carte au Labour !

LE PS FRANÇAIS :

RETOUR SUR UN PASSÉ

RÉCENT.

Dans le cadre général qui vient d'être posé, voyons maintenant les spécificités du PS français.

Son retour au pouvoir en 1997 s'est fait en alliance avec le PCF, dans un cadre nouveau appelé «gauche plurielle» incluant aussi les Verts, le PRG et le MDC. Ce retour aurait paru invraisemblable peu avant, car l'usure du pouvoir semblait maximale après les deux septennats mitterrandiens. La pratique mitterrandienne du pouvoir avait marginalisé le PS tout en l'utilisant. Comme aurait dit un jour Jean Poperen, il était clair que Mitterrand rendrait le PS dans le même état que celui où il l'avait trouvé. Mais il faut approfondir un peu plus cette histoire relativement récente du PS qui conditionne encore largement la situation présente.

Sous le second septennat, le pouvoir exécutif a tenté de mettre le PS au pas, ce qui a produit le fameux congrès de Rennes en 1990. Qu'il y ait eu besoin de mettre le PS au pas peut troubler, car il ne semblait guère gênant : ses députés-godillots votaient avec discipline tout et n'importe quoi. Et pourtant, Mitterrand, chef de l'Etat, voulait par l'entremise de Fabius modifier structures et traditions du parti pour en faire, comme on disait à l'époque (et ce thème fut d'origine fabiusienne avant de lui être retourné comme une accusation) un «parti démocrate à l'américaine». Ce qui se heurta aux résistances du parti profond et de larges secteurs de son appareil et de ses élus. Parallèlement à ce projet, on avait un projet de «recomposition syndicale» qui visait à faire exploser la FEN et FO pour édifier à côté d'une CGT «contestatrice» un syndicalisme de collaboration institutionnalisée avec l'Etat et le patronat, reposant sur la

CFDT de filiation chrétienne et sur une nouvelle centrale autonome, l'UNSA, vertébrée par le Grand Orient de France. Derrière d'obscurs conflits de personnes, d'intérêts et de clientèles, il y avait donc un enjeu beaucoup plus gros : la liquidation ou la reproduction du réformisme français. Sa liquidation par l'exécutif mitterrandien serait allée de pair avec de graves défaites, elles très concrètes, des salariés (flexibilité, contre-réformes de l'école, toutes choses accélérées à cette époque). La résistance des Mauroy, Jospin, Emmanuelli, Poperen, à cette entreprise avait elle-même pour limite leur propre soutien et participation à cette politique gouvernementale conduite par Mitterrand et Rocard (Lionel Jospin était ministre de l'Education nationale conseillé par Allègre jusqu'en 1992). Les uns et les autres soutinrent la guerre du Golfe et le traité de Maastricht. De ce fait, ce qu'ils avaient empêché à Rennes d'advenir, comme tombe un fruit mûr : Fabius devenait premier secrétaire (avec comme contrepartie la candidature Rocard pour 1995 !).

Après la débâcle des législatives de 1993, Rocard devenait à son tour chef du parti, sur la ligne du «Big Bang» qui consistait explicitement, là encore, à liquider le PS : étrange paradoxe que celui d'un parti que ses dirigeants successifs considéraient comme le principal obstacle à leurs projets ! Rappelons qu'à cette étape, le courant Jospin éclate : une aile droite soutient Rocard avec Strauss-Kahn et Cambadélis, une aile gauche plus faible se retrouve par la logique de l'affrontement interne à soutenir Fabius qu'elle combattait hier, avec Emmanuelli, Jospin lui-même faisant mine de se mettre au vert tout en tirant les ficelles des premiers, mais sans prendre la respon-

sabilité de leur politique.

C'est là qu'intervient la remontée progressive des luttes sociales, avec la grève d'Air-France (automne 1993), puis la grande manifestation laïque du 16 janvier 94 et les combats des jeunes contre le CIP de Balladur (contrat d'insertion professionnelle, ce que Jospin a mis en place depuis dans le public et sans insertion à la clef sous le nom d'emplois-jeunes). Le PS redevenait, à son corps défendant, le moyen, au plan électoral, de résister à la droite et à l'extrême-droite. La refondation rocardienne ne pouvait pas aboutir dans ces conditions. Mitterrand tuait Rocard aux Européennes de 94 par le missile Tapie. Dans un grand écart extraordinaire, le plus faible des «éléphants», Henri Emmanuelli, prenait alors la direction du parti quelques semaines après s'être prononcé pour les 35 h. hebdomadaires sans perte de salaire, tout en faisant semblant d'accepter la candidature du dernier des présidentiables parmi les aspirants-liquidateurs du PS une fois Fabius et Rocard grillés, Jacques Delors.

Comme on le sait, celui-ci estima impossible de mener et de gagner une campagne démocrate-chrétienne avec comme principal soutien politique celui du PS, avec derrière le PS une base «archaïque» et «jacobine» sans rapport avec ses intentions politiques. Il déclara donc forfait ainsi qu'on pouvait s'y attendre. Jospin alors sortait du bois et devenait le candidat, comme dans un feuilleton écrit d'avance dans lequel la seule fausse note fut la tentative d'Emmanuelli d'être investi à cette candidature, poussé par la Gauche socialiste qui, ne connaissant que l'appareil et ignorant le parti profond, croyait franchement à ses chances et défendait sa candidature en lui donnant pour

cadre une fédération avec le parti populiste bourgeois de Bernard Tapie, disparu depuis ! Ce faisant, la Gauche socialiste rendait un vrai service aux courants deloriste et rocardien, qui pouvaient s'affirmer comme les premiers soutiens de Jospin avec Martine Aubry.

Il est probable que Jospin, Aubry, Strauss-Kahn et Cambadélis auraient relancé l'Arlésienne de la «rénovation» du parti tentée et ratée par Fabius puis par Rocard, si la grève généralisée de décembre 1995 n'avait pas exercé sa pression objective, les contraignant à dire «non» du bout des lèvres à un plan Juppé qu'ils approuvaient en fait et qu'ils appliqueront plus tard, et poussant à un véritable réinvestissement des militants comme le PS n'en avait pas connu depuis très longtemps, et des militants «très à gauche» comme l'observait Delors pour le déplorer. Cette pression est tangible dans les textes adoptés par les Conventions thématiques tenues par le PS courant 1996. Rappelons qu'elle se manifesta aussi par le vote majoritaire d'un amendement de la Gauche socialiste interprété par les militants comme un rejet du traité de Maastricht ! (J.L.Mélanchon fut à l'époque épouvanté de ce succès involontaire et jura qu'une telle chose ne se reproduirait plus).

En résumé, la liquidation du PS «en tant que parti ouvrier» (pour reprendre ici la formule consacrée avec tous les bémols qu'elle mérite) a échoué entre 1993 et 1997, pour une raison de fond qui surdétermine, j'espère qu'on l'aura compris, toutes les péripéties qui viennent d'être résumées : la remontée des luttes des salariés à partir de l'automne 1993, avec comme moment clef décembre 1995. De décembre 1995 découlait pour le PS l'obligation de revenir au

pouvoir (une douce obligation, certes, mais ses dirigeants auraient aimé un peu plus de temps et moins de brusquerie !), et d'y revenir par la gauche, pas par la «rénovation», l'«ouverture» et toutes ces sortes de choses. Ce qui supposait une nouvelle coalition de gauche, avec comme allié central le PCF, et le projet d'une participation gouvernementale de toutes les composantes de la coalition. Lorsque tout cela fut à peu près en place, l'admirable Chirac a dissous.

LA «GAUCHE PLURIELLE»

AU POUVOIR

Le gouvernement de cohabitation dirigé par Lionel Jospin avec la participation du PCF et des autres composantes de la «gauche plurielle», que nous appellerons pour simplifier le gouvernement Chirac-Jospin-Gaysot, a mené une politique pour l'essentiel conforme non aux vœux de ses électeurs, mais à ceux des «marchés financiers» (la seule politique possible pour un tel gouvernement, installé d'emblée dans la cohabitation). Avec quelques mesures «sociales», dont le PACS est la principale, et dont il faudrait examiner de près les conditions, tenants et aboutissants, sa politique se résume ainsi dans les trois domaines principaux de la vie économique et sociale relatifs au droit du travail, au salaire socialisé et aux services publics. Sur le premier point, elle consiste à utiliser les 35 h., avec toutes les contradictions que cela entraîne, comme alibi de la flexibilité et de l'association des salariés et des syndicats à des «projets» entreprise par entreprise. Sur le second point, elle se situe dans l'application et le prolongement du plan Juppé, dont toute mise en cause avait soigneusement été mise à

l'écart des accords bilatéraux PC-PS avant même les élections. La question des retraites a été différée et elle arrive maintenant, explosive. Sur le troisième point, c'est là que les attaques sont allées le plus vite et le plus fort, avec le rôle de deux ministres clefs, MM. Gaysot et Allègre, dans le cadre de la «réforme de l'Etat» et des privatisations.

Avec ce contenu, la «gauche plurielle» a alors pris tout son sens, non pas de cadre unitaire, mais de cadre de verrouillage de tous au service du gouvernement. Un aspect particulièrement remarquable, encore maintenant, a concerné les attaques contre les enseignants et l'école d'Allègre : le mur du silence et de la complicité a englobé toutes les composantes politiques de la «gauche plurielle» sans aucune exception. Un ministre de gauche a pu préconiser et mettre en œuvre une campagne de type notoirement poujado-lepéniste (ce n'est pas faire du gauchisme que de dire cette vérité évidente pour toutes les salles de profs de France) sans qu'aucune grande gueule de la gauche de la gauche plurielle ne gueule.

Cet alignement a son corollaire en matière syndicale. Dans le cadre de la loi Aubry, CGT et CFDT devraient se retrouver cette fois, pendant que l'offensive de «recomposition syndicale» au profit de l'UNSA reprend, cette fois-ci contre la FSU qui a remplacé la FEN, et contre FO. Plus largement, le type de relations sociales envisagé par Martine Aubry, et partiellement adopté dans certains passages des textes de la Convention «entreprises» du PS tenue fin 1998 (passages soutenus par la Gauche socialiste), consiste à associer les syndicats aux projets d'entreprises, et dans la Fonction publique à les associer aux «réformes». Cette ligne

d'intégration du maximum d'organisations au concert gouvernemental, éventuellement avec une petite musique « critique », requiert la collaboration décisive du PCF, qui invite le « mouvement social » à faire pression sur le gouvernement et à participer à l'application de sa politique, à élaborer des « solutions nouvelles ». Au fond, la rhétorique « gauche plurielle » joue en France, envers les structures historiques « traditionnelles » du PS et du PCF, le rôle de mise au pas soft que tentent de jouer ailleurs les « rénovations » blairiste du New Labour ou moderniste des « Démocrates » italiens.

LA DIRECTION ET LES COURANTS FACE AU PARTI

Si le PS était d'ores et déjà transformé en un conglomérat démocrate-chrétien/démocrate à l'américaine, cette politique et ces pressions correspondraient à sa nature profonde, il se développerait comme un grand appareil clientélaire organiquement relié à l'Etat et doublé d'une ou de plusieurs machines médiatico-électorales, et proposerait au PCF rénové et refondé, re-rénové et re-refondé, de se fondre en lui. Ce n'est pas ce qui a lieu. La réalité ressemble bien plutôt à un véritable dépérissement du PS en tant que parti et appareil autonome, dont on ne parle guère mais qui dépasse ce qui s'était passé sous les années Mitterrand. Les dirigeants actuels du PS s'étaient en ces années, peu ou prou et dans des logiques diverses, battus pour préserver l'autonomie du parti par rapport au pouvoir. Fort de leur « culture de gouvernement » et de leur « droit d'inventaire », maintenant que les voilà directement au pouvoir ils ont supprimé tout écart entre le parti et le pouvoir. Le parti est tenu

comme il ne l'avait jamais été quand Lionel Jospin était son premier secrétaire. Sa direction, c'est le gouvernement ; François Hollande a précisément été choisi pour son inconsistance.

Le processus de participation des militants aux réunions, aux collages, aux débats, qui après s'être mis en route en 1993-1995 avait marqué la période allant de décembre 95 aux législatives de juin 97, en relation étroite avec le mouvement effectif de la classe ouvrière, qui avait alors pesé sur les « conventions thématiques », ce processus a totalement pris fin. Les réunions se sont vidées. Le nombre d'adhérents, en hausse depuis 1993, s'est remis à baisser à partir de 1997. Les partants sont des déçus clairs et nets de la politique gouvernementale ; je pourrais citer des chômeurs, car il y en avait, des cheminots, des profs du secondaire ... Dans un parti au pouvoir, premier du pays électoralement, au cœur de la vie politique, les adhésions baissent et les militants votent avec leurs pieds. Une vieille génération à la culture ancienne, qui date de Mitterrand voire de Mollet, qui a avalé toutes les couleuvres et ne craint plus rien, totalement fidèle si ce n'est suiviste, des vieux qui pourraient se rallumer, mais au contact de jeunes, qu'ils n'ont plus, à moins qu'il ne s'agisse de gringalets arrivistes et ignares qui les éteignent un peu plus, une vieille génération est toujours là et de plus en plus : selon une enquête sociologique de début 2000, la moyenne d'âge des adhérents du PS vient d'atteindre les 55 ans !

Une situation s'est donc instaurée, dont on ne peut pas encore dire si elle est définitive ou non, dans laquelle des regroupements militants dans le PS sont exceptionnellement difficiles. Il aurait pu en aller autrement ;

ici, le rôle de la Gauche socialiste est capital.

La Gauche socialiste n'est pas une aile gauche « consistante » à la façon des courants comme ceux de Livingstone ou de Lafontaine qui représentent la tradition réformiste contre les dirigeants fin de siècle des partis social-démocrates. Ses origines historiques sont beaucoup moins profondes : il s'agit de l'instrumentalisation mitterrandienne d'« ex-trotskyistes ». Par la faveur de Mitterrand, ils ont eu les éléments d'un petit appareil qui permet de faire vivre une « base » fictive et une image « jeune » qui a tout de même vieilli. A aucun moment de son histoire la Gauche socialiste ne s'est située sur le terrain de la résistance du réformisme, du socialisme français, à sa décomposition : avec Fabius au congrès de Rennes, pour Maastricht, avec Rocard dans le « Big Bang », prêts à faire campagne pour Jacques Delors un an après, avec Emmanuel Tapie un peu plus tard, les vrais positionnements de la Gauche socialiste, à l'importante exception de la guerre du Golfe, ont toujours été à la droite du PS et des enjeux sur son avenir. Cependant, dans la période 1995-1997, la conjonction de la pression du mouvement social et de l'intégration récente de l'ancien courant Filloche de la LCR dans la Gauche socialiste a favorisé son développement momentanément avec un contenu effectif de lutte de classe. L'aboutissement de ce moment a été la motion qu'elle a soumise au congrès de Brest, à l'automne 1997. Dans un contexte de verrouillage et d'utilisation de l'euphorie post-électorale par l'appareil, cette motion faisait alors le score remarquable de 10 %, et vraisemblablement plus en vérité. De ce moment, toute la politique de ses di-

rigeants, l'ex-courant Filoche inclus, a été de ne pas détonner, de soutenir le gouvernement, de voter ses lois à l'Assemblée. Par l'entremise de la FIDL, la Gauche socialiste a ainsi sauvé une première fois le ministre Allègre, à l'automne 1998.

Son entrée au gouvernement ne traduit aucun tournant à gauche et s'inscrit dans le sillage de Fabius et Lang. J.L. Mélanchon n'a pour l'instant pris aucune mesure, il a simplement appliqué ce qu'Allègre avait laissé, ses derniers reculs compris. La partition sur «la coproduction entre le ministère et le mouvement social» est grotesque et ne trompera personne dans les Lycées professionnels, où l'on vient de remporter une victoire que l'on sait ne devoir qu'au mouvement propre des personnels. Mais il est probable que Jospin affaibli a besoin d'une telle «aile gauche», qui ne présente plus cette fois les dangers que, bien malgré le jeune ministre, elle présentait encore lors du congrès de Brest.

Il n'y a dans le PS aucun courant qui exprime directement le mécontentement de bien des adhérents et qui traduise dans le parti les luttes sociales qui se déroulent dans le pays et qui sont le fait de la base électorale et sociale de ce même parti, comme dernièrement dans l'enseignement et aux impôts.

Il y a par contre des contradictions, nombreuses, qui traversent appareil et élus et reflètent indirectement ce qui se passe à «la base», ce qui n'est pas la même chose. Nous avons des élus, des députés, plus ou moins sensibles aux pressions de l'électorat. Cela s'était vu de façon très déformée, mais réelle, dans l'affaire de l'«amendement Michelin» lors du débat parlementaire sur la seconde loi Aubry. Cela a joué un rôle sensible dans la chute d'Allègre ; sur-

tout, la crise politique de mars 2000 a commencé par une «bronca» des députés PS contre Christian Sautter. L'existence d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale comporte potentiellement l'opposition de cette majorité au gouvernement Chirac-Jospin-Gayssot, ce qui ne veut pas forcément dire que cette possibilité se réalisera, mais c'est une réalité. D'autre part, la vieille opposition Fabius-Jospin est revenue au premier plan (au premier plan des coulisses) depuis l'été 1999. Fabius, qui était précisément président de cette Assemblée nationale. Cette pression fut un élément de la «bronca» contre Sautter, même si dans l'ensemble elle s'est exercée vers la droite, pour la réforme de l'Etat, les impôts indirects et la retenue à la source plutôt que les impôts directs, les fonds de pension, etc. La contradiction Fabius-Jospin n'est pas supprimée par l'entrée du premier au gouvernement, mais va prendre d'autres formes (un point de cristallisation possible est le personnage Lang). D'autres contradictions sont en gestation, parmi les «jeunes députés» jospinistes par exemple.

Si l'on cherche des composantes du PS qui «résistent» à leur façon sur des bases réformistes, on peut en trouver : la motion B des ex-popere-nistes (5 % au congrès de Brest) et, surtout, Henri Emmanuelli qui, depuis son retour à la tête de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, est un authentique poil à gratter aussi bien pour Fabius que pour Jospin. S'il était clair que nous avons devant nous cinquante ans de paix sociale, le mieux à faire serait de s'installer dans ces parrages tout en cultivant son jardin et en s'adonnant à des travaux théoriques !

LES MAINS

DES MILITANTS ...

Mais comme nous ne sommes évidemment pas devant cinquante ans de paix sociale, les militants socialistes du parti socialiste, ceux pour qui ce mot a un sens et désigne une autre société que la société capitaliste, n'ont aucune raison de voter seulement avec leurs pieds ou de faire les autruches. Le seul tabou qu'ils ont à briser est celui de la solidarité avec le gouvernement, supposée devoir s'imposer comme allant de soi à tout socialiste, quels que soient les actes dudit gouvernement. Il se trouve justement que le tabou d'un grand mouvement social contre un gouvernement de gauche vient de tomber. Cela a forcé Jospin à «resserrer» son dispositif, comme disent les politologues. Cela peut et doit donner élan et courage à tous les socialistes du parti socialiste.

CE QUI RESTE ENTRE

La contre-révolution bureaucratique-stalinienne puis les constructions étatiques, politiques et idéologiques auxquelles elle a donné lieu n'ont pas seulement marqué profondément le cours de la lutte de classes pendant la plus grande partie du XX^e siècle. Dix ans après son effondrement, ses conséquences restent extrêmement vivaces à travers la « crise d'alternative au capitalisme », autrement dit la crise de la perspective socialiste qui résulte fondamentalement du traumatisme que le stalinisme a infligé au mouvement ouvrier.

Tirer un véritable bilan du stalinisme est donc une tâche incontournable si l'on veut contribuer à reconstruire et relancer un projet émancipateur, authentiquement socialiste. Des articles de François Chesnais et de Charles Jérémie ont commencé, dans le dernier numéro de Carré Rouge, à aborder ces questions en tant que telles. Cette contribution s'inscrit dans la discussion qui a ainsi été engagée (1).

URSS, stalinisme et trotskysme :

Le présent aide

à mieux comprendre le passé

Dans la deuxième édition de son ouvrage majeur sur la Révolution française, Daniel Guérin revendiquait face à ses détracteurs la légitimité et la nécessité d'une réinterprétation de cet événement historique à la lumière des révolutions et des luttes de classes des siècles suivants. A l'appui de sa thèse, ce socialiste révolutionnaire et libertaire fortement influencé par les conceptions de Marx et de Trotsky formulait une réflexion méthodologique essentielle, qu'il vaut la peine de citer de façon un peu extensive :

« On a coutume de dire que le passé

aide à mieux comprendre le présent [...] Mais la réciproque est encore plus vraie, bien qu'on insiste moins souvent sur cette seconde proposition : le présent aide à mieux comprendre le passé [...] L'homme n'a pu que très tardivement prendre conscience des lois qui ont réglé, pendant des millénaires, l'évolution des sociétés. Il a fallu le progrès matériel issu de la révolution industrielle du XVIII^e siècle, le développement vertigineux des forces productives, la primauté, visible désormais à l'œil nu, de l'économique sur le politique, la lutte de classes à ciel ouvert entre

prolétaires et capitalistes, telle qu'elle est apparue au XIX^e siècle, pour que l'homme découvre que, depuis des millénaires, la lutte de classes a été le moteur de l'histoire, les intérêts matériels et le niveau de la technique les facteurs déterminants de l'histoire.

«L'économie bourgeoise, écrit Marx, parvint seulement à l'intelligence de la société féodale, antique, orientale, quand la société bourgeoise commença à se critiquer soi-même». Ainsi les événements les plus reculés se trouvent éclairés rétrospectivement par les découvertes et les expériences les plus récentes, les doctrines anciennes par la science moderne. Raymond Aron observe que «la psychologie moderne renouvelle la compréhension des mythologies les plus reculées, la microphysique, la conception kantienne de l'objet ou les philosophies anciennes de l'atome». De même les luttes de classes du présent, les révolutions du présent jettent un jour nouveau sur les luttes de classes et les révolutions du passé». (2)

1989-91

COMME «RÉVÉLATEUR»

Il en va exactement de même de la nature de la bureaucratie stalinienne, du processus contre-révolutionnaire à travers lequel elle a imposé sa domination, ainsi que de la nature de l'URSS et des autres Etats du prétendu «camp socialiste» : les conceptions qui ont puissamment contribué à fonder l'identité du mouvement trotskyste (de la Quatrième Internationale fondée en 1938 puis des différentes branches entre lesquelles elle s'est divisée) doivent nécessairement être réévaluées, et le cas échéant modifiées, au regard du bouleversement histo-

rique de 1989-91 (3).

On a aujourd'hui trop tendance à l'oublier, mais les événements de 1989-91 ne se sont nullement résumés à l'aboutissement victorieux d'un vaste plan des puissances impérialistes qui seraient enfin parvenues à réduire leur ennemi héréditaire. A Washington, Berlin ou Paris, les gouvernements soutenaient au contraire la tentative désespérée de Gorbatchev, d'auto-réforme de la bureaucratie et de transition graduelle et ordonnée vers le capitalisme (de la même manière qu'ils soutiennent toujours la restauration capitaliste engagée «dans l'ordre» par la bureaucratie chinoise. C'est une immense révolte populaire, combinant des revendications et mobilisations nationales, démocratiques, économiques et sociales, se matérialisant même dans quelques pays par d'authentiques révolutions antibureaucratiques, qui a déferlé et fait s'effondrer les régimes totalitaires.

Dans le numéro précédent, F. Chesnais signalait que l'un des facteurs (nombreux, et sur lesquels je ne reviendrai pas non plus dans le détail) expliquant que ces événements aient somme toute facilement débouché sur la restauration capitaliste est l'atomisation par le système totalitaire, la destruction et la transformation en «masse» de la classe ouvrière comme des autres classes sociales (4). C'est très largement vrai pour l'URSS, où la bureaucratie stalinienne a imposé sa domination absolue sur des monceaux de cadavres de communistes, d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels. Ça l'est moins dans une série de pays de l'Est dont l'assimilation structurelle, après-guerre, s'est faite au moyen d'une répression plus sélective. Cela dit,

même si l'on admet cette théorie pour l'ensemble du bloc de l'Est (où l'atomisation a de toute façon été une réalité, à des degrés divers selon les pays et les temps), une question centrale demeure : atomisation, au service de quels intérêts sociaux, dans le cadre de quels rapports de production ?

Même en URSS, les travailleurs ont lutté contre le système totalitaire, et largement participé à sa chute. Mais comme dans le reste de l'Europe de l'Est, ils ont considéré que ni par ses institutions étatiques, ni par ses rapports économiques et sociaux, l'Etat que nous affirmons «ouvrier» ne représentait ou défendait le moins du monde leurs propres intérêts. Les mineurs soviétiques ont ainsi mené en 1989 une grande grève qui n'a pas été pour rien dans l'échec du projet gorbatchévien. En même temps qu'ils exigeaient des améliorations de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, ils revendiquaient la fin de la propriété étatique des entreprises minières et soutenaient (certes en l'absence de toute alternative authentiquement socialiste) leur privatisation. Traiter des raisons de la confusion idéologique qui les amena à ne voir comme seule issue que «l'économie de marché» dépasserait les limites de cet article. Mais il y a de toute façon un fait irréfutable, auquel il faut répondre en tant que tel : les travailleurs ont considéré la propriété d'Etat (qui selon nous définissait une nature «ouvrière» de l'URSS et des Etats de même type) comme leur étant totalement étrangère et hostile. Pourquoi ?

UNE CLASSE OUVRIERE

ATOMISÉE...

ET EXPLOITÉE

Le problème est qu'à travers son contrôle de l'Etat, juridiquement propriétaire de l'économie, la bureaucratie ne faisait pas qu'opprimer «politiquement» les travailleurs, en parasitant de façon très indirecte les fruits de leur travail. Elle les exploitait en s'appropriant, sous des formes différentes de celles du profit capitaliste (très hauts salaires et «privileges» de tout type liés au rang dans la nomenklatura), une part très substantielle du surproduit, de la plus-value étatisée non reversée aux travailleurs sous forme de salaire ou de prestations sociales.

Un idéologue stalinien représentatif de son camp prétendait que le caractère «socialiste» de l'Etat, l'absence d'exploitation qui le caractérisait, provenaient de ce que «les moyens de production appartenant à l'Etat non-capitaliste, la plus-value acquise au cours de la production revient à cet Etat qui la répartit selon un plan visant à améliorer les conditions d'existence des masses laborieuses, à élargir l'appareil de production, à développer l'instruction et la culture publique, à renforcer la défense nationale» (5). C'était en réalité une formidable mystification, destinée à occulter, en premier lieu, que c'est la bureaucratie et elle seule qui contrôlait l'Etat, donc l'économie, et en second lieu, qu'une distribution extrêmement inégale matérialisait l'exploitation du prolétariat à l'autre bout du processus productif. Selon Trotsky, du point de vue de l'inégalité des salaires l'URSS de 1936 avait déjà «rattrapé et largement dépassé les pays capitalistes» (6). En 1949, Cornélius Castoriadis parvenait, à partir de bases tout à fait

plausibles, à l'estimation selon laquelle 15 % de la population soviétique (la bureaucratie) consommait 85 % du produit consommable, tandis que les autres 85 % de la population (prolétariat et paysannerie) consommaient les 15 % restants (7). Quant aux dépenses d'investissement comme à celles liées à ladite «défense nationale» (c'est-à-dire au développement de l'appareil militaro-policiers), elles ne visaient qu'à préserver et reproduire les rapports de production et de domination établis au profit de la bureaucratie.

Il importe ici de bien distinguer entre deux notions : propriété et appropriation. La propriété juridique des moyens de production a certes son importance ; le fait que les bureaucrates n'étaient pas légalement propriétaires (ni personnellement ni collectivement) était d'ailleurs pour eux une source de frustration croissante et a constitué l'un des plus forts stimulants des tendances à la restauration du capitalisme. Mais même si elle n'avait pas la propriété juridique des moyens de production et ne les transmettait pas par l'héritage (ce qui n'empêchait nullement la nomenklatura de se reproduire de génération en génération), la bureaucratie décidait des choix, des conditions et de la répartition de la production. En résumé, c'est elle qui dirigeait l'économie. Castoriadis a été (à ma connaissance) le premier à relever l'importance de cette distinction entre propriété (juridique) et appropriation (effective) afin de caractériser les rapports sociaux en URSS. Il signalait ainsi, dans le texte déjà cité :

«L'existence de la plus-value ou l'existence du surproduit ne définit ni le caractère de la classe dominante dans l'économie, ni même le fait que l'économie est basée sur

l'exploitation. Mais l'appropriation de cette plus-value par une classe sociale, en vertu de son monopole sur les conditions matérielles de la production, suffit pour définir une économie comme une économie de classe basée sur l'exploitation ; la destination de cette plus-value, sa répartition entre l'accumulation et la consommation improductive de la classe dominante déterminent le caractère spécifique de l'économie de classe et différencient historiquement les classes dominantes entre elles» (8).

Il y avait bien en URSS, ainsi que dans les autres Etats bureaucratiques, une couche sociale non seulement privilégiée de par sa fonction («caste») mais exploiteuse, autrement dit une classe dirigeante. Certes, cette classe fondait sa domination sur un système bâtard, dépourvu de légitimité historique, dans lequel l'exploitation, au contraire du capitalisme, était «non organique» pour reprendre l'expression employée par Pierre Naville dans son Nouveau Léviathan. Nous avons pu vérifier ce caractère «non historique» des systèmes bureaucratiques en les voyant s'effondrer comme des châteaux de cartes. La plupart des marxistes qui ont reconnu (contre les positions trotskystes) la nature exploiteuse de la bureaucratie, qu'ils aient été partisans des thèses du «collectivisme bureaucratique» ou de celles du «capitalisme d'Etat», n'ont évidemment pas eu cette possibilité. Et l'on peut aisément comprendre que le maintien et la consolidation de l'URSS après la Deuxième Guerre mondiale, puis l'extension du système bureaucratique-stalinien à un tiers de la planète, et enfin son apparente inamovibilité pendant des décennies, aient alors pu générer

rer l'erreur d'analyse et de perspective consistant à attribuer à l'Etat et à l'économie bureaucratiques le caractère d'un «troisième système historique», d'une autre voie possible de développement (ou de chute dans la barbarie) s'ajoutant à la voie capitaliste et à celle du socialisme. De ce point de vue, c'est évidemment Trotsky qui avait raison lorsqu'il insistait sur le caractère transitoire de l'Etat soviétique. Mais cela n'enlève pas à Castoriadis, à Max Shachtman, à Grandizo Munis ou à Tony Cliff le mérite d'avoir critiqué, d'un point de vue marxiste révolutionnaire, la théorie désastreuse selon laquelle l'Etat est «ouvrier» parce que l'économie y est nationalisée.

UNE ERREUR

Bien avant la formation, fin 1923, de «l'Opposition de gauche» trotskyste, diverses tendances de gauche du Parti bolchevique avaient critiqué les déformations bureaucratiques de la révolution et du parti. En fait, le débat surgit dès le lendemain de la prise du pouvoir, lorsque les partisans de la centralisation étatique remportèrent une première victoire sur les défenseurs de la gestion ouvrière en imposant la dissolution des comités d'usine et la gestion de l'industrie par les «centres» administratifs (glavkii) nouvellement constitués (9). Comme en témoigne un ouvrage tel que *Terrorisme et communisme*, ou les thèses qu'il défendit au X^e Congrès (mars 1921) du Parti bolchevique en faveur de la «militarisation du travail», Trotsky figura pendant toute cette période parmi les plus ardens défenseurs de la centralisation étatique et des mesures dicta-

toriales.

Dans la deuxième partie des années vingt, alors que la fraction stalinienne étendait et consolidait son pouvoir après avoir liquidé toute démocratie dans le parti et les soviets, une forte polémique opposa les trotskystes et le courant «déciste» (ou du «centralisme démocratique») dirigé par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov. Pour les seconds, la perte par la classe ouvrière de tout pouvoir et y compris de toute possibilité d'expression démocratique signifiait la victoire de la contre-révolution et la fin de l'Etat ouvrier, ce qui impliquait de préparer une nouvelle révolution contre la bureaucratie. Trotsky rejetait cette perspective car selon lui, la victoire de la contre-révolution ne pouvait passer que par la restauration du pouvoir de la bourgeoisie. Il attribuait à la fraction stalinienne un caractère non pas contre-révolutionnaire mais «centriste», c'est-à-dire intermédiaire entre révolution et contre-révolution, et considérait qu'au fur et à mesure que la lutte de classes s'aiguiserait en URSS et internationalement, ce «centre stalinien» devrait nécessairement éclater et se diviser entre l'Opposition de gauche et la fraction «de droite» dirigée par Boukharine, Rykov et Tomski. Cette dernière (toujours selon Trotsky) représentait les intérêts des koulaks et des nepmen (les couches sociales qui s'étaient enrichies dans le cadre de la «la nouvelle politique économique»), donc le danger de restauration capitaliste et la contre-révolution.

En 1928-29 intervint le «grand tournant» de la collectivisation forcée des campagnes et de l'industrialisation à outrance. Des millions de paysans réfractaires furent déportés, emprisonnés et bientôt massa-

crés ou condamnés à la famine, tandis que le développement de l'industrie était imposé au prix d'une intensification de l'exploitation des travailleurs et d'une dégradation correspondante de leur niveau de vie, ainsi que de la généralisation du travail esclave dans les camps, les colonies et les peuplements spéciaux du Goulag. En même temps qu'elle engagea ce tournant, la fraction stalinienne de l'appareil élimina ladite «droite» boukharinienne, avec laquelle elle partageait encore le pouvoir, et devint le maître absolu du pays. La contre-révolution bureaucratique franchit à ce moment un seuil véritablement qualitatif, non seulement «politique» mais aussi économique et social : la bureaucratie, en effet, s'était désormais assurée le contrôle de toute l'économie.

Trotsky réagit totalement à contre-sens : au lieu de dénoncer l'aggravation de la politique de la bureaucratie et de sa main-mise sur la société, il lui accorda son soutien critique. Selon lui, non seulement on assistait à un «tournant à gauche», mais «il serait erroné de nier qu'il soit possible que le zigzag actuel se développe en un cours prolétarien conséquent», et «en tout cas, par la nature de ses idées et de ses tendances, l'Opposition doit tout faire pour que ce zigzag s'élargisse jusqu'à un tournant sérieux s'engageant dans la voie de Lénine» (10). Ce tournant fut en tout cas un terrible facteur de confusion dans l'Opposition de gauche (trotskyste), dont de très nombreux membres, considérant à tort ou à raison que Staline reprenait des aspects essentiels de leur programme, capitulèrent. Parmi eux, les dirigeants de tout premier plan qu'étaient Préobrajensky, Radek, Ivan Smirnov,

Smilga, Sérébriakov.

Il est éclairant que sept années plus tard, alors qu'il avait pris le tournant de la IV^e Internationale, qu'il considérait que de centriste la bureaucratie était devenue «bonapartiste», et qu'il fallait donc préparer contre elle une «révolution politique», Trotsky continua à revendiquer avec force la justesse de son orientation face au tournant de 1928 : «quand le groupe du "centralisme démocratique" déclarait en 1926 que l'Etat ouvrier était liquidé, il enterrait manifestement la révolution encore vivante. Au contraire, l'Opposition de gauche élaborait un programme de réformes du régime soviétique. Pour se préserver et s'affermir en tant que caste privilégiée, la bureaucratie stalinienne a écrasé l'Opposition de gauche. Mais, dans sa lutte pour ses propres positions, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de puiser dans la plate-forme de l'Opposition de gauche toutes les mesures qui lui donnèrent la possibilité de sauver les bases sociales de l'Etat soviétique [...] Ce même exemple montre comment une ligne politique juste permet à un groupe marxiste de féconder le développement [...]» (11).

... ET UNE RÉVISION

THÉORIQUE ERRONÉE

Ces mesures qui auraient soi-disant sauvé les bases sociales de l'Etat soviétique, ce sont bien sûr celles qui ont amené l'étatisation complète de l'économie. De là à considérer que l'Etat était prolétarien parce que l'économie non-capitaliste était entre les mains de l'Etat, il n'y avait qu'un pas... qui fut effectivement franchi un peu plus tard. Cette conception que Trotsky maintiendra

jusqu'à sa mort fut formulée pour la première fois de façon systématique en avril 1931, dans le document Problèmes du développement de l'URSS rédigé en tant que Projet de thèses de l'Opposition de gauche internationale sur la question russe. Ce texte commençait par traiter de la «la nature de classe de l'Union soviétique» en affirmant : «Les processus contradictoires de l'économie et de la politique de l'URSS se développent sur la base de la dictature du prolétariat. La nature d'un régime social est déterminée, par-dessus tout, par les rapports de propriété. La nationalisation de la terre, des moyens de production industriels, avec le monopole du commerce extérieur entre les mains de l'Etat, constituent les fondements de l'ordre social en URSS» (12).

Il s'agissait d'une révision théorique de toute la tradition marxiste antérieure, y compris celle que Trotsky avait jusque-là défendue. Comme le souligna Max Shachtman (le principal dirigeant du Workers Party nord-américain), «c'est le stalinisme qui est à l'origine de la théorie selon laquelle l'économie est socialiste simplement parce que sa propriété est étatique. Le stalinisme en a eu besoin pour l'aider à achever sa contre-révolution». Pour les marxistes et pour l'ensemble des bolchéviks, il avait toujours été évident que «la nature de l'économie est déterminée par la nature du pouvoir politique, de l'Etat. Jamais ils n'ont affirmé que parce que l'économie était aux mains de l'Etat, donc, l'Etat était prolétarien» (13). Trotsky lui-même réaffirmait encore, en 1928, que «le caractère socialiste de l'industrie est déterminé et assuré de façon décisive par le rôle du parti, les liens volontaires

existant à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne, la discipline consciente des administrateurs, des fonctionnaires syndicaux, des membres des cellules d'usine, etc. Si l'on constate que ce tissu se relâche, se désagrège, il devient tout à fait évident qu'à bref délai il ne restera rien du caractère socialiste de l'industrie, des moyens de transports, etc., étatisés [...] La propriété de l'Etat sur les moyens de production se transformera d'abord en fiction juridique, et ensuite même celle-ci sera balayée. Ainsi, ici également la question se réduit au maintien de liens conscients dans l'avant-garde prolétarienne, et à protéger celle-ci contre la rouille du bureaucratisme» (14). Et Shachtman de poursuivre : «En résumé, la nature de l'économie est déterminée par la nature du pouvoir politique. Dans les années trente, toutefois, il devint évident qu'alors que le prolétariat avait perdu tout pouvoir politique et même toute possibilité de réformer le système stalinien, ce dernier n'avait pas réintroduit le capitalisme (comme Trotsky avait, à tort, pronostiqué que ce serait le cas). C'est alors seulement que Trotsky se trouva contraint d'opérer un renversement complet de sa position. Il affirma alors que le fait que l'Etat continuait à posséder la propriété déterminait son caractère en tant qu'Etat ouvrier. On ne trouve rien de cela dans aucun de ses écrits antérieurs. On le trouve dans les doctrines du stalinisme» (15).

C'est en 1935-36 que Trotsky, conséquent à la fois dans son opposition au stalinisme et dans sa caractérisation de l'URSS, termina d'élaborer la double théorie de «l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré» et de la «révolution poli-

tique» qui devait être dirigée non contre ses «bases économiques» mais contre le seul pouvoir politique de la bureaucratie. Scindant en deux la totalité réelle que représentait l'Etat soviétique, il affirma que l'on était en présence, simultanément, d'une «dictature de la bureaucratie» au plan politique et d'une «dictature du prolétariat» sur le plan économique et social, ce second aspect étant déterminant (16). Dans son texte de 1939 intitulé Encore une fois sur la nature de l'URSS (17), il en arriva même à accepter la définition de l'URSS comme celle d'un «Etat ouvrier contre-révolutionnaire». C'est-à-dire un Etat qui était censé défendre les intérêts des travailleurs en même temps qu'il les exploitait et les massacrait ; ou bien qui pouvait servir les intérêts du socialisme international en menant des guerres de conquête dans le but d'élargir ou protéger les intérêts de sa couche sociale dominante. En outre, la bureaucratie elle-même se dédoublait : il lui était en effet conféré un «double rôle» : d'un côté, contre-révolutionnaire dans la mesure où elle opprimait les travailleurs, mais de l'autre côté, malgré tout, progressiste par rapport à la bourgeoisie puisqu'elle était censée défendre, certes très mal et en les sapant à la longue, les bases de l'Etat «ouvrier» sans lequel elle n'aurait pas existé.

DES CONSÉQUENCES

CATASTROPHIQUES

Prise en sandwich entre ces deux dictatures de sens contraire qui étaient censées s'exercer au même moment dans les mêmes pays, tiraillée en permanence entre sa claire opposition politique et ses

illusions dans le stalinisme et ses Etats, la Quatrième Internationale ne résista pas longtemps à la schizophrénie. Au-delà du fait (en lui-même très grave) que le trotskysme resta ainsi rattaché au stalinisme comme par un fil invisible, et ne parvint jamais à proposer aux travailleurs un projet de socialisme totalement alternatif, ses erreurs dans l'analyse de la contre-révolution et des Etats staliniens jouèrent un rôle majeur dans les multiples crises et scissions qu'il traversa.

Il est vrai que vers la fin de sa vie Trotsky signala que le concept d'Etat ouvrier était «une catégorie historique parvenue au bord de sa propre négation» (18) et que dans son article L'URSS dans la guerre, de septembre 1939, il admit la possibilité théorique d'un nouveau mode d'exploitation non-capitaliste et affirma que si la bureaucratie stalinienne survivait à la Deuxième Guerre mondiale, il serait nécessaire de revoir la caractérisation de l'URSS. Cependant, dans son orientation politique concrète, ce furent les aspects les plus négatifs de sa théorie qui prédominèrent. La première grande rupture dans la Quatrième Internationale depuis sa fondation officielle en 1938 (l'exclusion de la minorité du SWP américain dirigée par Shachtman, avec la majorité de son organisation de jeunesse dirigée par Hal Draper), fut ainsi provoquée par des divergences sur la question de l'URSS et par l'intransigeance et l'intolérance de Trotsky et des partisans de ses thèses regroupés autour de James P. Cannon. L'ouvrage cité en note (13), qui présente le point de vue des minoritaires, apporte à ce sujet nombre d'informations méconnues. Sans entrer dans tous les détails de cette rupture, on peut si-

gnaler que contrairement à une idée reçue largement répandue dans le mouvement trotskyste (depuis la publication par le SWP, en 1942, d'une sélection de textes de Trotsky dirigés contre la tendance minoritaire, sous le titre Défense du marxisme), le débat engagé en 1939 et qui aboutit au bout de quelques mois à la rupture ne portait ni sur la nature sociologique de l'URSS, ni sur la question de sa défense. La question en discussion, autour de laquelle se développèrent d'autres polémiques plus générales, était de savoir si les trotskystes devaient ou ne devaient pas soutenir l'invasion par les troupes soviétiques de l'Est de la Pologne (en application du pacte germano-soviétique, tandis que les armées nazies envahissaient simultanément la partie Ouest du pays), ainsi que de la Finlande et des Pays Baltes. Les minoritaires affirmaient que cette politique du stalinisme desservait les intérêts de la révolution mondiale et devait être combattue. Cannon et ses partisans, au contraire, lui apportèrent un soutien enthousiaste.

Concernant la Finlande, Trotsky estima alors que «l'Armée rouge en Finlande exproprie les propriétaires terriens et introduit le contrôle ouvrier, préparant ainsi l'expropriation des capitalistes», que «les staliniens donnent, sont contraints de donner une formidable impulsion à la lutte de classe sous sa forme la plus aiguë», et encore que «la guerre soviéto-finlandaise commence déjà, visiblement, à se prolonger par une guerre civile, où l'Armée rouge (pour l'instant) est dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers» (19). On sait que rien de tout cela ne se produisit et que tout au contraire, l'invasion

russe provoqua un réflexe de défense nationale dont la bourgeoisie finlandaise tira le plus grand profit, et qu'en quelques mois les troupes de Staline furent défaites.

En ce qui concerne la Pologne, le comité politique du SWP adopta, le 18 septembre 1939, une résolution dont le premier point disait : «dans les conditions actuelles qui prévalent en Pologne, nous approuvons l'invasion par Staline de la Pologne comme une mesure empêchant Hitler de prendre le contrôle de toute la Pologne et comme une mesure de défense de l'Union Soviétique contre Hitler. Entre Hitler et Staline, nous préférons Staline» (20).

Quant aux Pays baltes, le SWP écrivit peu après la scission dans son organe *Socialist Appeal* (27/07/1940), sous le titre «Soviétisation de la Baltique : un pas en avant» : «Lorsque le Soviet suprême de l'URSS, dans sa prochaine réunion, prendra en considération la demande des parlements de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie d'être incorporés à l'Union soviétique (et il n'y a aucun doute que tel sera le cas), il sera à nouveau évident que les fondements de la révolution d'Octobre sont maintenus malgré Staline. La réalisation fondamentale de la révolution d'Octobre, la nationalisation de la propriété privée des moyens de production, est étendue à d'autres territoires et aucun travailleur conscient ne peut y émettre la moindre objection» (21). En Pologne comme dans les Pays baltes, ce qui resta dans les mémoires est le viol de la souveraineté nationale (associé à la complicité ouverte avec le nazisme), et le mouvement ouvrier s'en trouva d'autant plus affaibli que ces crimes avaient été commis (comme beaucoup d'autres

y furent ensuite commis) au nom du «communisme».

Après-guerre, les mêmes causes produisirent les mêmes effets, aggravés par la perte du fondateur de la Quatrième Internationale. L'assimilation structurelle à l'URSS de la moitié de l'Europe conduisit logiquement la grande majorité des trotskystes (à partir du moment où ils maintenaient leur ancienne caractérisation de l'URSS) à considérer qu'avaient été formés de nouveaux «Etats ouvriers», avec pour spécificité qu'ils étaient «bureaucratiquement déformés dès le départ». La bureaucratie stalinienne s'avérait ainsi capable (y compris, selon les plus «orthodoxes» des trotskystes, contre son gré !) de générer dans toute une série de pays de nouvelles dictatures du prolétariat et transitions au socialisme... Il ne fallut pas attendre longtemps pour qu'un secteur de la Quatrième Internationale (sa majorité européenne) approfondisse l'orientation d'adaptation au stalinisme, au point de préconiser une forme d'alliance avec les partis staliniens et un entrisme «de type spécial» en leur sein. La grande scission de 1952-53, dont les effets ne purent jamais être inversés, en fut une résultante, en combinaison avec d'autres problèmes. Le même type d'orientation opportuniste fut développé, sous différentes formes, lorsque des directions formées ou intégrées dans le moule stalinien (Tito, Mao Ze Dong, Hô Chi Minh, Fidel Castro...) prirent le pouvoir dans le cadre de processus révolutionnaires anti-impérialistes et anticapitalistes, mais non prolétariens ni socialistes. Et le dernier coup fut asséné en 1989-91 aux trotskystes qui s'attendaient à ce que les mobilisations antibureaucratiques débouchent sur la

mythique «révolution politique»...

L'IMPORTANCE PRATIQUE

DE CETTE DISCUSSION

Faut-il le préciser, tous ces problèmes ne relèvent pas d'un «débat d'historiens tourné vers le passé». N'en déplaise à ceux, malheureusement encore très nombreux, qui s'obstinent à refuser de penser (22), il s'agit bien au contraire d'une tâche politique qui conditionne l'intervention, actuelle et à venir. Qu'est-ce qui définit un Etat «prolétarien», autrement dit, quelles sont les conditions de la transition au socialisme, et par conséquent, puisque le socialisme est notre but, comment cela se traduit-il dans notre projet, dans les positions et propositions politiques et d'organisation que nous défendons quotidiennement auprès des travailleurs et des opprimés ? Après le stalinisme, ces questions sont au cœur de toute stratégie visant à réorganiser, reconstruire ou développer une alternative marxiste révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale. Le point de départ indispensable me semble être de reconnaître, sur la base du bilan du siècle écoulé, que la révolution socialiste ne peut être qu'un processus pleinement conscient, mené et assumé librement par la majorité des travailleurs. En un mot, que la devise marxiste tant utilisée et tant galvaudée, «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», doit être prise au pied de la lettre. L'histoire a dramatiquement démontré que si tel n'est pas ou n'est plus le cas, des formations sociales non capitalistes peuvent générer de nouvelles formes d'oppression, d'exploitation et d'aliénation, qui d'une part s'élè-

vent comme de formidables obstacles au combat pour le socialisme, et d'autre part tendent inévitablement à ramener à l'exploitation capitaliste.

Cela implique de défendre en permanence la démocratie (et donc le pluralisme politique), non comme un « plus » éventuellement souhaitable mais comme une condition sine qua non, et en particulier, à mille lieues de toute idéalisation de la démocratie bourgeoise, la démocratie la plus directe possible (à travers des organismes tels que les soviets, les conseils, les communes ou tout autre nom qu'ils acquerront), qui seule permet de conjurer les périls indissociables de la délégation permanente de pouvoirs et de l'absence de contrôle. De ce point de vue, il est clair que la critique portée par Rosa Luxemburg à l'encontre de Lénine et de Trotsky était pertinente, au-delà même de ce que son auteur pouvait imaginer à l'époque.

Il est tout aussi indispensable de promouvoir dès à présent et à tout instant l'auto-organisation des travailleurs et des opprimés. Différent de la démocratie, ce concept lui est complémentaire, et implique un processus d'appropriation effective du politique par ceux qui sont les sujets de la révolution. Les réflexions de Khristian Rakovski (à propos des différenciations fonctionnelles au sein de la classe des travailleurs, qui tendent par la suite à devenir sociales) comme celles de Castoriadis (quant à la nécessité de tendre à dépasser l'opposition entre gestionnaires et exécutants, entre dirigeants et dirigés), parmi d'autres, devraient être intégrées à notre réflexion et projetées en terme d'orientations programmatiques. Par delà l'entrelacs des fac-

teurs et causes historiques et conjoncturels, la dégénérescence de l'URSS puis l'extension des systèmes bureaucratiques-staliniens pose en effet un problème spécifique redoutable (et d'un certain point de vue, une interrogation historique) : celui de la bureaucratisation du mouvement ouvrier (et donc de sa capacité effective à accomplir la révolution socialiste). Les expériences menées dans une série de nouvelles organisations syndicales et associatives, qui tentent de se doter d'un nouveau type de fonctionnement et de garde-fous contre la bureaucratisation, renvoient dès à présent à cette même question.

L'expérience de l'URSS et des autres Etats bureaucratiques nous enseigne aussi que sans un processus de socialisation, c'est-à-dire de développement de la gestion et de l'appropriation directe par les travailleurs et les opprimés de tous les aspects de la vie économique, sociale et politique, depuis l'entreprise jusqu'à l'échelon gouvernemental, la dynamique propre de l'Etat fait que ce dernier peut assez aisément dégénérer et se retourner contre la révolution. S'il semble acquis qu'un minimum d'Etat est indispensable après le renversement du pouvoir bourgeois, l'orientation préconisée avant Octobre 1917 par Lénine, du « dépérissement » immédiat de « l'Etat prolétarien », doit également être prise au pied de la lettre si l'on veut que le processus révolutionnaire se développe dans une perspective d'émancipation.

Enfin, si l'on considère (comme c'est mon cas) qu'une (ou plusieurs) organisation politique révolutionnaire est indispensable du fait de l'existence au sein de la classe des travailleurs de niveaux de conscience extrêmement diffé-

rents, que seule l'organisation « d'avant-garde » peut tirer vers le haut et tendre à unifier, il ne demeure pas moins nécessaire d'enterrer dans les poubelles de l'histoire le modèle failli du parti-guide, qui « oriente » et « dirige » les travailleurs en les consultant éventuellement de temps à autre. Le rôle d'un parti marxiste révolutionnaire digne de ce nom ne peut, à l'inverse, qu'être d'aider la classe des travailleurs à s'auto-déterminer et à s'orienter elle-même dans un sens socialiste. Cela implique un type d'organisation et de fonctionnement différent à bien des égards de ce que le mouvement trotskyste a produit pendant des décennies.

Notes

(1) Cet article se veut synthétique tout en posant ce qui constitue à mon avis l'essentiel des problèmes. Beaucoup des thèmes abordés sont développés, parfois sous des angles différents, souvent de façon plus complète et documentée, dans deux textes écrits pour la revue et le courant international Cours Nouveau : « Retour sur la Quatrième Internationale, l'URSS et le stalinisme » (numéro 1, janvier 1999) et « Eléments pour un bilan de la LIT et du morénisme » (Cahiers de Cours Nouveau, mai 2000).

(2) La lutte de classes sous la Première République (1793-1797), réédition NRF-Gallimard, 1968, tome 2, pages 437-439.

(3) Comme c'est le cas de la révolution russe elle-même, dont les déformations et le processus initial de dégénérescence ont engendré la contre-révolution bureaucratique. Ces questions ont été traitées dans des articles des numéros 6 et 7 de Carré Rouge : « Redécouvrir les enseignements

de la révolution d'Octobre (auto-organisation, parti, bureaucratie)» et «Le livre noir du communisme, une opération préventive de guerre idéologique.»

(4) Lire les position d'Arendt sur le stalinisme, Carré Rouge n° 13.

(5) Déclarations de Hilary Minc, ministre polonais du commerce et de l'industrie, en août 1947. Cité par François Fejtö dans son Histoire des démocraties populaires, Seuil, réédition de 1979, tome 1, page 158.

(6) La révolution trahie, Editions de Minuit, 1974, page 88. Trotsky ne faisait pourtant que parler ici de «rétribution du travail», en comparant les chiffres du salaire ouvrier moyen et ceux des salaires versés aux ouvriers «stakhanovistes». La réalité du «travail» des membres de la bureaucratie, du moins d'un travail productif, est quant à elle pour le moins discutable.

(7) «Les rapports de production en Russie», Socialisme ou barbarie n° 2, mai 1949. Cette étude, ainsi que les autres textes écrits sur ces thèmes par Castoradis à l'époque de S ou B, ont été republiés récemment dans La société bureaucratique, Christian Bourgois Editeur, 1990 (voir ici pages 199 à 202).

(8) Idem, pages 181-182.

(9) Voir l'article cité de Carré Rouge n° 6.

(10) Et maintenant ? (Lettre au VI° Congrès de l'Internationale communiste), 12 juillet 1928, Œuvres 2ème série, tome II, page 94.

(11) «L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme», Œuvres, tome 5, pages 72-73.

(12) Writings (1930-31), Pathfinder Press, New York, 1976.

(13) Max Shachtman, Deutscher' Stalin, in The Fate of the Russian Revolution, Lost Texts of Critical Marxism, pages 524-525, Londres, 1998. Ce recueil édité par Sean Matgamna et l'AWL britannique présente une sélection des principaux textes programmatiques du courant «shachtmaniste» dans les années quarante.

(14) Et maintenant ?, op. cit., page 101.

(15) Deutschers' Stalin, op. cit., page 525.

(16) Voir notamment le texte déjà cité, L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme.

(17) Œuvres, tome 22.

(18) «Questions du travail russe, lettre du 17 février 1939», Œuvres, tome 20, page 135.

(19) «Une opposition petite-bourgeoise

dans le SWP», Œuvres, tome 22, pages 213-214.

(20) The Fate..., op. cit., page 266.

(21) Idem, page 357.

(22) L'un des meilleurs exemples français en est donné par Lutte Ouvrière, qui a consacré un article du numéro d'avril 2000 de sa revue Lutte de Classe à dresser un acte d'accusation de la LCR (pour «rupture morale avec le communisme, avec le trotskysme») parce qu'elle a engagé dans sa presse une réflexion sur ces questions de fond.

La discussion sur le stalinisme ouverte dans Carré Rouge a suscité de nombreuses réactions et des premières contributions écrites, y compris de lecteurs qui ne peuvent pas participer physiquement à la réflexion collective qui se mène autour de la revue. Nous avons reçu l'article suivant de Bruno Guigue. L'auteur est philosophe et historien ; il vit et travaille à la Réunion.

Lénine, fondateur du totalitarisme ?

Examen des principales questions

S'il est loin d'être innocent, le procès en totalitarisme fréquemment intenté à Lénine exige que les principaux éléments soient examinés avec soin. Pourquoi les bolcheviks à peine arrivés au pouvoir, en 1917, ont-ils créé un appareil répressif symbolisé par la fameuse Tcheka ? Pourquoi ont-ils procédé à la dissolution de l'Assemblée constituante ? Comment ont-ils été entraînés sur la pente d'une désastreuse guerre civile ? Par quel processus ce sanglant affrontement a-t-il créé les conditions d'une dégénérescence de la révolution qui culmina, comme on le sait, dans l'avènement de la terreur stalinienne ? Formuler ces questions, tenter d'y répondre en scrutant le repli du présent sur le passé, en soulignant ce qui échappe à la volonté des acteurs, est une entreprise qui ne relève pas de la pure investigation historique. Elle requiert, en s'affranchissant de toute illusion rétrospective, de résis-

ter à la tentation d'un jugement sans nuances dans un sens comme dans l'autre. Elle suppose qu'on comprenne l'importance d'identifier, dans le communisme, les ruptures successives qui forment la trame de son histoire.

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Considérons, d'emblée, l'événement crucial que fut la dissolution de l'Assemblée constituante, dont Rosa Luxembourg dira qu'elle marque un «point de non-retour» dans la suppression de toute démocratie en Russie soviétique. Les bolcheviks y étaient en minorité : 168 sièges pour dix millions de voix (23,9 % des suffrages), soit un score honorable pour un parti dont les responsables, six mois auparavant, étaient en prison ou dans la clandestinité. Le groupe

de loin le plus important, toutefois, demeure celui des socialistes-révolutionnaires, plébiscités par le vote paysan, qui disposent de 380 sièges. A première vue, l'explication de l'événement semble s'imposer d'elle-même : minoritaires au sein d'une assemblée librement élue, les bolcheviks ont préféré la disperser plutôt que de laisser le pouvoir leur échapper au profit de leurs adversaires.(1) Une telle interprétation, néanmoins, donne lieu à un faisceau d'interrogations. Si les bolcheviks avaient une si piètre idée de la démocratie représentative, s'ils déniaient toute légitimité à l'opération du suffrage, pourquoi avoir organisé ces élections ? Pourquoi avoir pris le risque de voir leurs adversaires, battus en octobre, resurgir de l'ombre dans laquelle l'insurrection victorieuse les avait relégués ? En outre, force est d'admettre que les bolcheviks furent les seuls à honorer la promesse des vainqueurs de Février. Indéfiniment reportée par les coalitions successives depuis la chute du tsarisme, la convocation de la Constituante n'advint qu'en janvier 1918, c'est-à-dire au lendemain de la victoire bolchevique. Mais cela, objectera-t-on, ne nous éclaire pas encore sur les motifs qui ont poussé les bolcheviks à la dissoudre aussitôt après l'avoir convoquée : que Lénine ait dû concéder l'organisation d'un scrutin démocratique n'ôte rien à la brutalité avec laquelle il a prononcé l'annulation de son résultat. L'examen des circonstances de l'événement, toutefois, permet d'en dévoiler le sens. Car il n'est pas indifférent que la dispersion de l'Assemblée ait été l'œuvre d'un détachement ouvrier dirigé par un matelot anarchiste, ni qu'elle survint à la suite des proclamations provocatrices de la majorité parlementaire. En déclarant que l'As-

semblée est le dépositaire légal de la terre russe, en contestant la légitimité du pouvoir soviétique, en s'obstinant à réclamer la démission de Lénine et Trotski, cette majorité avouait qu'elle était en retrait sur le IIème congrès des soviets. C'est au prix d'une funeste illusion que l'Assemblée se prévalut d'une majorité circonstancielle pour dénier rétrospectivement toute légitimité aux conquêtes d'Octobre. La terre ? Elle est déjà aux mains des paysans et le décret bolchevique a donné à cette occupation spontanée une consécration légale. Le pouvoir ? Il a été arraché par les soviets au gouvernement provisoire et ils n'entendent pas le lâcher au profit d'une assemblée de revenants. La démission exigée avec obstination de Lénine et Trotski ? Une telle intransigeance de la part de l'opposition rendait impossible le moindre compromis et excluait la perspective d'une coalition, pourtant proposée par Kaménev au lendemain d'Octobre.

Ainsi, en s'attribuant une légitimité que ses proclamations contribuaient simultanément à dissoudre, la Constituante n'a pas seulement manifesté son impuissance politique. Elle s'exposait délibérément à un conflit avec les masses révolutionnaires dont l'issue ne laissait aucun doute. L'ironie du sort a voulu qu'elle fût dispersée par sa propre «garde prolétarienne», mais d'autres se fussent volontiers chargés d'une telle besogne. Il suffisait que son attitude éveillât le soupçon d'un recul dans le processus révolutionnaire pour susciter la colère du peuple. En somme, la dissolution de l'Assemblée constituante réédite le «coup de force» d'Octobre : aux prises avec une légitimité acquise par le suffrage, les bolcheviks en opposent une autre, laquelle résulte aussi d'une opération

électorale mais jouit du double privilège de son antériorité et de sa nature de classe : la légitimité soviétique. Accomplie par un détachement prolétarien, la dispersion de l'Assemblée est décidée par l'Exécutif des soviets, organe délibérant de l'Etat depuis octobre 1917. Et c'est en vertu de la légitimité acquise au IIème congrès qu'est prise cette décision, dans laquelle bolcheviks et SR de gauche mêlent une fois encore leurs suffrages.

A restituer l'histoire de l'Assemblée constituante, à décrire les circonstances de sa dissolution, on mesure l'ampleur du travestissement opéré par l'historiographie dominante. La dispersion d'une assemblée librement élue fait alors figure d'événement fondateur du totalitarisme ; et sa dénonciation fournit la trame d'un discours sur la volonté de domination inhérente au bolchevisme. Qu'une telle interprétation ne va pas de soi, c'est ce que montre l'histoire des relations entre le parti bolchevique et ses rivaux socialistes au lendemain de la révolution. Car à la notable exception des SR de gauche, ces formations politiques opposent une fin de non-recevoir aux propositions d'alliance formulées par les bolcheviks dès la première réunion de la Constituante. Alliés de Lénine durant l'insurrection, représentés au gouvernement après Octobre, les SR de gauche, en revanche, font partie de la majorité soviétique. Exclue par la direction de leur parti, ils ont constitué une formation indépendante, qui bénéficie d'une forte représentation jusqu'au V^e congrès des soviets. Depuis l'insurrection d'Octobre jusqu'au début de la guerre civile, leur presse paraît avec une liberté dont elle fait largement usage. Instaurée par la révolution, la démocratie soviétique fait ainsi place à l'expression du pluralis-

me, tolère la liberté de la presse et admet en son sein un débat politique dont témoignent les âpres discussions entre révolutionnaires.

LA GUERRE CIVILE

LIQUIDE LA DÉMOCRATIE

Or, cette démocratie prolétarienne instaurée par les bolcheviks, le sort en fut dramatiquement scellé par la guerre civile. La concentration du pouvoir entre les mains du parti constitua son résultat politique le plus tangible. Avec la guerre civile, on vit l'insurrection des SR de gauche et la répression gouvernementale, en août 1918, liquider les derniers vestiges du multipartisme. On vit les interventions étrangères et la révolte des généraux blancs mettre la Russie soviétique au bord de l'effondrement ; l'exercice des libertés civiles, alors, impitoyablement subordonné aux nécessités de la lutte ; la peine de mort abolie en octobre rétablie et la Tcheka frapper sans pitié les ennemis de la Révolution ; le parti, véritable ossature du régime, exercer le pouvoir effectif par le truchement des soviets ; le régime contraint de recourir à d'anciens officiers tsaristes pour venir à bout de l'agression intérieure et extérieure ; l'Armée rouge victorieuse de ses adversaires, enfin, après trente mois d'un affrontement au terme duquel les communistes héritent d'un pays dévasté.

La responsabilité des mesures d'exception que réclamait la dureté des temps, Lénine l'a pleinement assumée : la répression exercée par la Tcheka, comme les restrictions apportées à la liberté de la presse. Mais encore faut-il observer que la terreur rouge ne fit que répliquer à la terreur blanche, infiniment plus meurtrière ; que les camps d'internement ouverts durant le conflit furent fermés dès

1922, bien loin de préfigurer le goulag. Et il est significatif que la courbe de la répression ait accompagné, tout à la fois, la courbe de l'ingérence étrangère et celle du terrorisme anti-bolchevique ; qu'organisée au lendemain d'Octobre, la Tcheka n'ait commencé à frapper qu'en mars 1918, au moment de l'offensive allemande ; que la répression ait pris son essor à partir de juillet, lorsque les SR insurgés assassinent Volodarski à Moscou et les Alliés débarquent dans le Nord ; qu'elle ait battu son plein avec la série d'attentats qui frappent les dirigeants bolcheviques (Ouritski tué, Lénine grièvement blessé le 30 août 1918).

C'est dans ce contexte que Lénine, s'adressant aux ouvriers américains, formule un plaidoyer pour la violence révolutionnaire qui laisse deviner une sombre résignation à la cruauté de l'époque : « Nos fautes ne nous font pas peur. Les hommes ne sont pas devenus des saints du fait que la révolution a commencé. Les classes laborieuses opprimées, abêties, maintenues de force dans l'état de la misère, de l'ignorance, de la barbarie, pendant des siècles, ne peuvent accomplir la révolution sans commettre d'erreurs. On ne peut enfermer dans un cercueil le cadavre de la société bourgeoise et l'enterrer. Le capitalisme abattu pourrit, se décompose parmi nous, infestant l'air de ses miasmes, empoisonnant notre vie : ce qui est ancien, pourri, mort s'accroche par des milliers de fils et de liens à tout ce qui est nouveau, frais, vivant. » (2)

Reste qu'au soir de sa vie, à l'instant où déclinent ses forces irrévocablement, Lénine considère l'œuvre à laquelle il a lié son destin avec un profond sentiment d'amertume. Car le spectacle d'une Russie désolée, d'un peuple en proie à la famine au

sortir de sept ans de guerre, est loin d'inspirer l'enthousiasme grâce auquel se bâtissent des lendemains qui chantent. La guerre civile russe ? Trois années d'affrontement meurtrier qui, s'ajoutant au désastre de la guerre impérialiste, plonge la Russie dans un abîme de désolation. Plusieurs millions de morts : tués au combat, victimes de la terreur ou de l'effroyable famine qui sévit jusqu'en 1921 ; une industrie démantelée, dont l'indice de production est ramené à celui de l'époque de Pierre le Grand, au XVII^e siècle ; des campagnes où les paysans vivent en autarcie, à l'écart d'une économie marchande dont la disparition condamne les villes à la disette. Au cœur de ce naufrage où paraît sombrer le pays tout entier, un seul vaisseau émerge encore : l'appareil du parti. Comme suspendue dans le vide, la dictature bolchevique s'exerce en apesanteur ; elle déploie ses effets à distance d'une société dont les forces vives ne lui manifestent qu'indifférence ou hostilité. Principale bénéficiaire de la révolution d'Octobre, la paysannerie assouvit sa faim de terre. Rassérénée par la « nouvelle politique économique », la petite bourgeoisie profite de la liberté retrouvée du commerce. Anéantie par la guerre civile ou absorbée par l'appareil d'Etat, la classe ouvrière a quasiment disparu du paysage. Une dictature du prolétariat sans prolétariat ; un socialisme qui se résume à la gestion de la pénurie ; une révolution internationale qui se dérobe de jour en jour : telle est la situation de la Russie à l'issue de la guerre civile.

CAPITALISME D'ETAT ?

Quelle était, dans un tel contexte, la signification de la révolution bolchevique ? Sur quelle structure écono-

mique bâtir un véritable Etat prolétarien ? Comment empêcher la dégénérescence du pouvoir et préserver l'intégrité morale du Parti ? Comment conjurer le péril bureaucratique, enfin, dans un pays aussi arriéré que la Russie ? Autant d'interrogations que Lénine affronte résolument dans les dernières années de sa vie. Autant d'incertitudes auxquelles il fait face avec une lucidité qui lui donne la force, en dépit du mal qui le ronge, d'essayer d'infléchir le cours des choses. Bien contradictoires, cependant, paraissent les réponses qu'il tente de leur apporter. La NEP ? Dictée par la nécessité, sans aucun doute, de rétablir les circuits économiques anéantis par la guerre civile, de restaurer les conditions de la production agricole et d'inciter les paysans à vendre l'excédent nécessaire à l'approvisionnement des villes. Il n'en reste pas moins qu'elle fait peser sur la révolution en cours la menace d'une restauration du capitalisme. Et si la NEP consiste à injecter à l'Etat prolétarien une dose de marché, cette injection pourrait à la longue se révéler mortelle. Mais que dire, a fortiori, de ce « capitalisme d'Etat » aux vertus duquel Lénine tente de convertir ses camarades en ces années d'incertitude ? Assurément, un tel mot d'ordre traduit l'attrait exercé par une étatisation de l'économie dont l'Allemagne combattante a fourni le modèle durant la Grande Guerre. Cette nouvelle formule, en outre, Lénine l'invente pour désigner la période traversée par la Russie d'un terme qui dissipe toute illusion sur son caractère socialiste. Comment nommer, en effet, un Etat qui se dit prolétarien, repose sur la dictature d'un parti au sein duquel la classe ouvrière est minoritaire, nationalise les banques, les transports et la grande industrie, mais confie au sec-

teur privé l'agriculture, le commerce et l'artisanat ?

La formule selon laquelle « l'Etat prolétarien doit faire bloc avec le capitalisme d'Etat contre l'anarchie petite-bourgeoise », à son tour, n'est-elle pas contradictoire avec l'impératif de l'alliance entre les ouvriers et les paysans ? L'arriération de la Russie la prédestine-t-elle à cette forme inédite de capitalisme dans laquelle l'Etat prend la direction de l'économie pour lui imposer l'acquisition de techniques étrangères et la soumettre aux exigences de la planification ? Ou, mieux encore, l'adoption du capitalisme d'Etat d'inspiration germanique suggère-t-elle qu'un compromis avec l'Occident bourgeois reste possible sur le terrain de la coopération économique ? Ainsi, le plus remarquable est que Lénine ait été sensible, dès 1921, aux avantages de l'industrialisation planifiée (futur ingrédient, en d'autres circonstances, des plans quinquennaux staliniens) tout en proclamant les vertus d'une libéralisation de l'économie indispensable au rétablissement des échanges ; qu'il ait répugné, en dépit de l'idéologie officielle, à qualifier de socialiste le régime issu de la guerre civile ; qu'il ait considéré la NEP comme une trêve exigée par l'instinct de survie mais loin de donner ses traits définitifs à la société soviétique ; qu'il ait hésité, en somme, à inscrire l'expérience en cours au répertoire traditionnel de la théorie révolutionnaire.

UN PROLÉTARIAT

ENTRE GUILLEMETS

Car du début de l'année 1921 à mars 1923 (date à laquelle, à nouveau frappé par la maladie, il cesse toute activité politique jusqu'à la fin de ses jours) Lénine est aux prises avec une

situation d'autant plus dramatique qu'elle contrecarre la visée fondamentale du bolchevisme. En voyant s'évanouir l'espoir d'une révolution européenne, l'isolement de la Russie inflige un cuisant démenti aux perspectives internationales ouvertes par l'insurrection d'Octobre. Du coup, cet échec renvoie les bolcheviks au douloureux présent russe. En leur ôtant le soutien tant espéré du prolétariat mondial, il les prive tout à la fois d'un avenir et d'un ailleurs. Le parti bolchevique n'est plus l'étincelle d'une hypothétique révolution internationale, mais l'héritier infortuné d'un peuple en proie à la famine. Qu'en est-il du parti, au juste, après trente mois de guerre civile ? Indéniablement, sa physionomie a été bouleversée, ses liens avec le prolétariat distendus, son fonctionnement perverti. Si Lénine place tous ses espoirs, en ces années tragiques, dans la régénération du parti, c'est bien parce qu'il a conscience, tout à la fois, des dangers qui le minent de l'intérieur et de son exceptionnelle capacité d'initiative. Celle-ci, toutefois, n'est-elle pas illusoire au lendemain de la guerre civile ? Et ne prit-elle pas ensuite une forme, avec le stalinisme, dont Lénine eût condamné les excès ? « La bourgeoisie, dit-il, comprend bien qu'en réalité "les forces de la classe ouvrière" (3) consistent à présent dans la puissante avant-garde de cette classe, le parti communiste russe. » Etrange aveu, en vérité, où l'on prête à ses adversaires le don de nommer les choses comme elles sont... Et l'idée que le parti constitue « la plus solide racine de la dictature », avancée par Lénine un peu plus tard, n'est-elle pas tout aussi absurde en regard du projet d'émancipation révolutionnaire ?

Un prolétariat entre guillemets au-

quel se substitue peu à peu l'appareil du parti, telle est donc la situation politique créée par la guerre civile. Car celle-ci n'a pas seulement anéanti la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments ont été tués au combat ou absorbés par l'appareil administratif. Elle n'a pas seulement désorganisé la production industrielle et dispersé les travailleurs dans les campagnes. La guerre civile a profondément affecté la physionomie du parti et altéré son mode de fonctionnement. «L'immense majorité des membres du parti ne sont pas encore assez éduqués politiquement pour qu'on ait une direction effectivement prolétarienne en un moment aussi difficile», constate Lénine avec amertume. Plus grave encore : l'état d'urgence imposé au pays, la tension extrême liée à la défense de la révolution, la menace permanente que font peser l'intervention étrangère et les offensives blanches, ont exigé une mobilisation constante et une discipline totale. Il fallut procéder à des mutations, organiser des transferts de personnel d'un front à l'autre, bref diriger le parti comme une armée en s'affranchissant des règles démocratiques. Comme le relève Moshé Lewin : «Aucun procédé démocratique n'aurait permis ces solutions, seuls des procédés autoritaires : ordres, nominations, déplacements d'office les rendaient possibles. Ces méthodes nullement prévues par la théorie ou par les statuts, mais pratiquées pendant trois ans, sont devenues une réalité de la vie du parti.»

LE PÉRIL

BUREAUCRATIQUE

L'empreinte de la guerre civile, on le voit, réside d'abord dans cette militarisation du pouvoir qu'encourage au même moment la disparition des or-

ganes de la démocratie prolétarienne. Car, de l'aveu de Lénine, «les soviets qui étaient par nature des organes de gouvernement par les travailleurs, sont devenus des organes de gouvernement pour les travailleurs par la couche la plus avancée du prolétariat, mais non par les masses laborieuses.» Et à l'instar des comités d'usine, création spontanée de la classe ouvrière, le contrôle ouvrier lui aussi, proclamé par la révolution d'Octobre, se voit absorbé par l'administration centralisée des syndicats. En somme, la concentration du pouvoir au profit de l'appareil reproduit au sein du parti, à la faveur du «communisme de guerre», le processus de militarisation induit par la défense révolutionnaire. Mais comment expliquer, dès lors, que la dérive autoritaire inaugurée par la guerre civile n'ait point cessé avec la fin des combats ? Outre la force des habitudes et la résistance de l'appareil, ne faut-il y voir, également, l'effet d'une substitution du parti au prolétariat dont Lénine a fourni la justification à maintes reprises ? L'interdiction des fractions au sein du parti, votée par le X^e congrès au moment de la répression de Kronstadt, n'est-ce point l'œuvre de Lénine, soutenu en la circonstance par celui qui se fera plus tard le chantre de la démocratie soviétique, Trotski ? Sans aucun doute, l'attitude politique des dirigeants bolcheviques restera déterminée jusqu'au bout par une croyance aveugle en la régénération du parti, véritable planche de salut, à leurs yeux, d'une révolution à la dérive. Et Lénine lui-même ne s'en départira jamais, même quand ses inquiétudes, au soir de sa vie, prendront une dimension tragique devant l'inéluctabilité d'un destin qui lui échappe.

Reste qu'en dépit de ses illusions, il

offre l'image d'un dirigeant révolutionnaire qui lutte désespérément contre la dégénérescence de l'Etat auquel il a donné naissance. «Qu'est-ce qui manque donc ? s'exclame-t-il en 1922. C'est fort clair, ce qui manque aux dirigeants communistes, c'est la culture. Prenons le cas de Moscou : quatre mille sept cents communistes responsables et une énorme masse de bureaucrates. Qui mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent, je crois qu'on peut dire qu'ils sont menés.» La menace qui plane sur la révolution, Lénine l'identifie, de façon significative, à un ennemi intérieur dont la puissance néfaste s'accroît avec l'ascension de l'appareil : le «bureaucratisme». Mais, victime d'une illusion d'optique, il en attribue l'origine au poids du passé. Dans cette masse de bureaucrates qui parasitent l'Etat des soviets, il voit autant de tchinovniki, de ces fonctionnaires tsaristes qui ont rallié le régime après avoir espéré se soustraire à son autorité. Et il demeure longtemps aveugle à l'extrême nouveauté d'un phénomène dont Trotski donnera une explication beaucoup plus convaincante : «La démobilisation d'une Armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie soviétique un rôle considérable. Les gradés victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile.» (4) Ainsi le parti offre-t-il un terrain privilégié à l'expansion de la bureaucratie, indépendamment du poids social des fonctionnaires tsaristes. Et s'il prête son concours à la formation de cette nouvelle couche sociale, c'est précisément parce qu'il

détient le monopole du pouvoir. Ce n'est pas une des moindres contradictions de Lénine, dès lors, que cette volonté de renforcer coûte que coûte la cohésion du parti à l'instant où celui-ci, en étendant son emprise sur la société, conforte la position de la bureaucratie. Et il faut admettre que l'interdiction des fractions contribuera, en organisant l'auto-épuration du parti, à liquider les vestiges de la démocratie.

LE DERNIER COMBAT

DE LÉNINE

Et pourtant, comment ne pas voir, en même temps, l'acharnement déployé jusqu'à la fin par un Lénine que ronge la maladie ? Son énergie déclinante, il l'emploie à traquer le bureaucratisme rampant qui gangrène l'Etat des soviets, à fulminer contre la résurgence du « chauvinisme grand-russien », à tenter de réduire l'influence de celui qui réunit en sa personne les tares du régime bureaucratique, Staline. Moshé Lewin a restitué, dans *Le dernier combat de Lénine*, l'histoire de cet ultime effort, de cette lutte désespérée contre la dégénérescence de la révolution. Il nous montre un Lénine que sa déchéance physique place dans la dépendance du bureau politique et de son secrétaire général. Un Lénine qui n'hésite pas, alors, à faire « bloc » avec Trotski pour défendre obstinément les acquis de la révolution. Un Lénine qui récuse obstinément le projet de « constitution de l'Union soviétique » élaboré par Staline, décidément trop favorable au centralisme « grand-russien ». Un Lénine que révolte la violence avec laquelle Ordjonikidzé, l'émissaire spécial de Staline en Transcaucasie, traite les communistes géorgiens. Un Lénine qui incite ses camarades à redoubler

de vigilance contre le bureaucratisme, et les met en garde contre la tentation d'une désastreuse fuite en avant. Dans son ultime message au parti, il dresse un réquisitoire implacable contre les tares du régime. Ironisant sur la « culture prolétarienne », Lénine y déclare à l'emporte-pièce « qu'il suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures prébourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique et féodale. » Il incrimine la profonde arriération du pays et jette le soupçon sur un régime qui se dit « socialiste », alors qu'il n'atteint même pas le niveau de la culture bourgeoise. Il fustige « l'esprit de routine le plus moisi » qui paralyse le pouvoir des soviets et génère une « monstrueuse indécision devant les moindres changements ». Il déplore qu'une bureaucratie de la pire espèce exerce son influence non seulement sur « les administrations soviétiques », mais aussi sur « les organisations du Parti ». Il avoue enfin, dans un suprême élan de lucidité, que « nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques. » (5)

Bien énigmatique, cependant, demeure cette dernière formule : les « prémisses » d'un régime socialiste peuvent donc exister avant l'édification d'une structure économique adéquate ? Ces « prémisses » sont politiques, supposons-nous, en ce qu'elles tiennent à la dévolution du pouvoir, dont on présume alors qu'il est exercé par les soviets. Mais n'a-t-on pas vu précédemment qu'il reposait en réalité entre les mains du parti, c'est-à-dire de son appareil ? A repérer de telles contradictions, l'on mesure en tout cas la complexité du dernier message que Lénine a délégué à l'opinion russe et internationa-

le. Car pour irrésistibles qu'ils paraissent, les progrès de la bureaucratiation ne dissipent pas pour autant, chez lui, l'espoir d'un sursaut prolétarien. Pas plus que l'échec de la révolution européenne ne bouleverse, à ses yeux, les données d'un rapport de force qui excède en définitive le théâtre occidental. Tout dépendra, en dernier ressort, de l'ampleur du répit qui sera accordé à la Russie des soviets. « Saurons-nous tenir, s'interroge-t-il, avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? » Et que faire en attendant ? Adopter cette règle, répond Lénine : « Mieux vaut moins, mais mieux. Mieux vaut dans deux ans ou trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de fournir un bon matériel humain. »

Lénine fondateur du totalitarisme ? Où a-t-on vu, en vérité, un dictateur « totalitaire » qui écrit à l'occasion de son dernier article : « Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts. » Ou encore : « voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette vaine agitation nous donnait une apparence de travail ; en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux. Il faut enfin que cela change. » On en conviendra : voilà qui est assez éloigné des odes au Chef suprême, des louanges au Guide génial et autres homélies staliniennes ! S'il est vrai que le totalita-

risme est inséparable d'une subversion des règles du langage, alors celui de Lénine se dérobe sans mal à cette définition. Mais il y a plus. La critique léniniste de la bureaucratie, on l'a vu, s'arc-boute à une dénonciation de l'héritage tsariste qui lui impute toutes les formes d'inertie qui paralysent l'Etat des soviets. A considérer le poids du passé, en effet, la déification du Maître absolu accomplie par le stalinisme n'est pas sans évoquer le spectre d'Ivan le Terrible, ni sans éveiller le souvenir d'une autocratie érigeant le souverain au dessus de ses sujets. D'autant qu'avec Staline, rien ne manque au tableau du despotisme classique : ni le suicide ou l'assassinat de l'épouse, ni la suppression de Kirov, le dangereux rival aimé du peuple, ni l'élimination de Iagoda, l'encombrant exécuteur des basses œuvres. La nouveauté réside plutôt dans le décor : le vacarme des hauts-fourneaux, les hymnes à l'industrialisation, le labeur des forçats de Sibérie, les odes au Guide suprême et au coryphée de la Science... La guerre civile, assurément, a provoqué ce repli du présent sur le passé grâce auquel le pouvoir le plus archaïque vint s'épanouir à l'ombre d'une idéologie qui se voulait l'incarnation de la modernité.

LE MORT SAISIT LE VIF

Qu'on ne mesure pas suffisamment cette pesanteur de la tradition autocratique russe, voilà ce qui nous est suggéré par la lecture des derniers écrits de Lénine. Celui-ci a-t-il conscience de la nature exacte du péril, pour autant, lorsqu'il ajoute à son «testament» une dernière pièce dans laquelle il juge Staline «trop brutal» et suggère de le déposer au profit d'un homme «plus patient, plus

loyal et plus attentionné envers les camarades» ? On en douterait volontiers. Mais il est troublant que Lénine ait adjoint ce post-scriptum à l'issue du violent conflit qui l'opposait à Staline sur la question géorgienne. A-t-il vu se profiler la silhouette d'un despote oriental derrière les méthodes coercitives du secrétaire général et le comportement de satrape de son émissaire ? Et simultanément, quand il les accuse d'avoir agi à l'égal de «ce chauvin grand-russien, essentiellement malfaisant et agressif qu'est le bureaucrate russe typique», ne reconnaît-il pas que l'élite du parti porte une écrasante responsabilité dans la résurgence de l'impérialisme ? Au reste, les deux propositions sont loin d'être inconciliables : les survivances du passé ont pris forme dans les hommes du présent, voilà la vérité. Et derrière la figure en apparence renouvelée de l'Autocrate, le mort saisit toujours le vif. Au crépuscule de son existence, Lénine n'a donc pas seulement scruté les démons du passé qui resurgirent à la faveur d'une nouvelle formation historique. Observant la renaissance de l'arrogance grand-russienne, il voit bien que l'Etat des soviets ne s'est pas contenté de recueillir l'héritage historique des Tsars. Une telle interprétation, au demeurant, il en fixe les limites en précisant que la bureaucratie s'est épanouie «dans les administrations du parti et les institutions soviétiques». Ce qu'il suggère de la sorte, c'est que le fléau n'a pas seulement pour origine le substrat social hérité du passé, mais aussi une couche nouvelle dont la révolution a favorisé l'essor. Dans l'appareil d'Etat qui se confond désormais avec celui du parti, il discerne un foyer nouveau à partir duquel s'épanouit une représentation inédite du pouvoir. Et, contre ce qui lui appa-

raît comme le germe d'une dégénérescence, il quête désespérément un antidote.

C'est pourquoi il découvre les vertus de la coopération paysanne, tant décrite avant Octobre comme la manifestation d'un esprit petit-bourgeois : n'est-elle pas, en effet, la seule solution alternative à une collectivisation forcée dont il pressent l'exorbitant coût humain ? C'est pourquoi, dans le même esprit, il tente de prémunir le parti contre les tentations d'une périlleuse fuite en avant. «Mieux vaut moins, mais mieux.» Assurément, le dernier message de Lénine vaut pour le futur. Il préfigure les termes d'un débat qui hantera le régime soviétique. Il prononce une condamnation anticipée et sans appel de la démesure stalinienne. Or cette démesure sans précédent, voit-on seulement à quel point elle bat en brèche les visées de Lénine ? Pour démontrer que ce dernier a fait le lit du totalitarisme, encore faut-il s'affranchir de la réalité historique en accreditant le dogmatisme stalinien. Comparons plutôt les deux langages. Staline déclare en 1934 : «Le dépérissement de l'Etat» se produira par «un renforcement maximum du pouvoir de l'Etat.» Lénine, lui, écrit en 1917 : «plus démocratique est l'Etat constitué par les ouvriers armés et qui» n'est plus un Etat au sens propre, «et plus vite commence à s'éteindre tout l'Etat». Peut-on concevoir opposition plus radicale ? Un Etat, d'un côté, dont l'affirmation de puissance atteint son zénith dans la fiction de son dépérissement et un Etat, de l'autre, appelé à dépérir en se dissolvant dans la démocratie prolétarienne.

LANGAGE

RÉVOLUTIONNAIRE,

LANGAGE TOTALITAIRE

Difficile, dès lors, de voir dans le langage de Lénine la préfiguration du discours totalitaire. Un exemple significatif ? Lorsqu'il veut justifier la NEP, à l'occasion de son ultime intervention devant l'Internationale communiste, celui qui est encore le chef de la Russie soviétique commence par dépeindre crûment la crise de 1921. «Les insurrections paysannes, dit-il, composaient le tableau général de la Russie... Les masses sentaient ce que nous ne pouvions pas formuler consciemment, mais que nous reconnûmes après un court espace de quelques semaines, à savoir que le passage direct à une forme économique purement socialiste, à la distribution purement socialiste des richesses était au-dessus de nos forces.» Or les crédits dont la Russie soviétique a besoin, l'étranger les lui refuse. Il faut donc battre en retraite, et Lénine n'hésite pas à le dire ouvertement : il faut fonder des sociétés mixtes où une fraction du capital appartiendra aux capitalistes privés de l'étranger. Pourquoi ce compromis ? Pourquoi cet écart avec la théorie ? Parce que, répond-il, «nous apprenons ainsi à faire le commerce et nous en avons bien besoin... Il n'y a pas de doute que nous avons commis une quantité énorme de sottises et que nous en commettrons encore. Personne ne saurait en juger mieux que moi. Si nos adversaires nous arrêtent pour nous dire : Lénine lui-même reconnaît que les bolcheviks ont commis une quantité énorme de sottises, je leur répondrai : oui, mais nos sottises sont d'une tout autre nature que les vôtres... Il faut, quant à nous, que nous apprenions à lire, à écrire, à comprendre ce que nous avons lu.»

«On a rarement vu, commente Mau-

rice Merleau-Ponty, un chef de gouvernement avouer avec cette franchise des soulèvements de masses, donner raison à ces soulèvements, fonder là-dessus une nouvelle politique, indiquer lui-même les risques d'échec, reconnaître ses erreurs, se mettre à l'école des masses, à l'école de l'étranger, à l'école des faits. On le voit, Lénine n'a pas peur de fournir des armes à la réaction. Il n'ignore pas l'usage qu'on peut faire de ses paroles. Il pense cependant que ce franc langage rapporte plus qu'il ne coûte, car il associe au gouvernement les gouvernés et, en lui donnant l'appui des masses dans le monde entier, il lui concilie ce qui pour un marxiste est le facteur principal de l'histoire.» (6) On chercherait en vain, dès lors, quelque connivence entre des politiques aussi irréconciliables. Le langage de Lénine est révolutionnaire, le langage de Staline, totalitaire. L'un dit les choses comme elles sont, même si elles heurtent le sens commun. L'autre nomme les choses par leur contraire, moyen éprouvé de s'assurer sa soumission. Mais cette subversion des codes du langage est inséparable d'un monstrueux renversement de la perspective révolutionnaire : là où Lénine préconise l'instauration d'un Etat qui commence à dépérir dès qu'il commence d'exister, Staline forge un Etat qui n'existe que par le mythe de son dépérissement, masque grotesque de son expansion indéfinie.

L'INVENTION DU CULTE

Lénine eut-il le pressentiment de son destin posthume au pays du socialisme ? On en douterait volontiers, tant le culte de la personnalité lui était étranger. Unanimement reconnue, son abnégation l'a prémuni contre la

tentation d'ériger sa personne au-dessus des masses auxquelles il vouait son existence. Lénine était possédé par la révolution, et non l'inverse. Et loin de servir sa volonté de puissance, la révolution incarnait à ses yeux la puissance de la volonté. Est-ce à dire qu'il réussit, pour autant, à juguler la formidable emprise d'un passé qui resurgit à la faveur de la réaction stalinienne ? Rien n'est moins sûr. S'il est transformé, dès le lendemain de sa disparition, en objet d'un nouveau culte païen, c'est contre son propre enseignement, à rebours de cette humilité révolutionnaire qu'il n'a cessé d'incarner, et malgré les protestations indignées de sa veuve. Aussi, ce meneur d'hommes peu enclin à l'introspection ne pensait sûrement pas à lui-même lorsqu'il écrivit, en exergue de L'Etat et la révolution, des lignes auxquelles la liturgie totalitaire instaurée après sa mort confère, toutefois, un caractère prémonitoire : «Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions... Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de consoler les classes opprimées et les mystifier, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit.» (7)

Evoquant les mésaventures d'un «marxisme» défiguré par les renégats de la II^e Internationale, l'analyse n'en contribue pas moins, on le voit, à éclairer le devenir du «léninisme». Car il est vrai que l'enterrement de la révolution, sous l'impulsion des épigones, a coïncidé avec l'instauration du culte du Chef. En voulant perpétuer le souvenir du fondateur, sa mo-

mification justifiait à l'avance la divinisation du successeur. Et comme une poupée russe, l'adoration de Staline vivant s'est emboîtée dans la vénération de Lénine post mortem. Orchestrée par les grands prêtres du marxisme-léninisme, cette renaissance de la religion d'Etat marque le coup d'envoi de la réaction totalitaire. Elle signale l'absolutisme d'une dictature qui cumule la maîtrise de la société et la connaissance de ses fins dernières. Si elle relie les vivants et les morts, c'est pour inscrire la domination à laquelle elle prétend dans une éternité imaginaire. En figeant l'image du fondateur, l'orthodoxie prête alors au dictateur infallible qui lui succède une mystérieuse omnipotence : celle d'un sphinx qui tire sa quiétude marmoréenne de la puissance tutélaire du mausolée. L'instauration du culte est donc indissociable de la division entre dominants et dominés dont le stalinisme représente une forme inédite. Et elle vise, à des fins de domination absolue, la production réglée d'un imaginaire collectif. C'est pourquoi le nouveau culte repose sur des rites, dont la répétition inlassable assure la diffusion des signes destinés à engendrer l'obéissance et organise une discipline qui fait jouer, en faveur de l'ordre, les associations de la mémoire. C'est pourquoi il se montre si prodigue en cérémonies, dont la solennité parfaitement réglée plie les corps aux gestes de la soumission et les esprits aux préceptes de l'orthodoxie. Processions rituelles devant le mausolée, statues à la gloire du fondateur et rites expiatoires pour les opposants sont autant de signes qui témoignent d'un détournement tyrannique du sens par une nouvelle cléricature.

REQUIEM POUR UN TESTAMENT

Aussi n'est-il guère surprenant que la liturgie stalinienne, à l'instant où elle inaugure le culte léniniste, procède à une amputation significative des textes sacrés. Opération de basse politique, l'occultation du testament de Lénine est l'indispensable supercherie, la mystification originelle qui fonde la nouvelle religion totalitaire. «Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est à dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux.» Publié sans délai, un tel jugement eût inmanquablement modifié le cours de l'histoire. En dissipant le mythe de la filiation bolchevique entre Lénine et son successeur, la diffusion de ce texte au sein du parti eût ruiné les fondements de la dictature stalinienne. Car la vertu de cette ultime parole, c'est qu'elle inscrit le stalinisme au registre des ambitions humaines tout en soulignant son incompatibilité avec l'éthique révolutionnaire. Et c'est son caractère prémonitoire qui lui donne aujourd'hui son incomparable valeur, alors même que son occultation, en son temps, l'a empêché d'influer sur le cours des événements. Mais en neutralisant l'effet du testament, son occultation a surtout privé la révolution d'une interrogation poignante sur sa signification et son

devenir. Elle a jeté le voile sur cette tragédie intérieure qui rongea le fondateur du bolchevisme jusque dans ses derniers moments. Ce que le bureau politique s'emploie à faire disparaître, c'est le terrible exemple d'une douloureuse lucidité, cette «blessure la plus rapprochée du soleil» qu'évoquait René Char. En embaumant Lénine, les épigones se débarrassent de l'encombrant souvenir de cette souffrance tout en accréditant la fiction d'un ultime consensus. Ils ne suppriment pas seulement la possibilité d'une contestation qui eût été susceptible de s'alimenter à sa source. Ce qu'ils relèguent dans l'oubli, c'est Lénine vivant, acharné à lutter contre la déchéance de la révolution, au profit d'un Lénine mort, dont le cadavre embaumé est le vestige d'une révolution défaite.

Assortie d'un culte qui plonge ses racines dans l'inconscient religieux, l'élimination du testament préside ainsi à l'usurpation de l'héritage révolutionnaire. Elle permet d'instaurer une continuité mythique là où l'histoire témoigne d'une rupture. Mensonge officiel par omission, elle brouille opportunément les cartes du jeu successoral et facilite la liquidation des concurrents. Pour usurper un héritage, rien ne vaut l'élimination des ayant-droit ; a fortiori s'ils y consentent, mi-victimes, mi-complices d'une usurpation qui finira par leur coûter la vie : c'est le Politburo unanime qui a décidé de garder le testament au secret, ces mêmes hommes que Staline enverra devant le peloton d'exécution. Lénine momifié, Trotski exilé, la «vieille garde bolchevique» exécutée : le stalinisme a fait place nette. Grand consolateur d'un prolétariat exsangue, il lui a offert en dévotion l'étrange momie d'un nouveau culte pharaonique. Et la mystification

a pu s'y déployer à la faveur d'une canonisation du fondateur qui marque, à sa façon, le repli du présent bolchevique sur le passé tsariste. «La tradition des peuples du passé, disait Karl Marx, pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants.»

Notes

(1) Au demeurant, le résultat du scrutin fut largement faussé par la présence simultanée, sur les mêmes listes, des SR de gauche alliés aux bolcheviks et des SR de droite opposés à l'insurrection d'Octobre.

(2) Cité par Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, Minuit, 1965, pp. 124-125.

(3) Cité par Moshé Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Minuit, 1978. Les guillemets sont de Lénine.

(4) Léon Trotski, *La révolution trahie*, Minuit, 1965, p. 63.

(5) *La Pravda*, 9 mars 1923.

(6) Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur, essai sur le problème communiste*, Gallimard, 1947.

(7) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Denoël-Gonthier, 1976, p. 7.

Jean-Philippe Divès place son article de discussion sur la nature du stalinisme sous le signe de la « crise d'alternative au capitalisme », c'est-à-dire de la « crise de la perspective socialiste qui résulte fondamentalement du traumatisme que le stalinisme a infligé au mouvement ouvrier. »

C'est sur cette perspective socialiste que réfléchit ici Charles-André Udry. Mais surtout sur l'urgence qu'il y a à se ressaisir d'une perspective de ce type, sans laquelle il n'est pas de critique possible du capitalisme.

Socialisme

1/ La désillusion a frappé une part très majoritaire des forces qui se définissent à gauche sur l'échiquier politique. Certes, cette posture de gauche revendiquée n'équivaut pas à une orientation théorique, politique et, encore moins, à une praxis anticapitalistes. Chez elles, la perspective du socialisme a disparu de l'horizon. Dès lors, la pratique quotidienne des militantes et militants dans les syndicats, les divers mouvements sociaux ainsi que les débats politiques tendent à être placés sous l'emprise d'une idéologie proposant une harmonisation possible des contradictions sociales à l'œuvre dans la société capitaliste, sous la condition d'une addition, plus ou moins grande, d'« équité sociale » et « d'assurances démocratiques ». Prenant à contre-pied « des militants de gauche qui, pour la grande majorité d'entre eux, se pensent toujours

de gauche », P. Bourdieu et L. Wacquant n'hésitent pas à démonter la logique de leur adoption et adaptation de/à la « novlangue » (exclusion, minorité, multiculturalisme, etc.). Ils indiquent que les inégalités sociales, etc. « résultent de politiques intérieures qui reflètent le basculement des rapports de classe en faveur des propriétaires du capital » (1). Bourdieu et Wacquant semblent mettre l'antagonisme Capital-Travail au centre. Preuve que la société a du sens, dans la mesure où elle est intelligible.

2/ Si la désillusion pour ces militants signifie la perte d'illusions (soit une interprétation erronée de l'objet de tous leurs désirs [passés] de changement) tant mieux. Si elle renvoie à une perte d'appréhension du possible (et donc du nécessaire) changement radical (à la racine) de l'organisation sociale

d'ensemble, cette désillusion signifie simplement qu'ils ajustent leurs pratiques et leurs ambitions à ce que le Capital et son Etat considèrent comme acceptable, et donc à tout ce que ce même Capital considère comme inacceptable: depuis une sécurité vraiment sociale jusqu'à la planification à long terme de l'usage des ressources naturelles.

Pour orner ce prétendu réalisme (qui est une gèneflexion devant le capitalisme réellement existant) ils peuvent faire montre d'un pessimisme raffiné sur la «situation du monde». En dernière instance, une telle attitude intellectuelle se rapproche de ce que Voltaire dénonçait dans sa préface au Désastre de Lisbonne (à l'occasion du tremblement de terre de 1755): «Le mot tout est bien, pris dans un sens absolu et sans l'espérance d'un avenir, n'est qu'une insulte aux douleurs de notre vie», à la «misère du monde» cernée par l'équipe de Pierre Bourdieu (2), à ces souffrances socialement «inutiles» provoquées par le capitalisme.

Hier et aujourd'hui, ils sont nombreux ceux qui, bien amarrés à droite ou flottant au centre-gauche (et même un peu plus à gauche), se complètent pour embrouiller encore plus l'encéphale des anciennes générations et brouiller la vue des nouvelles afin de les empêcher de voir en face l'histoire du socialisme, du communisme. Lewis Carrol a su mettre en lumière les artifices du langage dans De l'autre côté du miroir : «Quand j'emploie un mot, dit Humpty Dumpty d'un air méprisant, il signifie ce que j'ai décidé qu'il signifie, ni plus, ni moins. – La question qui se pose, dit Alice, est de savoir si vous pouvez faire exprimer aux mots des choses différentes. – La question est, dit Humpty Dumpty: qui est le maître? Un point c'est tout.»

Bourgeoisies et bureaucraties ont trouvé un terrain d'entente pour faire exprimer aux termes socialisme et communisme le contraire de ce qu'ils signifiaient chez leurs défenseurs. Léon Trotsky, dans l'Introduction (inachevée, car l'auteur fut frappé d'un coup mortel) de son Staline, écrivait : «Il y a des périodes dans lesquelles les contradictions sociales deviennent exceptionnellement vives, quand le mensonge s'élève alors au-dessus de la moyenne, quand le mensonge devient une caractéristique de l'intensité même des contradictions sociales.» (3)

3/ Le «mensonge déconcertant», comme le nommait Anton Ciliga, visait et vise à enterrer les idées des marxistes-révolutionnaires (aux réflexions vives et contrastées). En effet, celles-ci peuvent servir (comme d'ailleurs au début des années 1920) à comprendre: le sens d'une révolution (Octobre 1917) débouchant sur une contre-révolution, dramatique, et aussi ce non-sens de la «normalisation de l'être social» (O. Rühle), qui suscita pourtant l'admiration de penseurs éclairés, toujours attirés par ce pouvoir qui émerveillait en faisant entrer la contre-révolution dans les noms de la révolution.

Aujourd'hui, seuls les fantassins de la «démocratie du Capital», accompagnés des hallebardiers de la gauche rénovée et repentie, sont habilités à mentir deux fois : sur ce qu'était le socialisme (en fait, réellement inexistant et nommé de la sorte par antiphrase) et sur les raisons (en fait une seule : en dehors du capitalisme, ils n'envisagent pas de salut... pour eux !) pour lesquelles socialisme et communisme ne seraient que synonymes de ténèbres absolues.

De nos temps, une réflexion sur le

socialisme et le communisme ne peut s'engager sans, préalablement, indiquer cette entreprise systématique de disqualification de la pensée de celles et ceux qui, au nom du socialisme et du communisme, analysaient et rejetaient, à la fois, le despotisme mesquin d'un système proclamant ouvertement le profit comme son but suprême et le pouvoir dictatorial des bureaucraties. Ces dernières révèlent, aujourd'hui, sous la forme mafieuse des Poutine de tout acabit, un trait fort de leurs fonctions passées.

Ce combat pour annuler des idées n'est que le prolongement d'une lutte de classe menée, de manière multiforme, contre les poussées émancipatrices (aussi modestes soient-elles) des salarié(e)s à l'échelle internationale, hier comme aujourd'hui.

Alors que le portrait d'Albert Einstein est un support publicitaire apprécié (comme celui de Marx !), il est quasi impossible de trouver un de ses textes politiques les plus intéressants, intitulé: «Pourquoi le socialisme ?». Il y affirmait : «Une concurrence déchaînée conduit à un vaste gaspillage du travail et à estropier la conscience sociale des individus...» Puis, Albert Einstein soulignait la nécessité d'ajuster la production aux besoins de la collectivité, avec l'objectif d'assurer une «garantie à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant» d'emploi, d'accès à la santé et d'éducation. Cette dernière se devait de s'opposer à tout ce qui peut «glorifier le pouvoir».

Il conclut de la sorte : «Toutefois, il est nécessaire de se rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une économie planifiée en tant que telle peut être accompagnée par l'esclavage complet de l'individu. L'accomplissement du socialisme nécessite la solution de

quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment est-il possible, dans la perspective d'une très grande centralisation du pouvoir politique et économique, d'empêcher que la bureaucratie devienne toute-puissante et démesurée (outrecuidante) ? Comment les droits des individus peuvent-ils être protégés et avec cela un contre-pouvoir démocratique être assuré face au pouvoir de la bureaucratie?» (4) Le faisceau dirigé par Einstein éclairait quelques points cruciaux, déjà.

4/ Socialisme et communisme sont des objets identifiés, aussi bien dans les aspirations des masses à la justice et à l'égalité, traduites lors de luttes même partielles et encore plus de mobilisations d'envergure, que dans les nombreux écrits de Marx et de ceux qui, créativement, ont activé une pensée critique. C'est pourquoi, socialisme et communisme doivent être déclarés objets perdus. La force symbolique des discours peut en effet faire exister ou disparaître (du moins momentanément) des «objets». Cet escamotage est d'autant plus nécessaire lorsque le replâtrage d'un système vermoulu est présenté comme un monde qui change de base : la nouvelle économie et la démocratie.com.

Objets identifiés aussi parce s'ancrant dans deux éléments de la société capitaliste: «dans sa tendance, c'est-à-dire la tension de ce qui est échu et de ce qui est entravé ; dans sa latence, qui est le corrélat des possibilités objectives-réelles non encore réalisées dans le monde» (5), et cela appliqué au champ social le plus vaste.

Une objection est, de suite, avancée pour prohiber le démarrage d'une réflexion se fondant sur cette unité de

la connaissance des processus socio-économiques, culturels et de l'espérance. Elle renvoie à un pessimisme anthropologique, étayé par une lecture linéaire du siècle, où les défaites des exploité(e)s et des opprimé(e)s sont enregistrées comme des «simples faits».

Ainsi, un intellectuel socialiste-révolutionnaire comme Ralph Miliband a été contraint dans sa dernière œuvre, *Socialism for a Sceptical Age*, (6) d'argumenter contre le «conservatisme épistémique» de la gauche, cultivé auparavant par la droite, et contre le «pessimisme anthropologique». Un pessimisme nourri par une anthropologie spéculative qui nie le caractère historique même de la catégorie nature humaine.

De manière socialement et politiquement intéressée, nombreux sont les suppôts vivant du et au centre-gauche qui transfèrent de façon frauduleusement rapide des contributions scientifiques dans leur vademecum politique, afin de présenter les formes contemporaines des relations sociales (du moins celles qui s'imposent à la vue) comme la traduction des lois dernières de l'histoire ou d'une fin de l'histoire, ce qui doit justifier leur démission politique.

A l'opposé, nombreux sont les travaux qui, au-delà de leurs divergences, considèrent la nature humaine comme une totalité d'éléments relativement invariants, qui se conditionnent mutuellement, et d'éléments variants qui traduisent, de façon médiée, les relations sociales dans leurs dynamiques historiques, sur lesquelles et dans lesquelles les êtres humains agissent. La nature humaine est dès lors saisie comme un champ complexe d'attributs et de potentialités contradictoires, dans une période historique

donnée. L'activation de ces potentialités renvoie aux multiples paramètres de la réalité sociale, ainsi qu'à l'issue d'affrontements sociaux et aux choix politiques comme éthiques qui s'affirment dans ces contextes (7). Il n'y a pas d'obstacle anthropologique à une société libérée de l'exploitation de classe et de toutes ses manifestations.

Parmi ces dernières, il faut mentionner la subsomption réelle du travail qui aboutit à ce que les formes les plus développées par l'homme de la coopération du travail (socialisation du travail) ne sont pas utilisées par les êtres humains, mais, au contraire, utilisent les êtres humains de manière de plus en plus tyrannique à l'échelle planétaire (dictature du temps dans une mise en concurrence en temps réel). Le capital bien que produit et constamment reproduit par le travail devient lui-même un «sujet». Il crée et renouvelle les conditions objectives et subjectives de l'activité des salariés, et de tous et toutes en dernière instance. Et cela à un niveau jamais atteint où les moyens de travail pour les êtres humains (les moyens de production) deviennent à l'échelle mondiale, sous le diktat de la tyrannie des rentiers (des Mutuals Funds et des autres cultivateurs de la valeur actionnariale-shareholder value), des moyens «d'une production pour le capital et non l'inverse» (Marx, *Capital*, Livre III).

Voilà un enjeu central de ce qui pourrait être qualifié ainsi : l'urgence de libérer le travail et de se libérer du travail, en rompant avec l'appropriation privatisée de ces moyens de production, ce qui constitue le fil rouge d'un projet socialiste.

Face à une telle perspective (virtuelle) est élevée, de manière préventive, la thématique de l'auto-régula-

tion du système ou de la régulation assistée, artefact politique visant à refouler à jamais la revendication d'auto-émancipation. Car cette dernière renvoie directement à la construction d'ensembles sociaux auto-organisant les rapports de production, de distribution de la richesse, d'échanges et de communications.

5/ On nous dira, certes l'anatomie du capitalisme n'a pas changé. L'appropriation privée du travail social et la maximisation du profit sont toujours des facteurs clés qui déterminent sa constitution d'ensemble, même si des changements importants sont intervenus.

Toutefois, le constat ne doit-il pas être fait que le capitalisme, malgré des crises importantes, a toujours repris pied. Mieux, les classes dominantes ont manifesté la capacité (en partie résultat de la division sociale du travail) de coopter les représentants des classes dominées et aussi de les réprimer avec ténacité et violence (cette dimension est le plus souvent oubliée, de manière déconcertante).

Dès lors, n'assiste-t-on pas à la fois à la victoire du capitalisme (du moins si on la mesure à l'écroulement d'un monde qui faussement prétendait lui servir d'alternative et à la rapide destruction [libéralisation] de certaines digues placées le long du lit de l'accumulation du capital dans un cadre national) et à sa réalisation maximale au plan de son expansion mondiale (qui existe au cœur du Capital, dès le début, faut-il le rappeler) et de l'extension du règne du fétichisme de la marchandise ? En outre, le «sujet» traduisant les intérêts des classes exploitées et opprimées ne figure-t-il pas sur la liste des abonnés absents ? Alors, parler de socialisme

n'est-il pas quelque peu déplacé ?

Ces remarques semblent frappées du coin du bon sens, mais avec ce que ce bon sens transporte de schémas figés et biaisés.

A ce propos, nous reprendrons l'excellent aphorisme de Terry Eagleton : «La seule image authentique du futur, en dernière instance, est l'échec du présent.» (8) Ce que se doivent, à leur façon, de reconnaître les organismes internationaux (de la BM au FMI). Ils le peuvent car l'impact des alternatives reste limité et que grandes sont les possibilités de coopter les représentants auto-institués d'une société civile. Une cooptation qui doit neutraliser la radicalité simple et déchirante des exigences élémentaires des membres réels de cette société, fort incivile, dont plus d'un analyste a l'audace de souligner les injustices profondes, tout en réitérant qu'elle est la seule viable.

Une fois posé «l'échec du présent» comme horizon, reste que nous devons prendre en compte que chaque période historique est constituée par la totalité des pratiques humaines sociales accumulées et que le présent est influencé par la période passée, par les défaites protéiformes antérieures. Mais, simultanément, chaque période historique nourrit des contradictions et des conflictualités qui deviennent les facteurs de changements pouvant aller dans le sens d'une re-constitution profonde de la société ou d'une ruine, dans un archipel mondial certes apte à sauvegarder, avec violence, quelques «réserves naturelles», dans lesquelles les riches font sécession.

C'est précisément parce que la conflictualité est lovée au sein des sociétés capitalistes (et est exacerbée par les traits actuels de la «mondialisation du capital») qu'il est impossible de faire l'économie de la ré-

volution, cela encore moins lorsque la contre-révolution conservatrice a dicté ses prescriptions. Les débats sur les formes d'une révolution dans les pays impérialistes et «nouvellement industrialisés» (dont l'absence historique est trop souvent appréhendée en faisant l'économie des raisons de l'échec de processus révolutionnaires de l'entre-deux-guerres ou de l'immédiat après-guerre) doivent avoir lieu. Toutefois, il ne faudrait pas nous dissimuler à nous-mêmes que ces phases de rupture, ces «moments de bouleversements» surviendront comme du neuf dans l'histoire, en avançant du côté où on ne les attend pas. Certes le neuf ne peut être qu'une combinaison originale d'éléments préexistants, sauf à verser dans l'utopie créationniste.

D'où ressort diverses exigences. En premier lieu : restituer-rénover un élément crucial dans l'approche de Marx : la spécificité essentielle dans une rupture-dépassement (Aufhebung) du capitalisme et de ses institutions ne réside pas d'abord dans des modifications des formes économiques, mais dans ce pouvoir radicalement nouveau qui permet la socialisation de la propriété, «la prise en charge par la société des forces productives» (9).

Ensuite: réattribuer à la notion de forces productives (Produktivkräfte) son sens de pouvoir productif, d'expansion des capacités productives des êtres humains associés. Ce qui implique :

▮ Une élaboration sur l'actualisation des capacités et potentialités créatrices des hommes en termes d'auto-organisation (antérieurement à celles d'autogestion) économique, administrative et plus spécifiquement politique. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte le temps

propre à la réflexion-débat démocratique, mais aussi l'utilisation des méthodes développées dans les systèmes productifs modernes qui permettent, au plan international, la combinaison d'une coopération intensive et d'une décentralisation (10). Voilà un élément de la socialisation des forces productives qui préexiste, mais qui affleura aussi bien au travers de l'élaboration théorique que des conflits sociaux engagés par le salariat modernisé (qui inclut l'essentiel des salarié(e)s et non pas les seuls manipulateurs de symboles, chers à Robert Reich).

▮ Une approche du progrès scientifico-technique afin de l'intégrer dans cette socialisation et donc de réunir «progrès social» (dans le sens où le «libre développement de chacun devient la condition du développement de tous») et progrès scientifico-technique. Certes, ce dernier n'est pas marqué du sceau d'une neutralité sociale-environnementale, mais il n'est pas à rejeter au nom d'une lutte contre le «scientisme», conduite à la faveur d'un romantisme réactionnaire propre à divers courants écologistes et aux désillusionnés des conquêtes (spatiales !) de l'URSS. Dans ce sens nous ne pouvons que souscrire à ce qu'écrit José Manuel Naredo Pérez : «La sostenibilidad de un sistema económico debe enjuiciarse atendiendo no tanto a la intensidad en el uso que hace de los stocks de recursos no renovables, como a su capacidad par cerrar los ciclos de materiales mediante la recuperación o el reciclaje, con ayuda de fuentes renovables.» Cela conduit à une révolution dans la pensée scientifique, sociale et politique qui consiste à «razonar más bien sobre un ECONOMIA DE LOS SISTEMAS que ampliaría su objeto de estudio y desplazaría el centro de

gravedad de sus preocupaciones, desde el sistema de los valores mercantiles hacia los condicionantes del universo físico e institucional que lo envuelven» (11). Par définition, une telle révolution de la pensée (et de la pratique) doit se faire à l'échelle planétaire.

Elle doit se fondre avec un objectif central de tout socialisme-à-venir : la production de valeurs d'usage (maximal) dans un temps de travail libéré (parce que dominé par les travailleurs associés), unissant travail nécessaire et surtravail, et activant le développement des forces humaines au cours de cette partie de la journée trop simplement appelée «temps libre». Faisons appel à Marx : «La capacité de jouissance est la condition de cette dernière [capacité de production], donc son premier moyen, et cette capacité est développement d'une disposition individuelle, est force productive. Le temps libre [...] est aussi bien le temps de loisir que le temps destiné à une activité supérieure.» (12)

▮ Ces considérations nous conduisent directement à mettre le doigt sur l'impérativité d'une réflexion organisée internationalement qui entre en syntonie avec les problèmes auxquels s'affronte la majorité de l'humanité et avec les initiatives déjà existantes au plan de mouvements sociaux et aussi (de manière embryonnaire) au plan syndical. Si le Capital, dès sa constitution, inclut une dynamique mondiale, toute perspective socialiste ne peut qu'élargir le spectre de ses ambitions à cette même échelle. Pour la majorité des habitants de la planète l'accès à l'essentiel (l'eau, la nourriture, le logement, les soins de santé, etc.) est un défi quotidien.

Nous ne mettrons en relief, ici, qu'un point. Se manifeste, présentement,

une unanimité douteuse de préoccupations des institutions internationales (Banque mondiale, etc.) et des ONG en direction de «la grande pauvreté», des «exclusions», de la «faim», au moment où le fonctionnement du système capitaliste et de l'impérialisme n'a jamais évincé autant de besoins sociaux parce que non solvables.

Il ne s'agit pas de dénigrer ou de dévaloriser les intentions de divers membres de ces ONG. Néanmoins, il convient de relever que la notion de pauvreté sert, pour l'essentiel, à évacuer les processus d'exploitation qui en sont la base et à éparpiller (quand elle ne les oppose pas) toutes celles et tous ceux qui en sont les victimes. Une perspective socialiste mettra au centre la bataille contre les modes d'exploitation auxquels est soumise, à de multiples niveaux, une part essentielle des populations des pays dominés.

Dès lors, la politique, au sens noble, prend la place d'une charité hypocrite et renoue avec l'universalisme du socialisme qui s'appuie sur la convergence d'intérêts (à rendre présente dans les consciences) des prolétaires du monde entier et qui réordonnerait les transferts de richesse opérés depuis des siècles des «périphéries» vers les «centres».

6/ Toute l'histoire du capitalisme indique que le prolétariat, sur la base de son insertion antagonique dans les rapports de production, développe, avec avancées et reculs, des niveaux d'organisation, des moments de luttes et mobilisations. Cette réalité sociale est le soubassement du développement d'une conscience de classe appropriée. Ce d'autant plus que le prolétariat est le véritable créateur des «puissances» qui se retournent

contre lui et qui sont donc, en dernière instance, leur propre pouvoir aliéné.

Cette vision reste valide, selon nous. Même si, dans la phase actuelle, à l'échelle mondiale, les salarié(e)s ne disposent plus (ou pas encore) d'instruments d'expression politique indépendants, ce qui marque la fin d'une longue phase historique (du moins pour l'Europe) dont les débuts remontent à la fin des années 1880. Les forces dominantes comprennent fort bien cet avantage, elles qui labourent tous les terrains de la «subjectivité ouvrière».

Sur la renaissance d'une conscience de classe, sur les formes organisationnelles que cela prendra, sur les expériences de luttes ouvrières et sociales qui se développeront au sein même du pays impérialiste dominant (les Etats-Unis) les analyses et spéculations peuvent (et doivent) se multiplier.

Deux éléments, toutefois, sont certains, dans la mesure où ils sont à notre portée. Tout d'abord, le développement d'une «théorie du socialisme» acquiert, à la lumière des expériences d'un siècle, un rôle déterminant pour assurer cette sorte de transition (avec ses continuités et discontinuités) d'un âge à un autre du mouvement socialiste-communiste. Cornelius Castoriadis écrivait : «Toute critique présuppose qu'une autre chose que ce qu'elle critique est possible et préférable. Toute critique du capitalisme présuppose le socialisme.» (13) A renoncer à travailler sur et pour «l'autre chose», à un but à définir, par approximations, le risque est encore plus grand d'accompagner, au nom du moindre mal, la «misère du monde» et ses folies (que des forces social-nationalistes peuvent agiter) en ne pouvant donner un «idéal de société» aux di-

verses luttes, même fragmentées, qui affluent.

Ensuite, il y a une voie transitoire au socialisme à réinventer, sans dissoudre les points nodaux de l'affrontement entre les classes (entre autres la propriété privée et les institutions nationales et internationales qui l'étayent), non seulement à cause de la fin d'un «premier âge du socialisme», mais aussi parce que l'extension-invasion des rapports sociaux capitalistes n'a jamais atteint une telle ampleur.

Cette transition se construira à partir des terrains de luttes et d'analyses qui, dès aujourd'hui, offrent la possibilité de démontrer les potentialités créatrices et antagoniques des travailleurs et travailleuses, leurs forces productives. Le lieu de travail reste le point de départ, à cause et malgré ses transformations. C'est là, sur des questions telles que : l'organisation du travail, la nature de la productivité dictée par la gestion capitaliste qui réduit le contenu et le sens de la communication entre salarié(e)s, les rapports entre les modalités de travail et la santé, que peuvent surgir des revendications, une réflexion et une organisation pour une bataille contre l'aliénation qui outrepassent logiquement et physiologiquement les frontières du «lieu de travail». C'est aussi dans ces luttes ou dans l'organisation des salarié(e)s que peut le mieux être appréhendé l'objectif d'une atténuation de la division du travail, un des objectifs de cette désaliénation.

Au même titre, alors que la concentration et centralisation du capital a pris des dimensions que Marx n'aurait pas osé rêver (et en ce domaine, il rêvait fort bien) l'obligation pour les multinationales de rendre des comptes (que ce soit aux consommateurs ou aux travailleurs) peut

être le biais pour mettre en cause, à la racine, le pouvoir despotique de la propriété privée et remettre à l'ordre du jour une discussion publique sur l'appropriation effectivement collective.

L'aménagement du territoire est un autre domaine où peut être démontrée la possibilité de planifier démocratiquement (de fixer des buts et des moyens pour les atteindre) et d'indiquer que le particulier (la propriété privée) ne doit plus dicter les objectifs de la planification, mais que le général devient le point de référence (c'est-à-dire l'appropriation socialisée du sol et de ses ressources, ce qui constitue une des préconditions à une politique écologique sur le long terme).

A partir de tels exemples, la clarté doit être faite que le marché ne peut être utilisé pour développer une «voie au socialisme». Au contraire, il s'agit de le faire dépérir, de l'étioler en le remplaçant, dans des secteurs qui s'élargissent, par une comptabilité des coûts en temps (avec un correspondant monétaire) et en critères écologiques (voir J. M. Naredo à cet égard). Y compris la distribution de biens et de services pourrait répondre à des décisions de production ex-ante. Il est significatif que la presse économique, étudiant le fonctionnement de grandes chaînes de supermarchés, titre : «Les supermarchés ont réussi là où le communisme a échoué» (14). Certes, l'analogie a des limites et les chaînes de distribution ont une place bien précise dans la reproduction de la force de travail. Toutefois, pourquoi renoncer à étudier comment «les distributeurs analysent des centaines de millions de transactions et les comparent avec les données dont ils disposent sur les préférences individuelles, tirées des cartes de loyauté distribuées par

les grandes chaînes» ? «Les supermarchés cherchent à assortir la demande et l'offre en prévoyant les besoins de la population et en planifiant la production pour y répondre. Ceux séduits par le marxisme au XX^e siècle ont perdu leur foi lorsque Ludwig von Mises, l'économiste autrichien, a démontré l'impossibilité — comme c'était le cas à son époque — de collecter suffisamment de données sur les préférences individuelles pour réussir à faire marcher une planification centrale. Maintenant, c'est exactement ce que la capacité de traitement des ordinateurs a rendu possible — bien que cela puisse signifier que vous ne pourrez plus acheter votre shampoing favori au supermarché du coin.»

La valeur d'usage et la « gratuité » (qui a son coût) doivent devenir des fils à plomb des propositions, entre autres dans les batailles pour des services publics rénovés et une extension du salaire social, cela afin de répondre aux besoins sociaux fondamentaux.

Et si, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le point de départ d'un projet socialiste réside dans la prise en charge par la société des forces productives, alors la dimension spécifique du politique et de l'administratif doit devenir un objet de réflexion, afin de développer tous les degrés de la décision prise « de manière associée », en commun, alors que les modalités (techniques) d'auto-organisation peuvent donner un contenu articulé spatialement (centralisation-décentralisation, autonomie et connexion) à l'autogestion.

Notes

1. Le Monde diplomatique, mai 2000, p. 6-

7.

2. Sous la direction de Pierre Bourdieu, *La Misère du Monde*, 1993.

3. Léon Trotsky, *Staline*, 1948, p. XII.

4. *Monthly Review*, N° 1, 1948 (reproduit in Vol. 50, N° 1, May 1998).

5. Ernst Bloch, *Le principe espérance*, T. II, sous-titré *Les épures d'un monde meilleur*, 1982 (trad. française).

6. Ralph Miliband, *Socialism for a Sceptical Age*, Polity Press, 1994.

7. Voir à ce propos des ouvrages, parfois d'inspirations diverses, tels que Richard Levins et Richard Lewontin, *The Dialectical Biologist*, 1985; Norman Geras, *Marx and Human Nature*, 1983; Patrick Tort, *Dictionnaire du Darwinisme et de l'Evolution*, 3 vol., 1996; Patrick Tort, *Darwin et le darwinisme*, 1997 (entre autres p. 67-71 sur « La civilisation, le matérialisme et la morale »); P. Tort, sa longue préface intitulée « L'anthropologie inattendue de Charles Darwin » à l'ouvrage de Charles Darwin : *La filiation de l'homme*, 1999; Antonello La Vergata, « Les bases biologiques de la solidarité » in *Darwinisme et société* (sous la direction de P. Tort, 1992); Efichios Bitsakis in *La Scienza tra Filosofia et Storia in Italia*, 1987.

8. Terry Eagleton, « Utopia and its opposites », in *Socialist Register* 2000.

9. Voir sur la réflexion de Marx et Engels, si souvent travestie, l'ouvrage de Hal Draper, *Karl Marx's Theory of Revolution*, particulièrement le Vol. IV: « Critique of other Socialisms », 1990.

10. Voir Hans-Jürgen Warnecke, *Die fraktale Fabrik*, Hamburg, 1996.

11. J. M. Naredo y A. Valero (dirs), *Dearrollo economico y deterioro ecologico*, 1999.

12. Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, T. II, 1980; voir aussi la remarquable analyse de Michel Vadée, *Marx penseur du possible*, 1992 (p. 464-472).

13. *Socialisme ou Barbarie*, N° 23, janvier 1958.

14. *Financial Times*, 4 mars 2000.

La maison d'édition suisse romande Cahiers Libres PAGE DEUX, dirigée par Charles-André Udry, a récemment publié deux ouvrages de l'anthropologue Claude Meillassoux : en 1997 *L'économie de la vie: démographie du travail* et en 1999 un recueil d'articles *Terrains et Théories*. Claude Meillassoux est connu pour ses ouvrages fondateurs sur la place de l'économie de subsistance des communautés d'origine des travailleurs immigrés vers les grandes villes africaines ou vers l'étranger dans l'exploitation de cette catégorie de travailleurs (*Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, 1975, réédition L'Harmattan 1992), ainsi que sur l'esclavage, *Anthropologie de l'esclavage: le ventre de fer et d'argent* (PUF, 1986). Au cours des années 1960 et 1970, Claude Meillassoux a également été un membre actif du collectif militant *Analyses et Documents*, l'un de ces foyers des débats qui ont fécondé les processus politiques menant aux journées de mai 1968.

François Chesnais et Francis Tour (qui a été lui aussi membre d'*Analyses et Documents*) se sont entretenus avec Claude Meillassoux sur des questions théoriques et politiques se rapportant notamment à l'Afrique, comme sur son cheminement intellectuel. Dans cet entretien, qui part des deux livres parus chez PAGE DEUX, il est également question d'un livre d'une grande actualité auquel Claude Meillassoux a collaboré, B. Schlemmer (coord.), *L'enfant exploité : Oppression, mise au travail, prolétarisation* (Kharthala-ORSTOM, 1996).

Entretien avec...

Claude Meillassoux

François Chesnais : Au vu de vos sujets de recherche et des liens étroits que vous continuez toujours à établir entre vos travaux scientifiques et des questions politiques majeures, au vu également des maisons d'éditions où vous avez choisi de publier, on se dit que vous êtes une espèce assez rare d'anthropologue engagé. Comment cet engagement a-t-il pris for-

me ?

Claude Meillassoux : A l'origine de mon engagement théorique, il y a sans doute la constatation que j'ai faite lors de l'une de mes premières missions de recherche en Afrique. Je suis allé dans une région, celle des Soninké, où il y avait pas mal de travailleurs qui émigraient en France. Je me suis rendu compte que ces

gens que je voyais vivre dans le village, je pouvais les retrouver en France dans les foyers de travailleurs immigrés. Je me suis demandé comment il se faisait que des gens pauvres, qui n'avaient pas beaucoup de ressources, pouvaient néanmoins devenir le moyen d'enrichissement d'une autre société, la nôtre.

Qu'est-ce qui faisait que les travailleurs immigrés se trouvaient en situation de surexploitation particulière ? J'ai cru pouvoir en trouver le fondement dans le fait que des personnes, nées dans un certain milieu, qui avait jusque-là été préservées du contact le plus direct avec le système capitaliste, pouvaient se trouver transportées dans un autre système, le nôtre, justement, le capitalisme, pour y vendre leur force de travail à des conditions très avantageuses pour ceux qui l'utilisaient. Chez eux, les Soninké vivaient dans un cadre social que j'ai appelé la communauté domestique. C'est là qu'ils naissaient, qu'ils étaient nourris pendant une partie de leur vie par leurs aînés afin qu'ils deviennent des productifs à leur tour et travaillent à nourrir ceux qui les avaient élevés. Tout un cycle s'organisait de cette façon. Or l'émigration est venue en quelque sorte interférer avec ce cycle. Au lieu de travailler pour aider à vivre ceux qui avaient travaillé pour eux, ces jeunes productifs s'en allaient travailler au loin, dépenser leur force de travail à enrichir une société et un système économique qui n'avaient pas contribué à leur entretien et à leur formation humaine sur les premiers vingt ans de leur vie. Il y avait économie dans la reproduction de la force de travail. Le travail des immigrés était payé à vil prix, pas seulement en raisons de la faible qualification industrielle des travailleurs immigrés et des rapports de pouvoir en métropo-

le, mais parce que le coût de leur croissance n'était pas comptabilisé, était obtenu par le capital gratuitement, de même qu'il obtient tant de ressources naturelles gratuitement et n'a aucun scrupule par conséquent à les gaspiller, à les détruire.

Et à force d'examiner la situation de l'ensemble des pays sous-développés et des institutions qui étaient mises en place pour les faire fonctionner, je me suis rendu compte que ce problème de payer le prix du travail en dessous de sa valeur était en définitive une des constantes de tous les organismes qui étaient mis en place pour faciliter ces rapports. Le FMI, par exemple, la politique du FMI, ce qu'ils appellent l'ajustement structurel, la Banque Mondiale aussi, indépendamment d'ailleurs des autres organismes internationaux qui n'étaient jamais consultés pour aucune des décisions qu'ils prenaient : tous ces organismes demandaient à ces pays de pratiquer une telle politique qui consistait essentiellement à faire baisser le prix du travail, à ne pas le payer à son coût réel.

François Chesnais : Ce n'est pas seulement au travers de l'émigration de ces travailleurs vers les métropoles capitalistes centrales, vers la France, mais c'est aussi l'émigration interne, vers les grandes villes, que ce même processus s'est effectué, non ?

Claude Meillassoux : Effectivement, dans la mesure où il y a projection du capitalisme à partir de l'extérieur dans les grandes villes, africaines par exemple. C'est le capitalisme qui bénéficie des travailleurs qui vont venir jusque chez lui, donc les grandes villes sont le relais de l'utilisation de travailleurs migrants. Souvent ils vont d'abord travailler à Dakar, à Ba-

mako, dans une capitale, avant de partir pour le continent européen.

L'ENGAGEMENT MILITANT ET SON RAPPORT AVEC LA RECHERCHE

François Chesnais : Pour formuler de telles hypothèses de recherche, il faut déjà avoir un regard critique, militant, par rapport au capitalisme et au colonialisme. Faisons une rapide parenthèse là-dessus. Pour beaucoup de nos lecteurs, qui se posent le problème de renouer avec un héritage politique au centre duquel il y a le marxisme, il importerait de connaître ce parcours, ainsi que ce cadre militant dont Francis Tour et vous-même faisiez partie au moment où vous commencez à vous rendre régulièrement en Afrique.

Claude Meillassoux : Eh bien, pour moi cela a été d'abord, vers 1953-54, le CAGI (Comité d'Action des Gauches Indépendantes), petit groupe militant, plutôt intellectuel, animé notamment par Pierre Naville, Daniel Guérin et Claude Bourdet et soutenu par Jean-Paul Sartre. Un peu plus tard, mon cadre militant est devenu la Nouvelle Gauche [créée en 1957 par l'alliance avec l'Union progressiste, formée surtout de compagnons de route du PCF] et qui s'est transformée ensuite en Union de la Gauche Socialiste en s'alliant avec les chrétiens de gauche du MLP [Mouvement de Libération du Peuple de Louis Alvergnat]. C'est l'évolution de ce dernier regroupement qui a fini par aboutir à quelque chose que nous avons refusé, aussi bien Francis Tour que moi. L'UGS a fusionné avec le PSA (Parti Socialiste Autonome) constitué de transfuges de la SFIO socialiste, qui avaient voté les

pouvoirs spéciaux en Algérie [pouvoirs de guerre sollicités par le Président du Conseil SFIO, Guy Mollet, au printemps 1956] pour devenir le PSU, formation que dirigera plus tard Michel Rocard. Les parlementaires socialistes, notamment Edouard Dépreux, voulaient se faire reconnaître une position privilégiée dans la nouvelle formation. Nous, nous disions : rentre dans le rang. C'est comme ça qu'on a constitué Analyses et Documents, dont l'une des formes de travail était de préparer des dossiers qui permettaient aux militants qui s'y abonnaient de pouvoir comprendre les événements.

Francis Tour : Si je peux me permettre, la base politique, programmatique d'Analyses et Documents était, dont Claude Meillassoux a précisément été, je crois, le rédacteur de la plate-forme de départ, une analyse qui faisait une triple démarcation. Celle-ci comprenait une critique du système capitaliste (notre opposition était irréductible), une critique de la social-démocratie et du réformisme, mais aussi, et à l'époque c'était tout de même assez remarquable, une critique irréductible du stalinisme. D'autres l'avait faite, bien sûr, notamment les trotskistes par exemple, mais pas seulement eux, et c'était en fait la combinaison de ces trois éléments-là qui déterminait somme toute la plate-forme de base d'A & D et de tous ceux qui y ont travaillé avec plus ou moins d'intensité, pendant de nombreuses années, puisque cette expérience a duré près de quinze ans.

Claude Meillassoux : Ce n'était pas une opposition virulente, on restait quand même dans un milieu assez souple du point de vue des critères de discussion.

Francis Tour : Oui, d'autant plus qu'on était dans les années qui ont précédé 68, et qui ont été marquées par une première vague de ruptures avec le PCF de militants étudiants et d'intellectuels, avec qui il a fallu entrer en discussion. Mais c'était finalement cette triple base de départ qui fondait Analyses et Documents, ainsi que Maurice Rothnemer (qui est aujourd'hui à Carré Rouge) pourrait en témoigner. Ce n'était pas un trait exclusif à A. & D. bien sûr. Il y avait d'autres cercles ou groupes qui avaient la même conception d'opposition, mais le fait de vouloir réexaminer l'actualité, analyser l'ensemble des événements de l'actualité dans tous les domaines à partir de cela, c'était une démarche qui n'était pas théorique mais pratique, et qui permettait la formation de militants au contact de la vie quotidienne, des syndicats, etc...

Claude Meillassoux : En tous cas, cette démarche, tous ces débats que nous avons eus dans un contexte où le marxisme était important, mais où l'analyse de la réalité concrète l'était tout autant, m'ont appris à pouvoir critiquer l'économie capitaliste, le colonialisme et l'impérialisme tels qu'ils fonctionnaient réellement et, dans ce cadre, de comprendre les traits originaux des sociétés africaines ainsi que les mécanismes précis de leur soumission à l'impérialisme.

François Chesnais : C'est une prise de conscience doublée d'une méthode qui ont donc marqué à partir de là vos choix de recherches ?

Claude Meillassoux : Oui, ma recherche s'est développée à partir de là sur deux plans. D'un côté il y a la cohérence des systèmes sociaux

que j'étudie ; ils ont leurs règles propres que je dois chercher à comprendre. La logique interne aux sociétés que j'observais n'était pas nécessairement la logique du rapport de ces sociétés à d'autres sociétés capitalistes. D'un autre côté, le fait d'être sollicité par d'autres demandes plus immédiatement engagées a orienté aussi ma recherche. C'est ainsi que j'ai été amené à travailler sur le problème du travail des enfants.

LE MARXISME ET

LES FORMATIONS

SOCIALES

PRÉ-CAPITALISTES

François Chesnais : La relation aux travaux de Marx et d'Engels que vous définissez dans l'introduction à Terrains et Théories m'a semblé tout à fait originale, en particulier pour l'époque où vous travaillez, quand il y avait une domination intellectuelle très forte (même à l'université, même dans la recherche) d'un marxisme dogmatique marquée par l'empreinte du stalinisme. Je serais intéressé de comprendre votre relation dans votre recherche à Marx et Engels et comment vous définiriez votre propre approche au matérialisme historique.

Claude Meillassoux : D'abord c'est un rapport militant avec Marx. C'est avec des camarades comme toi, Francis, ou d'autres, que j'ai connu le marxisme, qui m'ont enseigné le marxisme, que je ne connaissais pas avant. J'avais au contraire une éducation bourgeoise qui me nourrissait de préjugés contre le marxisme. La lecture de Marx a été extrêmement stimulante et intelligente et bien adaptée à mes nécessités théoriques, malgré le temps passé dans

L'ANTHROPOLOGIE ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

(Extrait de l'introduction à l'édition de 1977 de *Terrains et théories*, Editions Page Deux, 1999, pages 15 à 17).

«A l'opposé des démarches idéalistes qui ne peuvent retrouver dans les sociétés que ce qu'elles ont "programmé" arbitrairement dans la tête des gens, le matérialisme historique saisit la spécificité des systèmes sociaux à partir de l'examen de faits et d'activités observables. Il révèle ainsi les formes d'organisation qu'ordonne chaque société pour accomplir cette fonction à laquelle sont subordonnées toutes les autres : produire et se reproduire, physiquement et institutionnellement. Parce que historique, il incorpore le temps comme agent organique des genèses, des transformations, des décadences, animant les modèles périodiques vers leurs métamorphoses. Parce que dialectique, il rend compte intelligiblement des contradictions qui se nouent et se dénouent sous l'effet des forces sociales, politiques, idéologiques mises en œuvre pour mobiliser, orienter ou asservir le travail, donc la vie. C'est ainsi que le matérialisme historique représente la seule démarche qui allie la rigueur scientifique à la détermination d'un objectif politique qui ne soit pas le produit d'une apologétique mais l'inévitable sécrétion du savoir. Si le matérialisme historique est combattu par ses adversaires comme s'il s'agissait d'une

école de pensée et non du produit le plus achevé de la science appliquée aux sociétés humaines, c'est parce qu'il ne peut que révéler et démontrer les mécanismes de l'exploitation et de la domination.

Dans ces conditions, tout désigne le matérialisme historique comme la démarche la plus appropriée à l'examen des sociétés ethnologiques. [...] Mais les concepts qu'il propose ne sauraient être des préalables. Il s'agit en effet de construire la théorie de la pratique et non la philosophie d'une théorie. Le matérialisme historique s'oppose donc au libéralisme classique qui applique à toutes les sociétés historiques les mêmes catégories (capital, monnaie, marchandise, contrat, propriété, etc.) comme au matérialisme bureaucratique qui les enferme dans des schémas pré-construits.

Marx nous a appris, en effet, que les objets et les institutions n'acquièrent de réalité que dans un contexte social déterminé. Que les objets soient de nature différente selon les rapports sociaux qu'ils polarisent et que leurs fonctions varient selon les sociétés dans lesquelles ils circulent, oblige à un effort analytique et sémantique rarement entrepris. Un même bien qui, entre les mains du prince, est destiné à certaines gratifications susceptibles de renforcer symboliquement ou matériellement les liens de dépendance personnels de-

vient, entre les mains d'un marchand, le moyen de réaliser un bénéfice. Il n'est marchandise que dans le second cas et le fait pour le prince d'acquérir puis de recéder cet objet n'en fait pas autant un marchand. On ne peut dans ces conditions, parler de "capital", de "propriété", de "valeur-travail" ou de "monnaie" indifféremment, sans analyser au préalable si le contexte social en est le générateur possible. Une des exigences fondamentales des sciences sociales est donc de se donner un vocabulaire aussi rigoureux que possible afin de ne pas réduire des réalités différentes les unes des autres par des transferts sémantiques.

Le véritable objet du matérialisme historique, c'est le travail, et non la propriété. Le travail à la fois libérateur des besoins du corps et asservissant à la peine physique. Le travail, substance de toutes les formes d'organisation sociale et politique, sur lequel se fondent et s'articulent toutes les libertés et toutes les exploitations qui ne sont encore que l'envers les unes des autres. Le travail qui, pour la majorité des hommes et des femmes, ne peut s'interrompre sous peine de mort. Les "marxistes" ont raison de rappeler aux économistes de la classe dirigeante que les problèmes se nouent au niveau de la production et non de la circulation. Mais faut-il leur rappeler que la production s'enracine dans le travail et que le travail, pour la quasi-to-

les travaux de terrains qui m'ont pris de longues années. Ça n'a pas été un gros effort intellectuel que de comprendre le capitalisme par rapport au système, et surtout à la critique que Marx et Engels présentaient. Dans mon propre domaine, il m'a fallu par contre un travail d'approfondissement important avant de pouvoir approprier pleinement ce que leur méthode pouvait m'appor-

ter. Je les ai suivis en ce qu'ils ont fourni la méthode permettant de comprendre que les objets et les institutions n'acquièrent de réalité que dans un contexte social déterminé et sont de nature différente selon les rapports sociaux qu'ils expriment ou qu'ils organisent. Comme je l'ai écrit en 1977 dans le texte qui figure en tête de l'édition que Charles-André Udry m'a publiée de *Terrains et*

Théories, l'analyse du capitalisme par Marx a servi de modèle à de trop nombreuses théories dites «marxistes» des sociétés à base domestique. La propriété des moyens matériels de production y trône au centre de tous les rapports, ce qui est une erreur. Trop de «marxistes» rejoignent ainsi les théoriciens libéraux qui, pour des raisons pratiques d'exploitation coloniale, célèbrent

l'existence universelle de la propriété, ne serait-ce que pour en permettre l'expropriation, ou l'intemporalité du capitalisme pour imposer leur schéma de développement.

François Chesnais : Vous vous écartez aussi un peu de Marx sur la question des mécanismes de détermination des salaires.

Claude Meillassoux : Effectivement, Marx estime que le salaire est toujours suffisant pour nourrir un ouvrier, assurer les conditions de reproduction de la force de travail. Or ce n'est pas vrai, n'est-ce pas ? Même Ricardo et Smith disent que le salaire peut être en dessous de la possibilité de reconstitution de la force de travail. Marx, lui, en parle en tant que théoricien du capitalisme qui, pour marcher, doit effectivement donner au travailleur de quoi se reconstituer et même de former une famille. Donc il a une vue plutôt optimiste du capitalisme sur ce plan. D'un autre côté, il estime par contre que le système, la critique qu'il fait du système capitaliste, ne deviendra totalement pertinente qu'à partir du moment où tout sera en quelque sorte sous la logique capitaliste. Ce qui n'était pas le cas en 1950, même si aujourd'hui on commence à constater que la logique capitaliste emporte tout sur son chemin et détruit complètement toutes les autres formes sociales, là où elle cherchait avant plutôt à se les subordonner. Dans Femmes, greniers et capitaux, je disais que si le capitalisme l'emportait partout, il n'y aurait plus de société non-capitaliste dans lesquelles on pourrait faire un sur-profit qui soit dû à ce qu'il appelle l'accumulation primitive, c'est-à-dire le fait qu'un système économique, qui n'est pas capitaliste, transfère une partie de ses revenus, en

quelque sorte, de ses ressources à un système capitaliste. Car le système capitaliste a vécu aussi des ressources de systèmes non capitalistes. Alors, à partir du moment où le système est clos, est-ce qu'on n'a pas la situation que Marx considérerait comme étant celle dans laquelle la critique du capitalisme deviendra effective, en quelque sorte, dans les faits ?

LA CONCURRENCE POUR L'EMPLOI ENTRE ENFANTS ET ADULTES

François Chesnais : Mais n'est-ce pas des mécanismes de détermination du niveau des salaires d'un type bien particulier que vous identifiez à propos du travail des enfants ?

Claude Meillassoux : On a publié effectivement, avec quelques amis collègues de l'ORSTOM, engagés comme moi au plan politique, Bernard Schlemmer en particulier, et Francis Gendreau, un travail dans lequel on a essayé de comprendre pourquoi le travail des enfants a pris une telle ampleur. Et là aussi il y a une logique qui est propre au système capitaliste, mais pas nécessairement à la société dont ces enfants font partie. Ces sociétés ne font pas travailler par elles-mêmes les enfants à des fins profitables ; elles y sont amenées de fait en raison des conditions économiques auxquelles elles sont soumises. Or, quelles sont ces conditions économiques ? Une fois de plus c'est la baisse du niveau des salaires à des niveaux tellement bas que les enfants deviennent les concurrents de leurs parents. Le jeu de l'exploitation et du marché conduit les enfants à éliminer leurs parents

du marché du travail. Ils restent seuls sur le marché du travail ; donc, étant naturellement peu protégés, ils sont payés pratiquement ce qu'on veut. En outre, ce qui est très important, c'est que l'avantage de faire travailler des enfants tient à ce que les enfants n'ont des emplois que tant qu'ils restent des enfants. A partir du moment où ils cessent d'être des enfants, ils ne sont plus intéressants pour leurs employeurs. Donc au point de vue humain, c'est extrêmement grave, parce que la personne qui cesse d'être enfant n'est plus utilisable du tout : elle n'a pas fait d'apprentissage, elle n'a pas fait d'études et elle est jetée à la rue. La retraite de l'enfant, c'est la rue, la rue quand il a quinze ans, à peu près. Il a été utilisé par le système dans des conditions extrêmement profitables pour les employeurs pendant la période de son enfance et il est ensuite jeté au rebus.

François Chesnais : Quels sont les effets démographiques de ce système si pervers ?

Claude Meillassoux : Les effets démographiques du travail des enfants sont les suivants : une famille, pour survivre, doit toujours avoir un enfant au travail. Donc, cela suppose pour l'épouse, pour les femmes, qu'elles fassent des enfants à au moins cinq ans de différence. Pour qu'il y ait toujours un des enfants qui soit au travail. Ça veut dire aussi que pendant cinq ans, il faut nourrir cet enfant. Alors au départ cela paraît possible, mais à la fin cela devient très lourd pour la mère, d'autant plus que le père est parti en général parce qu'il n'a pas de travail. Alors au bout d'un certain temps, la mère se trouve incapable même de nourrir un enfant jusqu'à la l'âge de cinq ans, et ce qu'on

LA FAIM, LA MALADIE ET LA GUERRE : LA LEÇON DE MALTHUS A ÉTÉ ENTENDUE

(Extrait de L'économie de la vie, démographie du travail, Editions Page Deux, 1997, pages 106-109).

«L'accroissement démographique d'après guerre est l'effet de la politique dite de "développement" destinée à favoriser la fourniture des firmes d'origine étrangères en matières premières et en main-d'œuvre. Les investissements capitalistes dans les pays sous-développés y recherchaient jusque vers le milieu des années soixante-dix, non seulement des débouchés, mais aussi une main-d'œuvre urbaine locale à bon marché par rapport au prix de la main-d'œuvre des pays riches. La faible productivité agricole vivrière locale permettait jusqu'à un certain point d'assurer la reproduction familiale et l'entretien d'une partie des travailleurs en chômage ou trop vieux et sans sécurité sociale, mais elle ne permettait pas d'alimenter de surcroît de manière prolongée la formation d'une large main-d'œuvre urbaine. L'importation de denrées bon marché produites dans les pays industriels dans des conditions de haute productivité, souvent subventionnées par les gouvernements exportateurs et locaux et même parfois gratuites, était nécessaire pour contenir les prix alimentaires, donc le coût de la main-d'œuvre urbaine des pays importateurs. Mais en même temps, cette politique entravait le développement de l'agriculture vivrière locale, car elle a été placée dans des conditions de "concurrence" insupportables. La politique de "développement" encouragea l'émigration rurale vers les villes où le coût relatif, en temps de travail, de la nourriture achetée avec un salaire était relativement moindre que celle produite au village.

La démographie des villes ne dépendait donc plus des aléas climatiques ni de la productivité agricole vivrière des communautés paysannes, mais du volume des importations alimentaires et de leur accès en fonction du niveau des salaires, de la continuité de l'emploi et aussi des formes populaires d'aide mutuelle. Dans les décennies 1950-1970, les populations urbaines bénéficièrent ainsi d'un accès relativement stable et durable à la nourriture contrastant avec les aléas de la production agricole rurale, offrant donc de meilleures conditions de survie aux enfants, améliorées par la situation sanitaire et hospitalière. La baisse de la mortalité infantile qui s'en suivit, ne fut pas accompagnée cependant chez les premiers émigrants urbains par une baisse proportionnelle de la natalité, provoquant un rehaussement du seuil de croissance de la population.

Cette situation s'est retournée vers le milieu des années soixante-dix. La demande industrielle en force de travail dans les villes des pays sous-développés a baissé en raison des nouveaux seuils de productivité atteints dans l'industrie mondiale et qui demande moins d'ouvriers mais plus qualifiés. Les activités qui

persistèrent alors sur place durent utiliser, sous l'effet de cette concurrence, une force de travail encore meilleure marché, contribuant à constituer ce qu'on a appelé le "secteur informel". La demande en force de travail a donc diminué drastiquement au cours de la dernière décennie dans les pays sous-développés situés dans l'orbite capitaliste. Cette population, qui a crû dans les décennies précédentes sous l'effet de la politique d'importation alimentaire et d'emploi décrite ci-dessus, est aujourd'hui dans la situation d'une surpopulation relative. Le problème pour l'économie capitaliste qui l'a créée est de la faire disparaître pour ne pas l'avoir à charge. Idéologiquement, elle est présentée comme une surpopulation absolue, par la confusion faite entre cette population présente et les prédictions d'une future population gigantesque et terrifiante, mais à ce point encore imaginaire.

Sur un plan pratique, on applique à ces populations aujourd'hui surnuméraires, une politique inverse de celle qu'elles ont subies lorsque la demande de main-d'œuvre peu qualifiée était forte. Les politiques de "réajustement" du FMI consistent désormais à élever le coût de l'alimentation dans les villes et à réduire ou supprimer les services publics voués à l'entretien et à la reproduction de la vie. Maintenant que le chômage prévaut, il n'est plus nécessaire de faire baisser le coût de la force de travail en baissant le prix des nécessités de la vie: la concurrence entre travailleurs y suffit. On espère par cette politique féroce renvoyer les travailleurs "excédentaires" dans les campagnes, ce qui advient à une relativement faible échelle, en raison des difficultés de restauration des terres, de réadaptation à l'agriculture, souvent aussi à cause de l'insécurité des campagnes provoquées par la misère ou la prolifération des armées. Pour ces populations, qu'elles soient bloquées dans les villes ou livrées au banditisme, cette politique mène à la faim, à la morbidité et à la mort précoce.

Le contrôle de la démographie des peuples exploités par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation etc.) a échoué. Une forme de contrôle par la faim, la maladie et la mort, plus efficace et plus cruel, s'établit sous prétexte de "rationalité économique" et "d'ajustement structurel": la leçon de Malthus a été entendue.»

voit se passer maintenant de façon massive c'est l'abandon des enfants avant l'âge de cinq ans.

François Chesnais : Comme vous le savez, dans le cadre de l'OMC, il y a quelques gouvernements capitalistes, quelques grandes firmes, qui ont esquissé une alliance avec les syndicats de ces pays autour du thème du travail des enfants, et aussi d'une concurrence déloyale, proposant en somme de faire des marchandises produites par le travail des enfants, une forme de dumping social, après quoi il serait ensuite permis aux pays capitalistes avancés de se protéger. Et un certain nombre de syndicats paraissent prêts de se satisfaire de ce mécanisme. Ils disent : en nous protégeant nous, contre cette concurrence déloyale, on va peser pour que le travail des enfants soit interdit ou contrôlé. Qu'est-ce que vous pensez de cette démarche par rapport à laquelle, je vous avoue, j'ai énormément de réserves.

Claude Meillassoux : A moi aussi, parce que je ne crois qu'il soit possible de contrôler la situation locale pour savoir si une application est faite de la loi. On ne parvient déjà pas à empêcher le travail bien que des lois existent sur place, en Inde, dans tous les pays, même des lois qui prévoient que les enfants ne peuvent pas travailler avant l'âge de la fin de scolarisation. Mais on ne peut pas les mettre en œuvre, parce qu'il n'y a pas de moyens de contrôle. Je ne crois pas qu'il y aura davantage de moyens de contrôle à partir du moment où le travail des enfants sera épinglé, qu'il va y avoir des étiquettes qui disent que ce tapis a été fait par des enfants ou pas.

François Chesnais : On peut ajouter

que très souvent ce sont les mêmes groupes industriels qui exploitent dans les pays développés une main d'œuvre adulte qui a un certain nombre de moyens pour se défendre, qui exploitent les enfants dans les pays sous-développés à travers leurs filiales. C'est à ces groupes qu'il faut s'attaquer directement, ce qui n'est pas le but de l'OMC, et non par le biais de sanctions commerciales.

Claude Meillassoux : Absolu-ment ! Il y a encore un autre phénomène qui joue, car si en France il y a eu des lois contre le travail des enfants, c'est parce qu'il était indispensable à la bourgeoisie d'aller vers une formation de l'enfant, mais aussi pour la formation de futurs soldats. Elle savait qu'elle pouvait être dans l'obligation de se défendre par rapport aux autres bourgeoisies nationales. Le maintien du travail des enfants comportait le risque d'avoir des hommes qui n'avaient pas un niveau d'éducation suffisant pour faire de bons soldats et de bons travailleurs. Donc la bourgeoisie locale a en quelque sorte pesé pour que l'on ne fasse pas travailler les enfants, parce cela avait un effet direct sur son avenir à elle, bourgeoisie. Mais aujourd'hui, qui se préoccupe du développement des enfants indiens ? Qu'est-ce que la bourgeoisie de ce pays, comme celle de tant d'autres en ont à faire, qu'ils soient scolarisés ou non ? Elle s'en fiche complètement ! Toutes les mesures qui sont soi-disant prises pour sauver les enfants sont, à mon avis, des mesures qui n'ont aucune effet réel sur leur condition. Elles sont hypocrites car elles refusent de voir et encore moins de toucher aux mécanismes qui conduisent à un abaissement continu du niveau des salaires, du travail dit peu qualifié partout

dans le monde. Le travail des enfants et leur mise au rebut à l'âge de quinze dans les pays sous-développés vient en bout de chaîne de mécanismes mondiaux de concurrence à coup de salaires bas, de travail toujours plus flexible.

LES PANDÉMIES, LES FAMINES ET LES GUERRES

François Chesnais : Dans L'économie de la vie, j'ai été frappé par le chapitre qui s'intitule « la leçon de Malthus ». Vous y proposez une interprétation des mécanismes qui sont à l'origine de la pandémie du Sida qui ravage l'Afrique, des famines et de ces multitudes de foyers d'extermination mutuelle, suscitées ou permises par les puissances étrangères au terme de laquelle ces événements cessent de relever du hasard. N'expriment-ils pas certaines tendances profondes de l'impérialisme dans le cadre de la mondialisation du capital ? Pour ma part, je pense que nous sommes confrontés mondialement à un système qui est en contraction tendancielle, et c'est dans ce cadre-là que j'ai lu avec tant d'intérêt votre livre de 1997.

Claude Meillassoux : Je crois qu'effectivement c'est ce qu'on peut dire. Le capitalisme a cette tendance actuellement à essayer d'obtenir, ou plus exactement à provoquer la déflation de populations dans certaines régions, et cela se traduit par des phénomènes qu'on vient de citer et dont vous parlez, que ce soit la pandémie ou que ce soit les massacres. Aujourd'hui, du fait de la productivité du travail, qui a augmenté, et de la pauvreté, qui est une barrière à la consommation, il y a de moins en

moins besoin d'un prolétariat pauvre. Aujourd'hui, un continent comme l'Afrique n'est plus considéré comme autrefois, comme une source bienvenue de main-d'œuvre bon marché soit à exploiter sur place dans les grandes villes ou les plantations, soit à faire venir en Europe. Sa population est devenue un fardeau et une menace. Mais le système capitaliste mondial s'est donné les moyens de peser sur son évolution démographique puisqu'il a rendu la plupart des pays d'Afrique dépendants sur le plan des subsistances. L'importation de denrées bon marché, produites dans les pays industriels dans des conditions de haute productivité, souvent subventionnées par les gouvernements exportateurs et locaux et même parfois gratuites, était nécessaire pour contenir les prix alimentaires, donc le coût de la main-d'œuvre urbaine des pays importateurs. Mais en même temps, cette politique entravait le développement de l'agriculture vivrière locale, car elle a été placée dans des conditions de « concurrence » insupportables.

Cette agriculture a reculé partout, et dans certaines régions, elle a presque disparu. Pourquoi y a-t-il tant de maladies qui ne se soignent pas en Afrique, pourquoi y a-t-il tant de massacres qui se perpétuent en Afrique ? Je ne dis que c'est délibérément mis en action par le capitalisme, mais c'est un effet global du capitalisme, qui n'a plus besoin de cette population trop nombreuse après en avoir suscité la croissance et détruit ses formes propres d'agriculture.

François Chesnais : Comment caractérisez-vous les guerres contemporaines, celles qui ont eu lieu au Liberia, au Sierra-Léone, dans la région des Grands Lacs ?

Claude Meillassoux : C'est justement le problème que je me pose et sur lequel je travaille actuellement. Je dois aller en Allemagne pour un congrès sur les guerres en Afrique, et mon intention (mais je voudrais avoir davantage de témoignages et d'éléments), c'est d'essayer de faire

comprendre qu'il s'agit maintenant d'une autre sorte de guerres. Avant, c'était les guerres coloniales. Un pays colonial faisait une guerre et faisait la conquête d'un territoire qui était en proportion de ce qu'était la puissance coloniale. Cela concernait parfois des territoires très importants. Maintenant, je crois que ce sont des guerres qui sont provoquées par des intérêts de sociétés capitalistes privées, qui s'appuient sur des mercenaires et qui se composent, se découpent des territoires à proportion de leur force et de leurs intérêts. On sait par exemple que la De Beers travaille dans l'ancien Congo, qu'elle a toujours des intérêts là-bas, qu'elle a déployé des mercenaires pour son propre compte dans le cadre des guerres civiles de ce pays. Elle fait de même en Angola. Le Monde a publié un article dans lequel le Président ou un des plus hauts responsables de la De Beers admet, explique même l'implication du groupe dans la guerre.

Depuis quelques mois, la presse française, comme toute la presse internationale, porte une grande attention à la situation politique en Iran. C'est donc avec beaucoup d'intérêt que nous avons accepté la proposition de Djaber Kalibi de nous donner quelques éléments d'interprétation. Djaber Kalibi a été membre de 1970 à 1979 de la direction nationale de la Confédération mondiale des étudiants iraniens qui avait son centre à Francfort. En 1979, il est rentré en Iran pour participer aux événements qui ont renversé le Shah. Il y est resté jusqu'en 1982 et a été professeur en sciences politiques et droit international à l'université d'Ahwaz. Il a également été membre de l'organisation «Guérilleros Fedayin du Peuple», (de sympathie maoïste) et a été le responsable des relations étrangères de cette organisation jusqu'à sa dissolution. Depuis 1983, il vit en France comme réfugié politique, travaillant comme chercheur et journaliste indépendant. Pendant plus de dix ans, il a vécu sous la menace d'une expulsion pour entrave aux bonnes relations avec la République islamique... !

Comment comprendre la situation politique en Iran ?

QUE SE PASSE-T-IL

RÉELLEMENT EN IRAN ?

Selon la presse française, la situation politique actuelle en Iran se caractériserait par la résistance acharnée des conservateurs islamistes utilisant des méthodes dictatoriales à la volonté réformatrice du libéral Khatami, président de la république islamique élu par l'écrasante majorité du peuple. Cette lutte politique opposerait donc deux camps : les conserva-

teurs et la majorité du peuple iranien dont Khatami serait le représentant politique. Toutes les péripéties de la vie politique iranienne sont interprétées à la lumière de cette thèse. Le procès des treize Juifs accusés d'espionnage ? Un complot des conservateurs pour mettre Khatami en difficulté. L'interdiction des journaux « libéraux » ? Encore un complot des conservateurs !

Le problème est que cette interprétation est contradictoire. C'est en effet

le ministre de la justice qui a ordonné ces arrestations et ces interdictions. Or, jusqu'à preuve du contraire, le ministre de la justice est bien ministre du gouvernement que dirige M. Khatami. L'exécutif de la république islamique tramerait donc des complots contre lui-même ?

UNE LUTTE ENTRE FRACTIONS DONT AUCUNE NE MET EN CAUSE LA STRUCTURE DU POUVOIR

On ne peut sortir de cette vision absurde que si l'on prend conscience que s'il y a bien une lutte politique violente, c'est une lutte pour le pouvoir entre les deux fractions principales (qui fédèrent chacune différents courants) du bloc au pouvoir. Pour comprendre la nature véritable et les enjeux réels de cette lutte, il faut commencer par en analyser l'aspect idéologique et décrire les rapports de forces au sein de l'Etat : quelles sont les réformes prônées par Khatami et quel discours les justifie ? quelles sont les positions occupées par les factions rivales au sein de l'appareil d'Etat ?

Les thèmes centraux de la campagne électorale de Khatami ont semblé être les suivants : l'Etat de droit, le respect des libertés publiques et des droits de la personne, le pluralisme et la légalisation de tous les partis qui font allégeance à la Constitution. Mais pour saisir la signification véritable de ces propositions, il faut prêter attention à leur exacte formulation : si «l'institutionnalisation du règne de la loi, et, d'abord et avant tout de la Constitution» est bien «le mandat et la mission du président», c'est seulement dans la mesure où «la Constitution est la concrétisation actuelle de l'allégeance populaire à la république islamique et aux grands idéaux de

feu l'Imam Khomeiny» (1). Et cette restriction, sans cesse rappelée (les libertés publiques et individuelles qu'il s'agit de faire respecter sont celles qui sont «constitutionnellement garanties»), change tout. Car le principe fondamental de la Constitution est celui qui fait de l'islam la religion d'Etat, et l'institution centrale de la République que cette Constitution instaure est le Velayat Faguih («gouvernement du juriconsulte») qui fait du chef du clergé le «guide suprême» de la République.

Autrement dit, tout ce que l'islam interdit est constitutionnellement interdit, et ce qui est interdit par l'islam est déterminé par le Guide qui, représentant de Dieu sur terre, en est le seul interprète autorisé. Or, Khatami ne se propose pas d'abolir, ni même de réformer, cette institution qui est la clé de voûte du système. La Constitution en effet confie au Guide le contrôle exclusif du pouvoir judiciaire (2), de l'armée et des pasdarans (la garde prétorienne du régime), de centaines de prédicateurs, des médias et des grands quotidiens gouvernementaux dont il nomme les directeurs. Il est en outre chargé de définir la politique générale de la République et d'en superviser l'application ; il peut destituer le président ; il déclare la guerre et conclut la paix. D'autre part, et c'est au moins aussi important que le contrôle direct des appareils de répression, il recueille les bénéfices des fondations «caritatives», en réalité des holdings tentaculaires (constitués avec les biens confisqués à la famille impériale et à la grande bourgeoisie moderniste) qui contrôlent près de 40% de l'économie et qui génèrent des fonds considérables dont le Guide dispose à sa guise, notam-

ment en finançant le clergé et ses institutions.

UN VOTE POPULAIRE MASSIF DE REFUS

C'est à partir de cette position prépondérante que le Guide Khamenei, chef de file des conservateurs, peut mener la lutte contre Khatami sans tenir compte de la légitimité électorale supposée de ce dernier. Légitimité supposée, car le résultat des élections ne fait pas de Khatami le représentant de la majorité du peuple : le peuple n'a pas voté pour Khatami, mais contre le candidat soutenu par le Guide Khamenei.(3) Il faut rappeler à ce sujet que, sur les 238 candidats qui se sont proposés pour les élections présidentielles, 234 ont été récusés par le Conseil des gardiens de la révolution dominé par les conservateurs, et dont la moitié des membres est nommée par le Guide (Conseil qui a également un droit de veto sur les lois votées par le Parlement) : autant dire que les quatre restant étaient tous les candidats du pouvoir (sans compter que Khatami a été pendant plus de dix ans le ministre de la censure de Rafsandjani...). En outre, le vote est obligatoire en Iran : l'attestation de vote (ainsi que les certificats délivrés par les mosquées de quartiers) sont nécessaires pour obtenir de nombreuses prestations. Comme l'a fort bien résumé un journaliste proche de Khatami : «si un stylo avait été candidat, les iraniens auraient voté pour lui». Bref, la signification politique du vote Khatami, signification qui est en Iran de notoriété publique, c'est le désaveu du Guide, autorité suprême de la république islamique, et le refus de l'ensemble de ce régime, y compris Khatami.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

Pour interpréter ces résultats il faut les replacer dans un contexte de forte crise économique et sociale en Iran et de rejet du régime politique. La religion d'Etat, devenue « islam réel », est totalement discréditée. L'anti-cléricalisme est redevenu dominant dans la population et, renouant avec la vieille résistance perse à l'islamisation (4), se traduit par des actes de résistance quotidiens (blagues désobligeantes sur le prophète et les mollahs ; taxis qui ne s'arrêtent pas pour prendre des mollahs ou des talibe) qui vont de plus en plus jusqu'à la violence (incendie d'une mosquée et du centre islamique au cours des émeutes d'Is-lamchar). Ce refus massif de l'idéologie officielle est la traduction de la crise sociale aiguë que connaît le pays.

La situation économique est catastrophique. L'inflation atteint des niveaux records : entre 20% et 30% en 1999 (5). Le niveau de vie de la majorité de la population ne cesse de se dégrader. Une famille de cinq personnes a besoin pour vivre d'au moins 126000 touman (environ 1050 F) par mois, alors que le revenu d'une famille moyenne est de moins de 80000 touman (666 F). C'est pourquoi la plupart des iraniens (surtout les ouvriers et les fonctionnaires) sont contraints d'avoir un ou deux petits boulots en sus de leur emploi et travaillent jusqu'à 18 h par jour. D'après les sources officielles elles-mêmes, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé de 52% par rapport à son niveau au moment de la prise du pouvoir par les islamistes en 1979. Le chômage est massif : un récent rapport du ministère du budget et du plan situait le taux de chômage à 16%, mais les sources indé-

pendantes l'évaluent à 30% au minimum. (6)

La situation sociale est ainsi devenue de plus en plus tendue. L'agitation ouvrière ne cesse d'augmenter car les salaires de centaines de milliers d'ouvriers ne sont plus versés depuis des mois. Ainsi, plus de 500 entreprises industrielles, employant au minimum 400 000 ouvriers, n'ont pas payé les salaires pour des périodes allant de 3 à 24 mois : les sit-in, les grèves, les manifestations et les blocages de routes se multiplient (7). Le 11 mars dernier, environ 300 ouvriers de Mobil Iran, entreprise de meubles privatisée depuis 1992, ont bloqué la route Téhéran-Karadj (8). Dans les derniers mois, des grèves contre l'hyper-inflation, les bas salaires, les retards de paiement et les mauvaises conditions de travail ont eu lieu à Behshahr (textile), Rasht (agroalimentaire et tannerie), Yazd (assemblage de camions et bus, fonderie), Téhéran (fonderie et chaussure), Chiraz (matériel électrique et pétrochimie). Dans certains cas, comme pour Forsan Manufacturing à Rasht, l'action a pris un tour violent : les ouvriers non-payés et licenciés ont barré la principale route vers Fouman en mettant le feu à des pneus. Dans l'usine de chaussures Kafsh Melli à Téhéran, où des milliers d'ouvriers se sont mis en grève, les forces de l'ordre sont intervenues pour empêcher ces derniers d'occuper les ateliers. (9)

Autre exemple de cette exacerbation de la lutte des classes en Iran : le 27 février dernier, l'assemblée islamique consultative (le Majlis) a voté une loi exemptant, pour une période de six ans, les entreprises de cinq employés ou moins (secteur qui emploie approximativement trois millions de personnes) du respect de certaines garanties figurant dans le

code du travail (10). Le pouvoir n'est même plus en mesure d'appliquer le semblant de législation sociale qu'il avait dû concéder après la révolution... C'est seulement en les replaçant dans ce contexte de lutte de classe exacerbée que l'on peut comprendre les événements politiques actuels.

LES LUTTES DE CLASSE EN IRAN, QUELQUES ÉLÉMENTS POUR L'ANALYSE .

Il n'est pas possible de retracer ici l'histoire contemporaine de l'Iran : on ne peut que présenter quelques éléments, fragmentaires, pour éclairer les luttes de classes actuelles.

Le clergé chiite, on l'a souvent souligné, constitue une « Eglise » très hiérarchisée et, même avant Khomeiny, relativement centralisée. Mais le point fondamental est que depuis que (en 1501) Shah Esma'il a proclamé le chiisme, qui n'était jusque-là qu'une secte hérétique minoritaire et semi-clandestine, religion officielle, le clergé a disposé de biens fonciers considérables assurant son indépendance financière face au pouvoir royal. Ce qui signifie que nombre de dignitaires religieux étaient aussi, et peut-être surtout, de grands propriétaires féodaux. Et c'est sans doute le clergé qui a vu se restreindre le plus sensiblement le champ de ses prérogatives pendant les décennies précédant la révolution : sécularisation accrue de l'enseignement et de la justice mais aussi et surtout aliénation de ses biens fonciers.

Le système économique et social extrêmement archaïque qui a prévalu jusqu'au milieu du XX^e siècle dans les campagnes dominées par la grande propriété, a été profondément bouleversé dans les années 60 par une réforme agraire dont l'un des

effets a été d'accélérer un exode rural qui a abouti à une urbanisation dramatique, aux conséquences sociales spectaculaires. Les paysans non tenanciers, exclus du bénéfice de la réforme alors qu'ils trouvaient tant bien que mal à s'insérer dans le régime social traditionnel de la grande propriété, rejetés vers les villes, ont formé ces masses misérables et analphabètes qui ont largement constitué l'instrument de la révolution islamique.

La monarchie du Shah (parfois désignée comme le « régime impérial ») s'appuyait essentiellement sur deux forces. A l'extérieur, il s'appuyait sur les impérialismes britannique puis américain et les grands groupes pétroliers qui avaient montré leur force, provoquant la chute du gouvernement nationaliste bourgeois du Docteur Mossadegh et obtenant l'annulation de la loi de nationalisation du pétrole de 1951. A l'intérieur, il s'appuyait sur la grande bourgeoisie compradore (une minorité d'anciens féodaux reconvertis dans les activités lucratives du commerce international) et parmi les nouvelles classes moyennes (cadres et employés des administrations et des industries, notamment des industries d'Etat), les couches gagnées à l'occidentalisation. Mais celles-ci, dont l'accroissement fut spectaculaire en quelques années (800 000 fonctionnaires en 1977), ont été ébranlées par la crise économique de 1974-75. C'est dans ce contexte qu'une fraction de ces couches moyennes se rallia au mouvement de protestation qui devait finir par emporter le Shah.

Mais c'est le monde du bazar (la petite et moyenne bourgeoisie manufacturière et commerçante traditionnelle) qui a porté les mollahs au pouvoir. Secteur clé de l'économie urbaine traditionnelle en Orient, le bazar a lui

aussi beaucoup souffert de la politique économique impériale : l'importation de produits fabriqués, l'augmentation rapide d'un commerce international qui lui échappait réduisirent la sphère et le volume de ses activités. Les bazari, traditionnellement regroupés dans des associations professionnelles et de voisinage à vocation religieuse, sont organiquement liés au clergé : et d'expression idéologique, la religion est devenue l'instrument de leur domination politique. Aujourd'hui, il est difficile de déterminer si le bazar constitue la classe hégémonique ou bien seulement la classe régnante du bloc au pouvoir (celle où se recrute le personnel politique) et si une nouvelle grande bourgeoisie compradore hégémonique s'est reconstituée depuis la révolution (à partir des débris de l'ancienne, des couches supérieures du bazar et des grands clans cléricaux).

UNE DICTATURE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE DONT LES BASES SE FISSURENT

Comment interpréter la formation du bloc social qui a exercé sa dictature de classe depuis le début des années 1980 et qui se fissure aujourd'hui ? C'est la peur de la classe ouvrière industrielle iranienne et la menace qui s'est profilée de voir la révolution anti-monarchique et anti-impérialiste de 1979 se transformer en révolution prolétarienne. La classe ouvrière industrielle iranienne est ancienne (l'exploitation du pétrole par les anglais commence dès 1906) et a une longue tradition de lutte. Elle était depuis longtemps traversée par les idées socialistes, et la révolution d'Octobre a eu un grand écho en son sein. Lors de la révolution de 1979, elle fut par ses grandes grèves

l'un des secteurs les plus offensifs du soulèvement populaire et joua un rôle crucial dans le renversement de l'empire. Très politisée, elle s'auto-organisa dans de nombreux endroits et commença même à gérer elle-même certains secteurs de la production : ainsi à Abadan, l'une des plus grandes raffineries du monde, c'est un conseil ouvrier qui organisa et contrôla pendant un temps la production. La révolution anti-autoritaire et anti-impérialiste était bien près de se transformer en révolution prolétarienne. On comprend dès lors que le bazar ait opté pour la révolution islamique, et de fait, le clergé a rapidement engagé une répression féroce contre la classe ouvrière et massacré des dizaines de milliers de militants. Il est à noter que le parti pro-soviétique, le Tudeh, ainsi que les Fedayin du Peuple (Majorité) ont joué un rôle d'auxiliaire non négligeable au début de l'écrasement de cette révolution sociale, avant d'être eux-mêmes liquidés par les mollahs. On comprend aussi pourquoi c'est sur Khomeiny que se porta, juste après la chute du Shah, le choix de Giscard et de l'ensemble des puissances impérialistes.

Pour toutes ces raisons historiques, spécifiques à l'Iran, l'appareil clérical était le seul appareil de contrôle et de répression dont le bazar pouvait disposer pour liquider la révolution de 1979. La conséquence actuelle de cette conjoncture particulière, c'est qu'à l'exploitation de la classe ouvrière s'ajoute l'oppression clérical de l'ensemble de la population. On a du mal à se représenter ici ce qu'est cette oppression au quotidien : contrôle permanent et tatillon de tous les aspects de la vie, disproportion des sanctions (peine de mort appliquée pour des transgressions d'ordre strictement religieux), etc...

Cette combinaison singulière de l'exploitation capitaliste et de l'oppression cléricale a réussi à dresser l'ensemble de la population contre le pouvoir, notamment dans les grandes villes, de sorte qu'aujourd'hui la bourgeoisie iranienne (contrairement aux bourgeoisies de nombre d'autres pays du Tiers-Monde) ne peut jouer aucune autre classe sociale contre la classe ouvrière : elle n'a pas d'autre choix que de s'appuyer encore et toujours sur l'appareil clérical.

C'est là qu'intervient Khatami, et que s'explique l'actuelle lutte pour le pouvoir. Ces réformes que prône Khatami, de quoi peut-il s'agir ? Une république théocratique ne peut, par définition, se refonder elle-même puisqu'elle est établie par décret divin. Et de fait, Khatami ne se propose pas d'abolir la république islamique, mais seulement, comme l'a récemment expliqué son porte-parole, de ... lapider les femmes plus discrètement (11) ! C'est en effet ce type de débats qui opposent les deux factions du pouvoir : comment mener la coercition religieuse et la répression politique. La clique « libérale » se propose (surtout en paroles d'ailleurs) d'assouplir la coercition religieuse pour calmer la révolte des femmes et des jeunes et éviter l'explosion sociale généralisée. La clique « conservatrice » craint que cette libéralisation, aussi minime soit-elle, n'entraîne au contraire un processus incontrôlable qui déclencherait plus sûrement encore l'explosion.(12)

LES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES EN IRAN.

Le dernier point à évoquer est celui des intérêts occidentaux (essentiellement européens). Ils sont d'abord financiers : la dette est supérieure à 22 milliards de dollars. Le service de

la dette s'élève à 32% du montant des exportations (13) (17,2 Md\$ en 1999 [14]) soit environ 5,5 Md\$. L'UE est le premier fournisseur de l'Iran : plus de 40% des 14 Md\$ d'importations en 1999. Ils sont bien sûr pétroliers : en novembre dernier, un contrat d'un montant d'un milliard de dollars a été signé avec Shell Exploration, faisant suite aux énormes contrats signés avec Total en 1997 et Elf en 1999 (15). Ils sont aussi industriels : les groupes automobiles européens et japonais ont d'importantes installations de montage.

La défense de ces intérêts se heurte à la contradiction suivante : elle exige à la fois la stabilité politique (assurée par l'appareil clérical) et l'instauration d'un environnement business friendly (qu'entrave, par le biais de ses fondations tentaculaires, la mainmise sur l'économie du même appareil clérical). C'est cette contradiction que Khatami semble pouvoir résoudre : maintien du régime islamique, privatisation des industries d'Etat et démantèlement des fondations (le tout offert aux « investisseurs » étranger) et instauration de « l'Etat de droit », c'est-à-dire de l'Etat capable de faire respecter les contrats et donc d'attirer le capital étranger dont les intérêts seront ainsi garantis. Dès lors, on ne s'étonnera plus de ce que Khatami soit aussi le candidat de tout ce que l'Europe compte de plumitifs.

COMMENT LA SITUATION PEUT-ELLE SE DÉNOUER ?

Le seul problème, c'est que cette contradiction est insoluble. Pour conjurer le spectre de l'explosion sociale, le gouvernement de Khatami doit parvenir à créer environ 700 000 emplois par an, ce qui exigerait une croissance de 6% par an alors qu'elle tourne actuellement autour de 1%.

Pour atteindre ce taux de croissance, il faudrait entre 100 et 120 Md\$ (16). D'où la nécessité pour les réformateurs d'attirer l'investissement étranger. Mais pour y parvenir, il faudrait s'attaquer aux fondations tenues par l'oligarchie cléricale qui est le pilier du régime.

La réaction de cette dernière à une telle perspective ne s'est pas fait attendre : en avril dernier, dans une déclaration intégralement radiodiffusée par Radio Téhéran (chaîne d'Etat contrôlée par le Guide), le commandement des pasdarans a menacé à mots à peine voilés d'instaurer la loi martiale et de destituer le président (17).

La seule force sociale capable d'abattre l'appareil répressif contrôlé par le Guide est la classe ouvrière. Mais les réformistes ne peuvent faire appel à elle, car ce serait renouer avec le mouvement populaire de 1979 et réveiller le spectre de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie compradore d'Iran est donc confrontée à un dilemme insurmontable : il est impossible de maintenir ce régime politique ; il est impossible de le réformer. Très clairement, ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant, et ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant. A cet égard, la situation actuelle en Iran est pré-révolutionnaire. Certes, toutes les organisations ouvrières indépendantes ont été liquidées par le régime, mais la mémoire des luttes passées est extrêmement vivace chez les ouvriers et elle a indéniablement commencé à se manifester à nouveau dans l'agitation des derniers mois. Comme dans toutes les situations de ce genre, l'activité des militants communistes, aussi faibles et aussi peu nombreux soient-ils, peut devenir un facteur déterminant, capable de faire basculer

la situation. A l'instar de tant de situations nationales, les rapports politiques mondiaux pèsent en faveur de l'ordre établi. Il reste que l'Iran est aujourd'hui l'un des maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste, et il n'est pas déraisonnable d'espérer que ce pays puisse connaître la première révolution prolétarienne du XXI^e siècle.

Une chose est certaine. C'est parce que les puissances impérialistes ont de nouveau peur de la classe ouvrière et de la jeunesse qu'aux Etats-Unis et dans les pays de l'Union européenne les chancelleries et la presse sont redevenus si attentifs à ce qui se passe en Iran, et qu'ils plaçant leurs espoirs dans les « réformateurs », tout islamistes qu'ils soient.

Notes

(1) Khatami, Discours d'investiture, 4 Août 1997.

(2) car comme le dit l'ayatollah Mohamed Yazdi, chef de l'institution judiciaire, « la justice ne tire pas sa légitimité du peuple mais de l'islam ».

(3) Déchiffrant les résultats des récentes élections législatives, les analystes expliquent que les électeurs ont envoyé le même message qu'à la présidentielle, signifiant leur rejet du système basé sur le Velayat Faguih, dans lequel un homme censé être le représentant de Dieu et le tuteur de la population se place au-dessus des lois et contrôle tous les pouvoirs. Selon M. Ahmad Salamantian, analyste politique résidant à Paris, « aux présidentielles de mai 1997, les gens ont voté pour le relativement inconnu Khatami afin d'exprimer leur rejet du système incarné par Khamenei que représentait Nouri, candidat de l'establishment clérical conservateur ». De nombreux jeunes électeurs, pour la plupart vo-

tant pour la première fois, sondés par IPS ont confirmé leur ferme opposition au régime. (source, Safa Haeri, « Reformists' victory is a two-edge sword for Mr. Khatami », Iran Press Service, 22/02/00). [On notera que ce M. Salamantian fait partie de cette bourgeoisie intellectuelle exilée reconvertie dans le soutien à Khatami à l'étranger : c'est dire à quel point, consciente de la gravité de la situation, même l'aile la plus libérale de la bourgeoisie iranienne est éfrayée par la perspective d'une révolution sociale en Iran.]

(4) « L'observateur étranger est frappé par l'attachement ostensible des jeunes envers des valeurs strictement nationales au détriment de l'héritage musulman » (cf. Christian Bromberger, « Troisième mi-temps pour football iranien », Le Monde diplomatique, avril 1998). « Les nouveaux, par exemple, sont de plus en plus nombreux à recevoir des prénoms préislamiques tandis que le nombre d'élèves qui s'inscrivent aux cours d'arabe (langue du Coran que le pouvoir privilégie) est en chute libre. » Eric Rouleau, « En Iran, islam contre islam », Le Monde diplomatique, juin 1999.

(5) Source : Pr. Shahin Fatemi, « The economy is sinking and may take Khatami along », IPS, 3/06/99

(6) *ibid.*

(7) International Alliance in Support of Workers' Struggles in Iran, « Mobiliran workers set up blockage for the second time », Labour News Network, 21/03/00

(8) *ibid.*

(9) Nina Kamran, « Wave of labour unrest, new battle ground between camps in Iran », IPS, 22/04/00

(10) IASWSI, « Anti-worker bill approved by the Islamic Republic of Iran's parliament », Labour News Net, 21/03/00

(11) « L'ata'ollah Mohajerani, porte-parole du gouvernement et ministre de la "Guidance", a déclaré : "Nous devrions garder les intérêts de notre pays à l'esprit [...]". Serait-ce dans notre intérêt si une lapida-

tion venait à être filmée et télédiffusée à l'étranger ? Si nous ne le pensons pas, nous devrions envisager d'exécuter la sentence en présence d'un public restreint de croyants seulement afin de prévenir les répercussions négatives », Ressalat (quotidien gouvernemental), 9/04/98

(12) « Comme les libéraux, mais pour des raisons différentes, les conservateurs sont convaincus de la nécessité de mener des réformes, sans lesquelles le pays risque une explosion populaire. Mais plutôt qu'une démocratisation rapide, qui à leurs yeux détruirait le régime comme la perestroïka fit de l'URSS, ils préfèrent une approche à la chinoise, maintenant l'intégrité autoritaire et idéologique du régime tout en libéralisant l'économie », bilan annuel de l'Institut International d'Etudes Stratégiques (IISS, Londres), résumé dans une dépêche AFP du 4/05/00. Les « réformateurs » ont les mêmes références, bien qu'ils les interprètent dans le sens opposé. Ainsi Akbar Ganji, journaliste partisan de Khatami, a-t-il pu déclarer : « Notre président souhaite un "islam à visage humain" tout comme [Gorbatchev] a voulu assurer la survie du communisme en l'humanisant. En provoquant son échec, ses adversaires ont involontairement propulsé au pouvoir un Eltsine. Nos conservateurs n'ont pas non plus compris que Khatami est l'homme de la dernière chance, que sa défaite entraînera la liquidation de tous les islamistes, tout autant les réformistes que les conservateurs... » (cité par E. Rouleau, article cité).

(13) L'économie mondiale 2000, CEPII

(14) Interex

(15) « Iran signs third major oil contract with European firm », IPS, 14/11/99

(16) selon l'économiste Fereydoun Khandan, cité par IPS, « Iranian third development plan is gold but not accessible to her », 18/09/99

(17) « Pasdaran menace president and reformists with a coup », IPS, 16/04/00.

(Entrevue avec José Mari Olaizola Albeniz, par Stefano d'Errico et Franco Iachetta)

Stefano d'Errico, responsable de l'Unicobas-Scuola (Italie) a interrogé José Mari Olaizola Albeniz, secrétaire général de la CGT espagnole. Cette entrevue est parue dans le numéro de décembre 1999-janvier 2000 de la revue italienne *A/Rivista Anarchista* (casella postale 17120, 20170 Milano). D'Errico et Olaizola Albeniz sont des militants anarcho-syndicalistes aguerris. Leurs préoccupations, leurs démarches sont très proches de celles que beaucoup de rédacteurs de *Carré rouge* manifestent depuis la création de cette revue. Ni l'un ni l'autre ne met un préalable à l'action commune. Tous deux, en revanche, expriment avec force qu'il faut avant tout s'attaquer à l'«émiettement» des salariés et des exploités, leur donner une perspective nette et claire de combat uni contre le capitalisme. C'est dire que leur combat est pour l'essentiel le nôtre !

Nous autres, de la CGT...

Dans le panorama chaotique du syndicalisme libertaire espagnol, la Confédération générale du travail (Confederacion General del Trabajo) agit depuis une vingtaine d'années. Entrevue avec son secrétaire général.

QU'EST-CE QUE LA CGT ?

C'est une organisation anarcho-syndicaliste qui est née il y a dix ans, comme produit d'une décision de justice qui nous empêchait d'utiliser le signe de la CNT. C'est le résultat d'une scission qui s'est produite lors du cinquième Congrès de la CNT, qui s'est tenu en 1979. La rupture s'est produite lorsqu'une partie de la CNT a considéré qu'il était nécessaire, que l'on ne pouvait éviter de se présenter aux élections syndicales pour ne pas se marginaliser par rapport au monde du travail, indépendamment du fait que notre position a

critique vis-à-vis de ces élections, considérées cependant comme nécessaire pour obtenir un «poids» suffisant pour s'imposer au patronat. Après la séparation, d'autres secteurs de la CNT, qui en sont sortis après le cinquième Congrès, ont rejoint la CGT, parce qu'ils avaient vécu le même type de problème que celui que nous avons dénoncé.

La CGT s'est petit à petit implantée dans le monde du travail dans l'ensemble de l'Etat espagnol ; c'est une organisation en croissance permanente, qui a obtenu le label de «représentativité» dans divers secteurs et régions, qui signe des contrats collectifs, qui est à la fois présente dans les entreprises et dans les manifestations de rue, et qui n'a pas seulement une perspective sectorielle, purement syndicaliste, pour son travail quotidien, mais qui a une perspective générale contre la politique économique capitaliste du gouvernement

espagnol. La CGT est également présente, comme en ont témoigné les manifestations contre l'exclusion sociale et le chômage, au niveau européen, comme dans les marches vers Amsterdam en 1997 et vers Cologne en 1999, ainsi que dans d'autres manifestations qui se sont tenues aussi bien en France que dans d'autres pays, au côté du syndicalisme alternatif européen. Nous nous sentons, au même titre que les autres organisations anarcho-syndicalistes, comme des continuateurs de la tradition, tout en étant sachant être critiques lorsque nous estimons que c'est nécessaire. Si nous analysons notre propre histoire, tout au long de notre développement, notre pratique est la même que celle de toutes les organisations libertaires, de toutes les structures anarcho-syndicalistes : une pratique appuyée sur l'assemblée, le fédéralisme, la solidarité, l'aide mutuelle, les comités non décisionnels, le comité coordinateur, et pour l'essentiel l'action «directe». C'est ce qui nous distingue du syndicalisme officiel, comme les Commissions ouvrières ou l'UGT. Nous avons émergé petit à petit comme un point de référence à gauche en Espagne. Sans aucun triomphalisme, avec une situation difficile dans la pratique quotidienne, parce que la situation d'intégration du citoyen dans le système actuel est extrêmement forte, tout comme est forte l'apathie, et que la mobilisation est difficile contre la domination du capital, et qu'il est difficile de faire triompher des positions de gauche. Et nous pouvons donc dire que nous sommes satisfaits de cette progression constante, que nous avons obtenue avec une organisation qui est présente dans les luttes, pas encore à un niveau optimal, mais néanmoins avec une force réelle. Au sein du

été et demeure être la «force possible» où les femmes et les hommes qui luttent pour la liberté et la justice sociale trouvent un instrument où ils peuvent travailler et développer leurs propres idées, participer et décider. C'est précisément ce que la société d'aujourd'hui ne permet pas, parce qu'elle est fondée sur le principe de la délégation. Nous aspirons à être un syndicalisme de masse et un point de référence pour la société civile et la gauche, dans une organisation où existe un pluralisme important, des provenances diverses, mais qui parvient à préserver les caractéristiques principales de l'anarcho-syndicalisme. Au sein de cette dynamique, nous tissons des relations au niveau européen dans l'objectif de créer une internationale, une coordination européenne, d'inspiration clairement libertaire, anarcho-syndicaliste ou, au moins, avec un contenu anarcho-syndicaliste dans la pratique. C'est pour cette raison que nous entretenons des relations avec des syndicats français, la CNT française et tous les syndicats qui se rejoignent dans le Groupe des dix, c'est-à-dire SUD éducation, PTT, Rail, etc., mais aussi des Suédois avec la SAC ; en Italie, la relation la plus importante est avec l'Unicobas, même si cela n'empêche pas que nous ayons au même moment des rapports avec d'autres syndicats comme la CUB, le SinCobas, le COMU. Notre idée est que tout le syndicalisme alternatif, de classe, révolutionnaire, anarcho-syndicaliste se rejoigne dans une coordination internationale européenne, et avec l'ambition même d'aller au-delà de l'Europe, qui soit capable de créer un instrument qui soit utile pour faire front aux diktats du capital, du néolibéralisme, contre la pensée unique qui contrôle le monde et qui fait des coupes

sombres dans les libertés et exerce une domination considérable sur l'être humain, pour réaliser au contraire une justice maximale, une sécurité maximale, une juste répartition des richesses.

Dans le monde «alternatif», dans le monde anarcho-syndicaliste, il existe un dogmatisme excessif qui consiste à voir «avec qui l'on sera et avec qui l'on ne sera pas» ; on doit parvenir à surmonter une certaine attitude, une certaine manière de se disposer par rapport aux autres. La situation mondiale est sans cesse plus injuste et les bénéfiques et la richesse se concentrent toujours plus dans peu de mains, tandis que la misère et la pauvreté se diffusent toujours davantage. Après le désastre de la domination communiste autoritaire, après la chute du Mur de Berlin, c'est le temps des libertaires, de l'anarcho-syndicalisme, mais nous ne sommes pas à la hauteur de ce que l'histoire nous a demandé et de ce qu'elle nous demande en ce moment. Dans le moment présent, il est nécessaire de surmonter les innombrables petites inimitiés, les petits groupes qui ne sont intéressés que par leurs petites forces, leur identité et leur influence, le personnalisme. Il est nécessaire d'être beaucoup plus ouverts, d'être prêts à aller bien au-delà, pour se jeter tous ensemble dans une action commune contre le capitalisme. Nous sommes parvenus à un moment de mise «en esclavage» très subtile, de contrôle fondamental de la part du capital et de l'appareil d'Etat qui est à son service. Le syndicalisme moderne est très différent de celui qu'a représenté la CNT dans la Révolution : on savait alors clairement où était le capital et où étaient nos valeurs : aujourd'hui, le développement technologique est en train de créer des su-

jets totalement différents. Nous voulons dire que le syndicalisme ne doit pas seulement se vouer au monde de l'usine, mais qu'il doit regarder beaucoup plus loin, à un niveau beaucoup plus global, en relation avec tous les problèmes sociaux. Les problèmes d'aujourd'hui sont aussi les problèmes du «citoyen», et nous devons aspirer à ce que le citoyen ait la possibilité et le pouvoir de décider. Ce sont tout autant les problèmes des jeunes que ceux des antimilitaristes et des insoumis, des femmes et de l'écologie. Nous avons besoin d'un anarcho-syndicalisme qui développe une action complète, totale et globale de la société contre un capitalisme organisé mondialement, avec une idée commune, avec une organisation mondiale, avec un intérêt commun, avec une même idée de liberté et de justice.

L'IMPORTANCE DE LA CONFRONTATION

La CGT est un mouvement syndical qui a un impact réel sur le monde du travail et aussi, comme tu l'as dit, sur la société civile et au-delà, comme instrument de la gauche, avec des militants de provenances très diverses. Comment se réalise cette synthèse à l'intérieur de la CGT, et quels sont ses rapports avec les partis politiques ?

Quand la CGT a commencé à travailler dans le monde du travail, y compris en participant aux élections syndicales, en négociant des contrats collectifs, en travaillant jour après jour dans le quotidien, en combattant contre le patronat, nous en sommes arrivés à nous transformer, tous ensemble, en un point de référence pour tous les syndicalistes et les militants ouvriers présents dans

la lutte et opposés à la logique imposée par le syndicalisme traditionnel, comme le font les Commissions ouvrières ou l'UGT. Une partie considérable de ces militants sont venus à notre organisation parce qu'ils y ont trouvé l'occasion de continuer à lutter. Ils ne sont pas venus à la CGT avec l'objectif de contrôler ou d'obtenir des postes de responsabilités. Ce sera notre responsabilité d'être capables de les éduquer dans la pratique, parce qu'ils estiment que la pratique libertaire et anarcho-syndicaliste est plus adaptée que les pratiques autoritaires qu'ils ont connues dans les vieilles organisations dont ils viennent. Ce type d'apport nouveau ne nous a posé aucun problème. L'anarchisme ou l'anarcho-syndicalisme ne sont pas nés pour imposer une idéologie ; le développement théorique doit se faire dans un débat permanent, en devenir, qui se développe quotidiennement. Les anarchistes ou les anarcho-syndicalistes ne peuvent se soustraire à ce débat sous le prétexte qu'ils pensent être dans le juste ou avoir «raison». Ce sont les formes de l'action à la base, la pratique, le recours aux assemblées, l'action directe, les formes adaptées pour changer l'état des choses existant. S'isoler, se soustraire au débat, cela signifie que l'on n'a pas confiance dans ces formes mêmes. Refuser la confrontation, cela signifie renoncer à tout et s'isoler sur une position «intimiste».

De quels instruments la CGT dispose-t-elle pour préserver l'organisation des tentatives hégémoniques des partis ?

L'organisation est, par ses statuts, absolument indépendante de tout parti politique, de toute Eglise, de l'Etat et du capital, et il existe une incompatibilité entre les mandats dans

le syndicat et les mandats politiques, les postes de responsabilités et la participation active à la vie politique ; tout cela y est précisé. Nous avons des relations ponctuelles avec les partis politiques, et nous n'avons aucun problème à entretenir ces rapports, qui ne sont pas de nature stratégique mais tactique, sur des objectifs concrets. Nous sommes un syndicat, et nous croyons qu'il est bon que le syndicat soit indépendant et autonome de tout type de parti politique ou de toute force extérieure, à plus forte raison si elles sont au service de l'argent ou de la corruption. La corruption de la politique démontre que nous avons raison, et c'est un élément en notre faveur.

Il n'y a pas eu de cas d'incidents, de tentatives de prise de pouvoir, d'infiltrer ou d'instrumentaliser la CGT ?

Pas de prendre le pouvoir, mais je crois qu'il y aura toujours quelqu'un qui aura intérêt à aller dans ce sens : cela fait partie de la vie et de la lutte. L'anarcho-syndicalisme n'a pas à se faire de souci à ce propos. Ce qui doit émerger, c'est une attitude et une pratique claires qui empêchent par elles-mêmes que de telles tentatives aient lieu. Nous avons beaucoup de raisons et d'exemples qui nous suggèrent de ne pas nous renfermer, mais d'être avant tout aussi fiers, honnêtes et éthiques que possible.

Le meilleur outil serait donc la pratique ?

Oui : en ce moment, tout est en discussion et il faut démontrer à la société notre différence ; il est facile de parler, de critiquer ; il n'est pas suffisant d'avoir les mains propres historiquement ; il est nécessaire, même si c'est difficile, de démontrer que nous sommes une organisation diffé-

rente, que nous sommes capables d'agir différemment, de construire de manière différente. La pratique est le seul moyen pour changer le monde, le seul, dans une société totalement discréditée, capable de donner la possibilité de croire en quelque chose.

CONTRE LE MORCELLEMENT

Nous avons noté une certaine attention, de la part de la CGT, aux discussions qui se déroulent dans les mouvements sociaux et à tout ce qui bouge dans les tréfonds de la société espagnole au niveau des affrontements sociaux.

Dans la société actuelle, il n'y a guère que 50 % de travailleurs qui peuvent dire qu'ils disposent d'un emploi fixe, tandis que les autres 50 % sont soit chômeurs, soit ont un travail temporaire. On peut plus ou moins parler d'une forme de précarité diffuse. La vieille force du mouvement ouvrier est aujourd'hui complètement déstructurée : ce n'est pas la même chose de disposer d'un emploi à caractère fixe et d'être un otage permanent du capital, sans emploi stable et sans aucun avenir. Toute cette précarité, ce chômage, cette augmentation de la pauvreté, la réalité du statut de citoyens qui ne sont pas des citoyens parce qu'ils n'en possèdent aucun des attributs, la capacité de souscrire un contrat ou de prendre des décisions : tous ces problèmes, le syndicat doit les assumer. Il existe une prolifération de groupes sociaux dont chacun s'occupe d'un aspect spécifique, avec lesquels nous entretenons des contacts et que nous cherchons à amener au syndicat. Devant un problème d'une telle ampleur, la riposte est morcelée : certains luttent seulement contre le chô-

mage, d'autres pour que les maisons vides soient occupées, d'autres pour l'antimilitarisme, d'autres pour les immigrés. Le capital a un projet global, il n'a jamais aucun problème avec des groupes émiettés avec des objectifs partiels : il est capable de les assimiler. La seule possibilité, c'est que cet émiettement s'unisse en un ensemble unique, en un projet commun contre le capital. Construire ce projet, c'est le devoir de tout révolutionnaire : il faut faire disparaître le morcellement de la lutte.

Quels sont les objectifs que la CGT a «pointés» avec force dans les dernières années ?

Il y a plusieurs aspects dans la lutte de la CGT. D'une part, la lutte quotidienne dans une entreprise ou un secteur, et il faut tenir compte du fait que la CGT a, dans les chemins de fer, une représentativité de 17 %, de plus de 10 % dans les postes et télécommunications, une forte représentation dans le secteur de l'automobile (VW-SEAT, Ford, General Motors, Renault, etc.) ; nous sommes en progrès dans le secteur de la Santé, de l'administration publique, dans celui de l'Education. Et puis il y a un aspect général de conflit avec le capital qui s'est concrétisé dans la lutte pour la redistribution du travail et de la richesse, contre l'exclusion sociale et le chômage et pour les 35 heures hebdomadaires, pour la disparition des heures supplémentaires et pour le salaire social, un salaire social que la société doit fournir si elle ne donne pas la possibilité d'avoir un travail. Il y a une ligne que nous suivons depuis quatre ou cinq ans, et sur laquelle nous devons persévérer. Il y a en plus le problème de la réduction des droits et des libertés sociales.

Sur ces questions, nous travaillons, là où c'est possible, avec des

groupes de chômeurs, des groupes sociaux d'une part, et, par exemple, avec la IZQUIERDA UNIDA (la Gauche unie) de l'autre, ou avec des syndicats comme l'USO ou la STES ou avec le mouvement anti-Maastricht. Le mouvement qui s'est révélé lors de différentes manifestations, comme celle qui a porté 50 000 personnes à Madrid le 20 juin 98, manifestation où le drapeau anarcho-sindicaliste est apparu comme une force importante, avec des milliers de manifestants, est quelque chose que nous voulons porter également au niveau européen, comme nous l'avons fait à Cologne cette année et à Amsterdam il y a deux ans, où la CGT et l'anarcho-syndicalisme ont été une force active dans la rue. La seule organisation espagnole à avoir participé a été la CGT ; le reste du mouvement libertaire espagnol était absent. Il est évident qu'à Cologne étaient présentes différentes organisations anarchosyndicales, comme les Français de la CNT, les Suédois de la SAC, des organisations libertaires comme l'Unicobas, des organisations syndicales alternatives allemandes ou françaises, et tout cela a constitué la partie la plus importante du cortège. Cela a permis que tout le mouvement de la gauche européenne prenne conscience des forces et des possibilités de notre formation. Quelle a été l'initiative de la CGT dans toutes ces occasions ? La CGT, qui est considérée comme hérétique dans le mouvement anarchiste « officiel », a développé pendant toutes ces années des rapports avec tout le monde dans le syndicalisme alternatif, l'anarcho-syndicalisme et les mouvements libertaires européens, proposant des objectifs de lutte commune pour qu'ils puissent être présents dans les manifestations d'Amsterdam et de Cologne.

C'est ainsi que, petit à petit, nous avons obtenu que, dans la pratique, se réalise une convergence significative. Un objectif unitaire s'est réalisé qui, dans la pratique, a réuni ensemble un secteur important, l'a rendu clairement visible grâce aux banderoles et aux drapeaux de la même couleur. Une idée commune qui réalise un intérêt commun. Nous poursuivrons sur cette initiative, sans jamais répondre aux provocations : la provocation ne nous intéresse pas, c'est une perte de temps, d'énergie : notre capacité de lutte doit être dirigée vers autre chose.

COMBIEN Y A-T-IL D'ADHÉRENTS À LA CGT ?

Il est toujours difficile de répondre, mais on parle de près de 60 000 travailleurs adhérents. Naturellement, dans les élections professionnelles, nous avons obtenu beaucoup plus de voix. Dernièrement, nous avons même commencé à avoir une petite présence dans la jeunesse.

La CGT a deux périodiques (Rojo y Negro, et Libre Pensamiento) et prête une attention toute particulière au mouvement de ré-élaboration théorique et culturelle, y compris au travers de la fondation Salvador Seguí'. Rojo Y negro est une publication mensuelle largement diffusée à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Elle traite de nos initiatives et analyse la situation générale, la politique syndicale, le mouvement. Il tire à plus de 30 000 exemplaires et nous avons l'objectif d'augmenter le tirage.

Libre Pensamiento est une revue de réflexion, d'analyse et de débat, totalement ouverte et plurielle. Nous n'y

écrivons pas seulement sur des sujets qui appartiennent à l'anarchisme ou à l'anarcho-syndicalisme, mais d'autres courants de pensée s'y exposent, d'origine marxiste ou chrétienne qui, de toute façon, peuvent y expliquer leurs thèses.

Nous ne sommes absolument pas fermés au débat parce que, comme je l'ai dit plus haut, nous ne devons avoir aucun problème lorsqu'il s'agit de débattre si nous sommes sûrs de ce que nous faisons.

COMME ANARCHISTES ET ANARCHO-SYNDICALISTES

Dans quels secteurs, selon toi, est-il nécessaire que la pensée libertaire évolue ?

Je crois qu'il existe une tension naturelle de l'être humain vers l'aspiration à la liberté, à la justice et au bonheur. Je crois que les secteurs qui sont majoritairement en crise, en ce moment, sont ceux qui proviennent du marxisme, du socialisme, du communisme, qui aspirent à la plus grande justice sociale, à un monde solidaire et égalitaire. Ces secteurs analysent aujourd'hui l'origine de leurs propres erreurs, se demandent où ils se sont trompés et ce dont ils ont besoin. Ils sont en train de comprendre que la participation et le respect de l'autre sont fondamentaux. Au-delà de tout cela, je pense que, comme anarchiste et anarcho-syndicalistes, nous devons prendre en compte l'être humain, son aspiration à un monde meilleur, et nous devons avoir une initiative ouverte à 180 °, vers tous les secteurs.

Tu as écrit un livre avec Chema Berro, Syndicalisme et transformation

sociale, où tu fais une analyse du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme avec une conception de dépassement, en partie, de la logique qui met en évidence, en particulier, les aspects plus syndicaux de l'intervention. Même dans l'analyse de la CNT historique, tu mets en lumière des personnages et des thèses syndicalistes, qui ne doivent pas être confondus, au sens strict, avec la tradition «syndicaliste révolutionnaire» d'origine sorélienne. Qu'est-ce que le syndicalisme alternatif doit puiser aujourd'hui dans cette histoire ?

Avant tout, ce qui a été la pratique réelle, la recherche et l'étude, l'honnêteté, l'éthique toujours plus nécessaire dans ce monde. Mais cela doit être accompagné d'une pratique de participation. Il est nécessaire d'expliquer aux gens, aux travailleurs, que leurs problèmes ne peuvent pas être résolus par un «sauveur», que les problèmes sont ceux de tous, et qu'ils doivent être résolus pas un apport collectif. C'est ce qu'il y a de plus fondamental, parce que les moments historiques n'ont rien à voir les uns avec les autres. À une époque, l'exploitation soumettait tout le monde au même mode de vie, alors qu'aujourd'hui, beaucoup d'adhérents de notre organisation vivent dans une situation de bien-être social. Les sentiments d'oppression qui étaient vécus à une époque ne sont pas les mêmes que ceux que nous vivons aujourd'hui, parce que les formes d'exploitation et d'oppression exercées par le capital sont différentes. Deux réalités différentes ont été créées : l'une qui vit relativement bien et une autre qui est totalement exclue. Il faut prendre en compte cette situation pour comprendre la nécessité de la combattre. Si cette comparai-

son n'est pas faite, on en vient à considérer l'injustice comme «légale et démocratique». Ce qui compte, là encore, c'est la pratique de la discussion, la confrontation et la participation de tous.

syndicalisme espagnol, nous pensons être la « force possible » où les femmes et les hommes qui luttent pour la liberté et la justice sociale trouvent un instrument où ils peuvent travailler et développer leurs propres idées, participer et décider. C'est précisément ce que la société d'aujourd'hui ne permet pas, parce qu'elle est fondée sur le principe de la délégation. Nous aspirons à être un syndicalisme de masse et un point de référence pour la société civile et la gauche, dans une organisation où existe un pluralisme important, des provenances diverses, mais qui parvient à préserver les caractéristiques principales de l'anarcho-syndicalisme. Au sein de cette dynamique, nous tissons des relations au niveau européen dans l'objectif de créer une internationale, une coordination européenne, d'inspiration clairement libertaire, anarcho-syndicaliste ou, au moins, avec un contenu anarcho-syndicalisme dans la pratique. C'est pour cette raison que nous entretenons des relations avec des syndicats français, la CNT française et tous les syndicats qui se rejoignent dans le Groupe des dix, c'est-à-dire SUD éducation, PTT, Rail, etc., mais aussi des Suédois avec la SAC ; en Italie, la relation la plus importante est avec l'Unicobas, même si cela n'empêche pas que nous ayons au même moment des rapports avec d'autres syndicats comme la CUB, le SinCobas, le COMU. Notre idée est que tout le syndicalisme alternatif, de classe, révolutionnaire, anarcho-syndicaliste se mette ensemble dans une coordination internationale européenne, et avec l'ambition même d'aller au-delà de l'Europe, qui soit capable de créer un instrument qui serve pour faire front aux diktats du capital, du néolibéralisme, contre la pensée unique qui contrôle le monde et qui

fait des coupes sombres dans les libertés et exerce une domination considérable sur l'être humain, pour réaliser au contraire une justice maximale, une sécurité maximale, une juste répartition des richesses. Dans le monde « alternatif », dans le monde anarcho-syndicaliste, il existe un dogmatisme excessif qui consiste à voir « avec qui l'on sera et avec qui l'on ne sera pas » ; il existe un mode d'être et de se disposer qui doit être surmonté. La situation mondiale est sans cesse plus injuste et les bénéfices et la richesse se concentrent toujours plus dans peu de mains, tandis que la misère et la pauvreté se diffusent toujours davantage. Après le désastre de la domination communiste autoritaire, après la chute du Mur de Berlin, c'est le temps des libertaires, de l'anarcho-syndicalisme, mais nous ne sommes pas à la hauteur de ce que l'histoire nous a demandé et de ce qu'elle nous demande en ce moment. Dans le moment présent, il est nécessaire de surmonter les innombrables petites inimitiés, les petits groupes qui ne sont intéressés que par leurs petites forces, leur identité et leur influence, le personnelisme. Il est nécessaire d'être beaucoup plus ouverts, d'être prêts à aller bien au-delà, pour se jeter tous ensemble dans une action commune contre le capitalisme. Nous sommes parvenus à un moment de mise « en esclavage » très subtile, de contrôle fondamental de la part du capital et de l'appareil d'Etat qui est à son service. Le syndicalisme moderne est très différent de celui qu'a représenté la CNT dans la révolution : on savait alors clairement où était le capital et où étaient nos valeurs : aujourd'hui, le développement technologique est en train de créer des sujets totalement différents. Nous voulons dire que le syndicalisme ne doit pas seu-

lement se vouer au monde de l'usine, mais il doit regarder beaucoup plus loin, à un niveau beaucoup plus global, en relation avec tous les problèmes sociaux. Les problèmes d'aujourd'hui sont aussi les problèmes du « citoyen », et nous devons aspirer à ce que le citoyen ait la possibilité de décider et le pouvoir de décision. Ce sont tout autant les problèmes des jeunes que ceux des antimilitaristes et des insoumis, des femmes et de l'écologie. Nous avons besoin d'un anarcho-syndicalisme qui développe une action complète, totale et globale, de la société contre un capitalisme organisé mondialement, avec une idée commune, avec une organisation mondiale, avec un intérêt commun, avec une même idée de liberté et de justice.

L'importance de la confrontation

La CGT est un mouvement syndical qui a un impact réel sur le monde du travail et aussi, comme tu l'as dit, sur la société civile et au-delà, comme instrument de la gauche, avec des militants des provenances les plus diverses. Comment se réalise cette synthèse à l'intérieur de la CGT, et quels sont ses rapports avec les partis politiques ?

Quand la CGT a commencé à travailler dans le monde du travail, y compris en participant aux élections syndicales, en négociant des contrats collectifs, en travaillant jour après jour dans le quotidien, en combattant contre le patronat, nous en sommes arrivés à nous transformer, tous ensemble, en un point de référence pour tous les syndicalistes et les militants ouvriers présents dans la lutte et opposés à la logique imposée par le syndicalisme traditionnel, comme le font les Commissions ou-

vrières ou l'UGT. Une partie considérable de ces militants sont venus à notre organisation parce qu'ils y ont trouvé l'occasion de continuer à lutter. Ils ne sont pas venus à la CGT avec l'objectif de contrôler ou d'obtenir des postes de responsabilités. Ce sera notre responsabilité d'être capables de les éduquer dans la pratique, parce qu'ils estiment que la pratique libertaire et anarcho-syndicaliste est plus adaptée que les pratiques autoritaires qu'ils ont connues dans les vieilles organisations dont ils viennent. Ce type d'apport nouveau ne nous a posé aucun problème. L'anarchisme ou l'anarcho-syndicalisme ne sont pas nés pour imposer une idéologie ; le développement théorique doit évoluer dans un débat permanent, en devenir, qui se développe quotidiennement. Les anarchistes ou les anarcho-syndicalistes ne peuvent se soustraire à ce débat sous le prétexte qu'ils pensent être dans le juste ou avoir « raison ». Ce sont les formes de l'action à la base, la pratique, le recours aux assemblées, l'action directe, les formes adaptées pour changer l'état des choses existant. S'isoler, se soustraire au débat, cela signifie que l'on n'a pas confiance dans ces formes mêmes. Refuser la confrontation, cela signifie renoncer à tout et s'isoler sur une position « intimiste ».

De quels instruments la CGT dispose-t-elle pour préserver l'organisation des tentatives hégémoniques des partis ?

L'organisation est, par ses statuts, absolument indépendante de tout parti politique, de toute Eglise, de l'État et du capital, et il existe une incompatibilité entre les mandats dans le syndicat et les mandats politiques, les postes de responsabilités et la participation active à la vie politique ;

tout cela y est précisé. Nous avons des relations ponctuelles avec les partis politiques, et nous n'avons aucun problème à entretenir ces rapports, qui ne sont pas de nature stratégique mais tactique, sur des objectifs concrets. Nous sommes un syndicat, et nous croyons qu'il est bon que le syndicat soit indépendant et autonome de tout type de parti politique ou de toute force extérieure, à plus forte raison si elles sont au service de l'argent ou de la corruption. La corruption de la politique démontre que nous avons raison, et c'est un élément en notre faveur.

Il n'y a pas eu de cas d'incidents, de tentatives de prise de pouvoir, d'infiltrer ou de conditionner la CGT ?

Pas de prendre le pouvoir, mais je crois qu'il y aura toujours quelqu'un qui aura intérêt à aller dans ce sens : cela fait partie de la vie et de la lutte. L'anarcho-syndicalisme n'a pas à se faire de souci à ce propos. Ce qui doit émerger, c'est une attitude et une pratique claires qui empêchent par elles-mêmes que de telles tentatives aient lieu. Nous avons beaucoup de raisons et d'exemples qui nous suggèrent de ne pas nous renfermer, mais d'être avant tout aussi fiers, honnêtes et éthiques que possible.

Le meilleur outil serait donc la pratique ?

Oui : en ce moment, tout est en discussion et il faut démontrer à la société notre différence : il est facile de parler, de critiquer ; il n'est pas suffisant d'avoir les mains propres historiquement ; il est nécessaire, même si c'est difficile, de démontrer que nous sommes une organisation différente, que nous sommes capables d'agir différemment, de construire de manière différente. La pratique est le

seul moyen pour changer le monde, le seul, dans une société totalement discréditée, capable de donner la possibilité de croire en quelque chose.

Contre le morcellement

Nous avons noté une certaine attention, de la part de la CGT, aux discussions qui se déroulent dans les mouvements sociaux et à tout ce qui se bouge dans les tréfonds de la société espagnole au niveau des affrontements sociaux.

Dans la société actuelle, il n'y a guère que 50 % de travailleurs qui peuvent dire qu'ils disposent d'un emploi fixe, tandis que les autres 50 % sont soit chômeurs, soit ont un travail temporaire. On peut plus ou moins parler d'une forme de précarité diffuse. La vieille force du mouvement ouvrier est aujourd'hui complètement déstructurée : ce n'est pas la même chose de dépendre un emploi à caractère fixe et d'être un otage permanent du capital, sans emploi stable et sans aucun avenir. Toute cette précarité, ce chômage, cette augmentation de la pauvreté, la réalité du statut de citoyens qui ne sont pas des citoyens parce qu'ils n'en possèdent aucun des attributs, la capacité de souscrire un contrat ou de prendre des décisions : tous ces problèmes, le syndicat doit les assumer. Il existe une prolifération de groupes sociaux, dont chacun s'occupe d'un aspect spécifique, avec lesquels nous entretenons des contacts et que nous cherchons à amener au syndicat. Devant un problème d'une telle ampleur, la riposte est morcelée : certains luttent seulement contre le chômage, d'autres pour que les maisons vides soient occupées, d'autres pour l'antimilitarisme, d'autres pour les immigrés. Le capital a un projet global,

il n'a jamais aucun problème avec des groupes émiettés avec des objectifs partiels : il est capable de les assimiler. La seule possibilité, c'est que cet émiettement s'unisse en un ensemble unique, en un projet commun contre le capital. Construire ce projet, c'est le devoir de tout révolutionnaire : il faut faire disparaître le morcellement de la lutte.

Quels sont les objectifs que la CGT a « pointés » avec force dans les dernières années ?

Il y a plusieurs aspects dans la lutte de la CGT. D'une part, la lutte quotidienne dans une entreprise ou un secteur, et il faut tenir compte du fait que la CGT a, dans les chemins de fer, une représentativité de 17 %, de plus de 10 % dans les postes et télécommunications, une forte représentation dans le secteur de l'automobile (VW-SEAT, Ford, General Motors, Renault, etc.), nous sommes en progrès dans le secteur de la Santé, de l'administration publique, dans celui de l'Education. Et puis il y a un aspect général de conflit avec le capital qui s'est concrétisé dans la lutte pour la redistribution du travail et de la richesse, contre l'exclusion sociale et le chômage et pour les 35 heures hebdomadaires, pour la disparition des heures supplémentaires et pour le salaire social, un salaire social que la société doit fournir si elle ne donne pas la possibilité de donner un travail. Il y a une ligne que nous suivons depuis quatre ou cinq ans, et sur laquelle nous devons persévérer. Il y a en plus le problème de la réduction des droits et des libertés sociales.

Sur ces questions, nous travaillons, là où c'est possible, avec des groupes de chômeurs, des groupes sociaux d'une part, et, par exemple, avec la IZQUIERDA UNIDA (la Gauche unie) de l'autre, ou avec des

syndicats comme l'USO ou la STES ou avec le mouvement anti-Maastricht. Le mouvement qui s'est révélé lors de différentes manifestations, comme celle qui a porté 50 000 personnes à Madrid le 20 juin 98, manifestation où le drapeau anarcho-syndicaliste a été vu comme une force importante avec des milliers de manifestants, est quelque chose que nous voulons porter également au niveau européen, comme nous l'avons fait à Cologne cette année et à Amsterdam il y a deux ans, où la CGT et l'anarcho-syndicalisme ont été une force active dans la rue. La seule organisation espagnole à avoir participé a été la CGT ; le reste du mouvement libertaire espagnol était absent. Il est évident qu'à Cologne, étaient présentes différentes organisations anarchosyndicales, comme les Français de la CNT, les Suédois de la SAC, des organisations libertaires comme l'Unicobas, des organisations syndicales alternatives allemandes ou françaises, et tout cela a constitué la partie la plus importante du cortège. Cela a permis que tout le mouvement de la gauche européenne voie quelles sont les forces et les possibilités de notre formation. Quelle a été l'initiative de la CGT dans toutes ces occasions ? La CGT, qui est considérée comme hérétique dans le mouvement anarchiste « officiel », a développé pendant toutes ces années des rapports avec tout le monde dans le syndicalisme alternatif, l'anarcho-syndicalisme et les mouvements libertaires européens, proposant des objectifs de lutte commune pour qu'ils puissent être présents dans les manifestations d'Amsterdam et de Cologne. C'est ainsi que, petit à petit, nous avons obtenu que, dans la pratique, se réalise une convergence significative. Un objectif unitaire s'est réalisé qui, dans la

pratique, a réuni ensemble un secteur important, l'a rendu clairement visible grâce aux banderoles et aux drapeaux de la même couleur. Une idée commune qui réalise un intérêt commun. Nous poursuivrons sur cette initiative, sans jamais répondre aux provocations : la provocation ne nous intéresse pas, c'est une perte de temps, d'énergie : notre capacité de lutte doit être dirigée vers autre chose.

Combien y a-t-il d'adhérents à la CGT ?

Il est toujours difficile de répondre, mais on parle de près de 60 000 travailleurs adhérents. Naturellement, dans les élections professionnelles, nous avons obtenu beaucoup plus de voix. Dernièrement, nous avons même commencé à avoir une petite présence dans la jeunesse.

La CGT a deux périodiques (Rojo y Negro, et Libre Pensamiento) et prête une attention toute particulière au mouvement de ré-élaboration théorique et culturelle, y compris au travers de la fondation Salvador Seguí'. Rojo y negro est une publication mensuelle largement diffusée à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Elle traite de nos initiatives et analyse la situation générale, la politique syndicale, le mouvement. Il tire à plus de 30 000 exemplaires et nous avons l'objectif d'augmenter le tirage.

Libre Pensamiento est une revue de réflexion, d'analyse et de débat, totalement ouverte et plurielle. Nous n'y écrivons pas seulement sur des sujets qui appartiennent à l'anarchisme ou à l'anarcho-syndicalisme, mais d'autres courants de pensée s'y exposent, d'origine marxiste ou chrétienne qui, de toute façon, peuvent y expliquer leurs thèses.

Nous ne sommes absolument pas fermés au débat parce que, comme je l'ai dit plus haut, nous ne devons avoir aucun problème lorsqu'il s'agit de débattre si nous sommes sûrs de ce que nous faisons.

Comme anarchistes et anarcho-syndicalistes

Dans quels secteurs, selon toi, est-il nécessaire que la pensée libertaire évolue ?

Je crois qu'il existe une tension naturelle de l'être humain vers l'aspiration à la liberté, à la justice et au bonheur. Je crois que les secteurs qui sont majoritairement en crise, en ce moment, sont ceux qui proviennent du marxisme, du socialisme, du communisme qui aspirent à la plus grande justice sociale, à un monde solidaire et égalitaire. Ces secteurs analysent aujourd'hui l'origine de leurs propres erreurs, où ils se sont trompés et ce dont ils ont besoin. Ils sont en train de comprendre que la participation et le respect sont fondamentaux. Au-delà de tout cela, je pense que, comme anarchiste et anarcho-syndicalistes, nous devons prendre en compte l'être humain, son aspiration à un monde meilleur, et nous devons avoir une initiative ouverte à 180 °, vers tous les secteurs.

Tu as écrit un livre avec Chema Berro, *Syndicalisme et transformation sociale*, où tu fais une analyse du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme avec une conception de dépassement, en partie, de la logique qui met en évidence, en particulier, les aspects plus syndicaux de l'intervention. Même dans l'analyse de la CNT historique, tu mets en lumière des personnages et des thèses syndicalistes, qui ne doivent pas être confondus, au sens

strict, avec la tradition « syndicaliste révolutionnaire » d'origine sorélienne. Qu'est-ce que le syndicalisme alternatif doit puiser aujourd'hui dans cette histoire ?

Avant tout, ce qui a été la pratique réelle, la recherche et l'étude, l'honnêteté, l'éthique toujours plus nécessaire dans ce monde. Mais cela doit être accompagné d'une pratique de participation. Il est nécessaire d'expliquer aux gens, aux travailleurs, que leurs problèmes ne peuvent pas être résolus par un « sauveur », que les problèmes sont ceux de tous, et qu'ils doivent être résolus pas un apport collectif. C'est ce qu'il y a de plus fondamental, parce que les moments historiques n'ont rien à voir les uns avec les autres. À une époque, l'exploitation soumettait tout le monde au même mode de vie, alors qu'aujourd'hui, beaucoup d'adhérents de notre organisation vivent dans une situation de bien-être social. Les sentiments d'oppression qui étaient vécus à une époque ne sont pas les mêmes que ceux que nous vivons aujourd'hui, parce que les formes d'exploitation et d'oppression exercées par le capital sont différentes. Deux réalités différentes ont été créées : l'une qui vit relativement bien et une autre qui est totalement exclue. Il faut prendre en compte cette situation pour comprendre la nécessité de la combattre. Si cette comparaison n'est pas faite, on en vient à considérer l'injustice comme « légale et démocratique ». Ce qui compte, là encore, c'est la pratique de la discussion, la confrontation et la participation de tous.

dilapidés.

Les syndicats SUD connaissent une série de succès électoraux parfois spectaculaires. Lorsque dans le propre dépôt SNCF de Bernard Thibaut, la CGT n'a aucun élu, tandis que SUD-Rail en obtient 6 sur 10, le message ne peut être plus clair. Les militants, et plus largement les salariés s'en emparent pour dire leur refus des accords inacceptables, des discussions menées dans les cadres définis par le MEDEF (dont Nicole Notat avoue dans un cri : «il nous vole toutes nos idées !»). Mais ces syndicats sont regroupés dans l'Union syndicale-Solidaires-Groupe des Dix, qui peine aujourd'hui à prendre toute la place que lui confère une amorce sensible de recomposition syndicale, qui tarde à répondre à l'aspiration des militants et des salariés à en découdre sur les retraites, sur le droit au travail, à l'éducation, à la santé, au salaire. Si le débat politique n'est pas mené en son sein, si cette union syndicale ne proclame pas qu'elle entend être le pôle de rassemblement contre le démantèlement du salariat, elle perdra ce capital de sympathie, elle repoussera ceux qui cherchent à s'en saisir, fût-ce par leur simple vote aux élections professionnelles.

Le trait commun de ces deux situations tient au fait qu'elles mettent en jeu un même groupe de militants. Il tient surtout au fait que la discussion politique est plus que jamais au centre, et que l'on peut moins que jamais s'en remettre à l'activisme, aux incantations, aux appels au «tous ensemble», à la «lutte» tous azimuts.

ALORS,

PARLONS POLITIQUE.

Et parlons-en sans craindre de répéter (ou de repenser) deux ou trois af-

firmations élémentaires, au risque de passer tout à la fois pour d'indécrottables archaïques et pour de redoutables utopistes.

Le système social que nous connaissons n'a rien de «naturel». Pas plus que ne sont «naturels» le chômage de masse, la précarisation générale de l'emploi, la ghettoïsation des plus pauvres, les invraisemblables inégalités de revenus et de condition. Rien de tout cela n'est un fait de nature (Minc : «Le marché est aussi naturel que la marée»). Il s'agit des manifestations les plus visibles d'un système que l'on peut nommer, circonscrire, décrire, démonter : le système fondé sur la propriété privée des capitaux, des moyens de production et d'échange, qu'on l'appelle capitaliste, néo-libéral, néo-capitaliste ou autrement. C'est un système que les hommes ont créé, et que les hommes peuvent démonter et bouleverser, remplacer par un autre. C'est sans doute là l'objet même de l'action politique.

Pour les exploités, le choix n'est pas entre «politique» et «action sociale», où la politique se réduit à une alternative Juppé/Jospin (pour la France), Berlusconi/D'Alema (pour l'Italie), Kohl/Shroeder (pour l'Allemagne) ou Thatcher/Blair (pour le Royaume Uni), tandis que sur le terrain «social» quotidien, la seule ambition offerte à l'activité militante serait d'agir dans une ou plusieurs associations aux objectifs d'emblée limités (logement, emploi, écologie, etc.), avec l'espoir qu'un jour, tous ces micro-combats convergeront dans un «grand combat»...

Pour les exploités, comme pour l'ensemble de la société, le choix est entre le maintien de ce système, en s'efforçant d'en amenuiser les effets les plus insupportables, ou la remise

en cause de ce système, la reconstruction de la société autour de nouveaux principes, de nouveaux rapports de propriété et de distribution des richesses.

Il s'agit en somme d'un choix politique.

L'émiettement du salariat, sa précarisation et sa fragilisation extrêmes, le démantèlement de ses bases de résistance, qu'il s'agisse des statuts conquis au fil des décennies, de sa concentration physique, de son organisation interne, posent le problème d'une véritable bataille pour sa reconstruction, sa réorganisation, sa ré-institution en force unie sur des intérêts et des objectifs communs.

Le mode d'existence même du capitalisme actuel (dont l'AMI et l'OMC sont des manifestations criantes), sa financiarisation à peu près complète ; le rôle international qu'y jouent les fonds de pension sont un fait. Le rôle des Etats nationaux y devient historiquement limité aux fonctions essentielles des Etats bourgeois : contention, répression, «brancardage» social pour éviter les explosions, contrôle social par tous les moyens. L'espoir (et la revendication) d'en «revenir» à une souveraineté nationale, à un «Etat national fort et bienveillant» («Providence») est vain et trompeur. Comme est illusoire et trompeur l'espoir de «revenir» à un soi-disant état de «civilisation» qui aurait été celui des «services publics».

QUELLE SOCIÉTÉ ?

Ce dont il s'agit, c'est bien d'aller de l'avant vers une société fondée sur le droit au salaire (assorti des protections sociales comme sécurité sociale, prestations familiales et retraites par répartition), sur le droit au travail et à la santé, à l'instruction, au loge-

ment, aux libertés individuelles et collectives les plus larges. C'est d'aller vers une société qui ne marque aucune différence entre origine nationale ou ethnique, et qui proclame et rende effective l'égalité entre les sexes.

Cette société peut moins que jamais se construire dans le cadre des vieux Etats nationaux, parce que ce sont des « prisons des peuples » (avec un caractère plus ou moins dramatique selon les pays), des cadres d'exclusion et d'interdit (sans-papiers, accords de Schengen/Maastricht). Face au capital financier, les Etats et leurs gouvernements (et les partis de tous bords qui limitent leur action au cadre de leur propre Etat) se montrent désormais à peu près impuissants vis-à-vis de la maîtrise des leviers essentiels de l'économie (et de toutes les conséquences sociétales de l'économie). Les gouvernements acceptent d'appliquer ses diktats, et de relayer ses exigences contre les salariés.

L'Europe est encore objectivement un lieu géographique où les forces dislocatrices du salariat n'ont pas encore complètement achevé leur œuvre (au contraire, dans une large mesure, du continent américain, de l'Asie et de l'Amérique latine, pour ne rien dire de l'Afrique, continent littéralement rayé de la carte du monde) ; c'est encore un continent où l'on continue de se référer aux statuts et aux acquis (même si c'est pour déplorer leur situation menacée et leur quasi-disparition parfois). Des liens historiques s'y sont noués entre travailleurs et organisations, en particulier sous la forme des Marches européennes contre le chômage de ces dernières années. Des relations entre militants y existent, se sont réanimées ou créées.

DEBATTRE

ENTRE MILITANTS

En somme, nous ne pouvons plus tourner autour du pot : la discussion doit se mener entre militants du « mouvement social », et elle ne peut rien écartier du champs des débats. L'appel « pour l'autonomie du mouvement social », publié il y a quelques mois, avant les Européennes, souffrait d'en chasser le « politique », au nom d'une méfiance légitime vis-à-vis des partis et organisations présents sur le « marché ». Du coup, il laissait à ces partis la légitimité du soin d'occuper ce terrain. Plus récemment, un autre appel, présenté comme l'appel « de Bourdieu », proposait la tenue d'« Etats généraux du mouvement social européen ». C'est une aspiration sans cesse plus pressante, et le niveau européen est le seul pertinent. Mais une fois encore, cet appel évite de désigner le capitalisme par son vrai nom (alors que Pierre Bourdieu et Loïc Vaquant critiquent, dans le Monde diplomatique, ceux qui ont adopté une telle position). Et il escamote le problème en se centrant sur la seule social-démocratie, en refusant de se prononcer sur la nécessaire mobilisation politique contre les « Gauches de gouvernement », pour une rupture claire avec les gauches plurielles de tous les pays, toutes composantes confondues.

Carré rouge ne détient aucune vérité. Chacun s'y exprime avec ses propres mots, sa propre sensibilité, et c'est vrai de l'éditorial comme de tous les autres articles. C'est une des raisons pour lesquelles ceux qui ont fondé cette revue n'ont pas voulu fonder une énième organisation, inévitablement détentricice d'une prétendue « vérité », irréductible et indépassable, sur un terrain où elles pul-

lulent déjà.

Carré rouge ne veut qu'une chose : remettre au centre ce débat politique, contribuer à en éclairer les données.

Il devient urgent que se discute clairement le glissement vers une sorte de « réformisme humanitaire », qui empoisonne et impuissante les combattants de la lutte des classes, en émoussant systématiquement le tranchant des actions qui se multiplient contre le système capitaliste mondial. Il devient urgent que, sans pour autant être d'accord en toute chose sur l'analyse des événements marquant du XX^e siècle, sans faire une condition d'un accord préalable sur tout ce qui a pu (et peut encore) nous séparer, des militants d'accord sur ce point essentiel, d'une importance vitale jusque dans les combats quotidiens, se réunissent pour redonner tout le tranchant nécessaire au combat contre le capitalisme, et pour ouvrir de nouveau une perspective « socialiste » à ce combat.

Carré rouge est prêt à agir dans ce sens, et à prêter ses colonnes à ce débat. Nous proposons à tous les militants d'en formuler ensemble l'appel, d'en organiser la réunion. Nous appelons tous ceux qui veulent mener ce débat à s'abonner à Carré rouge et à abonner les militants autour d'eux. Nous les appelons à s'emparer pour discuter de ce « contrat politique » entre militants, mais aussi pour poursuivre une discussion déjà engagée entre militants d'origines diverses, autrefois séparés par des « murailles de papier à cigarettes » et qui découvrent aujourd'hui qu'ils ont l'essentiel en commun : la volonté de ne pas laisser ce monde courir à sa perte, la conscience que ce système, tout à fait humain et pas du tout « naturel », peut être combattu, défait, remplacé.